



HAL
open science

Analyse des besoins en médecine vétérinaire rurale en Île-de-France et propositions de solutions

Emma Goumilloux

► **To cite this version:**

Emma Goumilloux. Analyse des besoins en médecine vétérinaire rurale en Île-de-France et propositions de solutions. Médecine vétérinaire et santé animale. 2022. dumas-03830150

HAL Id: dumas-03830150

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03830150v1>

Submitted on 26 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Année 2022

**ANALYSE DES BESOINS EN MÉDECINE VÉTÉRINAIRE
RURALE EN ÎLE-DE-FRANCE ET PROPOSITIONS DE
SOLUTIONS**

THÈSE

pour obtenir le diplôme d'État de

DOCTEUR VÉTÉRINAIRE

présentée et soutenue publiquement devant

la Faculté de Médecine de Créteil (UPEC)

le 21 janvier 2022

par

Emma, Sofia, Julia GOU MILLOUX

sous la direction de

Yves MILLEMANN

JURY

Président du jury :	M. Karim ADJOU	Professeur à l'EnvA
Directeur de thèse :	M. Yves MILLEMANN	Professeur à l'EnvA
Examinatrice :	Mme Aline DE PAULA REIS	Maître de Conférences à l'EnvA

Liste des personnes intervenant dans l'enseignement



Directeur : Pr Christophe Degueurce
Directeur des formations : Pr Henry Chateau
Directrice de la scolarité et de la vie étudiante : Dr Catherine Colmin

Professeurs émérites : Pr Pascal Fayolle, Pr Bernard Paragon
Directeurs honoraires : MM. les Professeurs C. Pilet, B. Toma, A.-L. Parodi, R. Moraillon, J.-P. Cotard, J.-P. Mialot & M. Gogny

Département d'Elevage et de Pathologie des Équidés et des Carnivores (DEPEC)

Chef du département : Pr Grandjean Dominique - **Adjoint** : Pr Blot Stéphane

<p>Discipline : anesthésie, réanimation, urgences, soins intensifs - Pr Verwaerde Patrick</p> <p>Discipline : cardiologie - Pr Chetboul Valérie - Dr Saponaro Vittorio, Praticien hospitalier contractuel</p> <p>Discipline : nouveaux animaux de compagnie - Dr Pignon Charly, Ingénieur de recherche - Praticien hospitalier - Dr Volait Laetitia, Praticienne hospitalier contractuelle</p> <p>Discipline : dermatologie - Dr Cochet-Faivre Noëlle, Praticienne hospitalier contractuelle</p> <p>Discipline : ophtalmologie - Dr Chahory Sabine, Maître de conférences</p> <p>Unité pédagogique de clinique équine - Pr Audigié Fabrice - Dr Bertoni Lélia, Maître de conférences - Dr Coudry Virginie, Praticienne hospitalier contractuelle - Pr Denoix Jean-Marie - Dr Giraudet Aude, Ingénieure de recherche - Praticienne hospitalier - Dr Jacquet Sandrine, Ingénieure de recherche - Praticienne hospitalier - Dr Mespoulhès-Rivière Céline, Ingénieure de recherche-Praticienne hospitalier* - Dr Moiroud Claire, Praticienne hospitalier contractuelle - Dr Tallaj Amélie, Praticienne hospitalier contractuelle - Dr Tanquerel Ludovic, Chargé d'enseignement contractuel</p>	<p>Unité pédagogique de médecine et imagerie médicale - Dr Benchekroun Ghita, Maître de conférences - Pr Blot Stéphane* - Dr Canonne-Guibert Morgane, Maître de conférences - Dr Freiche-Legros Valérie, Praticienne hospitalier contractuelle - Dr Maurey-Guëneq Christelle, Maître de conférences - Dr Mortier Jérémy, Maître de conférences associé</p> <p>Unité pédagogique de médecine de l'élevage et du sport - Dr Cabrera Gonzales Joaquin, Chargé d'enseignement contractuel - Pr Fontbonne Alain - Pr Grandjean Dominique* - Dr Maenhoudt Cindy, Praticienne hospitalier contractuelle - Dr Nudelmann Nicolas, Maître de conférences - Dr Ribeiro dos Santos Natalia, Praticienne hospitalier contractuelle</p> <p>Unité pédagogique de pathologie chirurgicale - Dr Decambon Adeline, Maître de conférences - Pr Manassero Mathieu - Dr Maurice Emeline, Assistante d'Enseignement et de Recherche Contractuelle - Pr Viateau-Duval Véronique*</p>
--	--

Département des Productions Animales et de Santé Publique (DPASP)

Chef du département : Pr Millemann Yves - **Adjoint** : Pr Dufour Barbara

<p>Unité pédagogique d'hygiène, qualité et sécurité des aliments - Dr Bolnot François, Maître de conférences* - Pr Carlier Vincent - Dr Gauthier Michel, Maître de conférences associé - Dr Mtimet Narjes, Chargée d'enseignement contractuelle</p> <p>Unité pédagogique de maladies réglementées, zoonoses et épidémiologie - Dr Crozet Guillaume, Chargé d'enseignement contractuel - Pr Dufour Barbara* - Dr Guétin Poirier Valentine, Chargée d'enseignement contractuelle - Pr Haddad/Hoang-Xuan Nadia - Dr Rivière Julie, Maître de conférences</p> <p>Unité pédagogique de pathologie des animaux de production - Pr Adjou Karim - Dr Belbis Guillaume, Maître de conférences* - Dr Delsart Maxime, Maître de conférences associé - Pr Millemann Yves - Dr Plassard Vincent, Praticien hospitalier contractuel - Dr Ravary-Plumioën Bérangère, Maître de conférences</p>	<p>Unité pédagogique de reproduction animale - Dr Constant Fabienne, Maître de conférences* - Dr Denis Marine, Chargée d'enseignement contractuelle - Dr Desbois Christophe, Maître de conférences (rattaché au DEPEC) - Dr Mauffré Vincent, Maître de conférences</p> <p>Unité pédagogique de zootechnie, économie rurale - Dr Arné Pascal, Maître de conférences - Dr Barassin Isabelle, Maître de conférences - Dr De Paula Reis Alline, Maître de conférences* - Pr Grimard-Ballif Bénédicte - Pr Ponter Andrew</p> <p>Rattachée DPASP - Dr Wolgust Valérie, Praticienne hospitalier contractuelle</p>
--	---

Département des Sciences Biologiques et Pharmaceutiques (DSBP)

Chef du département : Pr Desquilbet Loïc - **Adjoint** : Pr Pilot-Storck Fanny

<p>Unité pédagogique d'anatomie des animaux domestiques - Pr Chateau Henry - Pr Crevier-Denoix Nathalie - Pr Robert Céline*</p> <p>Unité pédagogique de bactériologie, immunologie, virologie - Pr Boulouis Henri-Jean - Pr Eloit Marc - Dr Lagrée Anne-Claire, Maître de conférences - Pr Le Poder Sophie - Dr Le Roux Delphine, Maître de conférences*</p> <p>Unité pédagogique de biochimie, biologie clinique - Pr Bellier Sylvain* - Dr Deshuillers Pierre, Maître de conférences</p> <p>Unité pédagogique d'histologie, anatomie pathologique - Dr Cordonnier-Lefort Nathalie, Maître de conférences - Pr Fontaine Jean-Jacques - Dr Jouvion Grégory, Professeur associé - Dr Reyes-Gomez Edouard, Maître de conférences*</p> <p>Unité pédagogique de management, communication, outils scientifiques - Mme Conan Muriel, Professeur certifié (Anglais) - Pr Desquilbet Loïc, (Biostatistique, Epidémiologie) - Dr Legrand Chantal, Maître de conférences associée - Dr Marnigac Geneviève, Maître de conférences* - Dr Rose Hélène, Maître de conférences associée</p>	<p>Unité de parasitologie, mycologie - Dr Blaga Radu, Maître de conférences (rattaché au DPASP) - Pr Guillot Jacques - Dr Polack Bruno, Maître de conférences* - Dr Risco-Castillo Veronica, Maître de conférences</p> <p>Unité pédagogique de pharmacie et toxicologie - Dr Kohlhauer Matthias, Maître de conférences - Dr Perrot Sébastien, Maître de conférences* - Pr Tissier Renaud</p> <p>Unité pédagogique de physiologie, éthologie, génétique - Dr Chevallier Lucie, Maître de conférences (Génétique) - Dr Crépeaux Guillemette, Maître de conférences (Physiologie, Pharmacologie) - Pr Gilbert Caroline (Ethologie) - Pr Pilot-Storck Fanny (Physiologie, Pharmacologie) - Pr Turet Laurent (Physiologie, Pharmacologie)* - Dr Titeux Emmanuelle (Ethologie), Praticienne hospitalier contractuelle</p> <p>Rattachée DSBP - Mme Dalaine Stéphanie, Professeur agrégée (Sciences de la Vie et de la Terre)</p>
--	---

* responsable d'unité pédagogique

Remerciements

A Monsieur Karim Adjou, Président du Jury de cette thèse, Professeur à l'EnvA,

Qui nous a fait l'honneur d'accepter la présidence de notre jury de thèse.
Hommage respectueux.

A Monsieur Yves Millemann, Professeur à l'EnvA,

Qui a accepté de diriger ce travail et de le corriger,
Qu'il trouve ici l'expression de toute notre reconnaissance et de notre profond respect.

A Madame Alline De Paula Reis, Maître de conférences à l'EnvA,

Qui nous fait l'honneur d'accepter de faire partie de notre jury de thèse.
Hommages respectueux.

A Madame Claire Beauvais

Pour l'intérêt qu'elle a porté dans ce travail et le soutien indéfectible dont elle a fait preuve,

Qu'elle trouve ici l'expression de toute notre reconnaissance et de notre profond respect.

A Madame Anne-Sophie Riot, Monsieur Bruno Tessier, Monsieur Denis Aouizerate et Monsieur Vincent Plassard,

Pour avoir relayé les questionnaires et permis une récolte assez conséquente de réponses,

Qu'ils trouvent ici l'expression de nos sincères remerciements.

Table des matières

Liste des figures.....	4
Liste des tableaux	7
Liste des abréviations.....	8
Introduction	9
Première partie : Étude bibliographique sur le maillage vétérinaire rural en Ile-de-France et problématiques soulevées.....	11
1. L'élevage en région Ile-de-France	11
1.1. <i>Evolution de la ruralité en région Ile-de-France au cours du siècle dernier</i>	11
1.1.1. La région Ile-de-France : une région divisée entre monde urbain et monde rural.....	11
1.1.2. L'Ile-de-France de 1950 à 1970	12
1.1.3. L'Ile-de-France de 1970 à 1980	13
1.1.4. L'Ile-de-France de 1980 à la fin des années 1980	13
1.1.5. L'Ile-de-France de la fin des années 80 à la fin des années 90.....	13
1.1.6. L'Ile-de-France de nos jours	13
1.2. <i>Évolution globale de l'élevage en Ile-de-France</i>	13
1.2.1. L'élevage en Ile-de-France au 18 ^{ème} siècle.....	13
1.2.2. L'élevage en Ile-de-France au cours des 19 ^{ème} et 20 ^{ème} siècle	13
1.2.3. L'élevage en Ile-de-France de nos jours.....	13
1.3. <i>Organisation de l'élevage francilien</i>	14
1.3.1. Organisation spatiale de l'élevage en Ile-de-France.....	14
1.3.1.1. Organisation spatiale de la région Ile-de-France.....	14
1.3.1.2. Organisation spatiale de l'élevage en région Ile-de-France	15
1.3.2. Description de l'élevage en Ile-de-France.....	16
1.3.2.1. Description de l'élevage bovin en Ile-de-France	16
1.3.2.1.1. Les élevages laitiers	16
1.3.2.1.2. Les élevages allaitants	16
1.3.2.2. Description de l'élevage ovin en Ile-de-France	17
1.3.2.3. Description de l'élevage caprin en Ile-de-France	18
1.3.2.4. Description de l'élevage porcin en Ile-de-France	18
1.3.2.5. Description des élevages mineurs d'Ile-de-France.....	19
1.3.2.5.1. L'élevage aviaire.....	19
1.3.2.5.2. L'élevage de lapins	19
1.3.2.5.3. L'apiculture	20
1.3.2.5.4. Les élevages atypiques	20
1.4. <i>Un nouveau visage pour la ruralité en Ile-de-France</i>	20
1.4.1. De nouvelles croyances urbaines	20
1.4.2. L'éco-pâturage	20
1.4.3. Les fermes pédagogiques.....	21
2. Le monde vétérinaire en région Ile-de-France	22
2.1. <i>Démographie vétérinaire en région Ile de France</i>	22
2.1.1. Recensement des vétérinaires de la région Ile-de-France.....	22
2.1.2. Mode d'exercice des vétérinaires de la région Ile-de-France.....	23
2.1.3. Espèces traitées par les vétérinaires de la région Ile-de-France	24
2.1.4. Répartition du nombre de vétérinaires en Ile-de-France.....	25
2.1.5. Lieux de formation des vétérinaires praticiens.....	27
2.2. <i>Evolution de la population vétérinaire d'Ile-de-France</i>	28
2.2.1. La féminisation de la profession	28
2.2.1.1. Au cours des deux derniers siècles.....	28
2.2.1.2. De nos jours, en France	29
2.2.1.3. En Ile-de-France	30
2.2.2. L'augmentation de la part des diplômés étrangers	30

2.2.2.1.	Une évolution marquée durant ces 20 dernières années	30
2.2.2.2.	En Ile-de-France	33
2.2.3.	Une diminution constante de l'exercice de l'activité rurale	34
2.2.3.1.	Observée à l'échelle nationale depuis quelques années.....	34
2.2.3.2.	Qui se confirme à l'échelle de l'Ile-de-France	36
3.	Problématiques soulevées et solutions envisagées.....	39
3.1.	<i>La notion de maillage vétérinaire.....</i>	<i>39</i>
3.1.1.	Définition.....	39
3.1.2.	Rôles du maillage vétérinaire.....	39
3.2.	<i>Problématiques soulevées par un défaut de structure du maillage vétérinaire.....</i>	<i>40</i>
3.2.1.	Un défaut de structure du maillage vétérinaire dû à différents facteurs	41
3.2.1.1.	Un défaut de renouvellement des vétérinaires ruraux	41
3.2.1.2.	Une activité rurale de plus en plus contraignante : l'exemple de l'Ile-de-France.....	41
3.2.2.	Problématiques soulevées à l'échelle locale.....	42
3.3.	<i>Les solutions envisagées jusqu'à maintenant</i>	<i>42</i>
3.3.1.	Une remise en question de la formation en école vétérinaire	42
3.3.1.1.	Présentation des différentes formations en dominante bovine	42
3.3.1.1.1.	EnvA.....	42
3.3.1.1.2.	ENVV.....	44
3.3.1.1.3.	Oniris	45
3.3.1.1.4.	VetAgroSup	46
3.3.1.2.	La formation en stages tutorés.....	47
3.3.1.3.	Vers une harmonisation de la formation vétérinaire	48
3.3.2.	Une remise en question des voies d'entrée en école vétérinaire	48
3.3.2.1.	Modifications du numerus clausus	48
3.3.2.2.	Modifications du concours A	49
3.3.2.3.	Mise en place d'un recrutement post-bac.....	49
3.3.3.	Ouverture d'écoles vétérinaires privées en France.....	49
3.3.4.	Mise en place d'aides financières	50

Deuxième partie : Partie personnelle : Analyse des besoins en médecine vétérinaire rurale en Ile-de-France.....51

1.	Matériels et méthodes	51
1.1.	<i>Objectifs de l'étude</i>	<i>51</i>
1.2.	<i>Populations enquêtées</i>	<i>51</i>
1.2.1.	Sélection des populations	51
1.2.1.1.	Questionnaire vétérinaires	51
1.2.1.2.	Questionnaire détenteurs d'animaux de rente.....	52
1.2.2.	Prise de contact	52
1.2.2.1.	Questionnaire vétérinaires	52
1.2.2.2.	Questionnaire détenteurs d'animaux de rente.....	52
1.3.	<i>Elaboration des questionnaires</i>	<i>53</i>
1.3.1.	Notions légales	53
1.3.2.	Construction des deux questionnaires.....	53
1.3.3.	Questionnaire détenteurs d'animaux de rente	53
1.3.4.	Questionnaire vétérinaires.....	54
2.	Résultats	55
2.1.	<i>Résultats du questionnaire pour les détenteurs d'animaux de rente</i>	<i>55</i>
2.1.1	Nombre et origine géographique des personnes en fonction des populations enquêtées.....	55
2.1.1.1.	Nombre de personnes ayant répondu.....	55
2.1.1.2.	Répartition géographique des populations enquêtées	56
2.1.2.	Caractérisation des populations enquêtées	58
2.1.3.	Analyse des besoins en termes de médecine vétérinaire.....	59
2.1.4.	Analyse de la facilité d'accès au service vétérinaire pour les détenteurs d'animaux de rente	62
2.1.5.	La question du maillage vétérinaire en Ile-de-France	66
2.2.	<i>Résultats du questionnaire auprès des vétérinaires praticiens exerçant en Ile-de-France....</i>	<i>69</i>
2.2.1.	Nombre et origine géographique des vétérinaires en fonction des populations enquêtées	69

2.2.1.1.	Nombre de personnes ayant répondu	69
2.2.1.2.	Répartition géographique des populations enquêtées	69
2.2.2.	Enquête menée auprès des cabinets vétérinaires assurant une activité canine et ayant déjà eu une activité vétérinaire rurale par le passé	70
2.2.3.	Enquête menée auprès des cabinets vétérinaires assurant une activité mixte ou rurale	72
2.2.3.1.	Caractéristiques de la population vétérinaire mixte et rurale en Ile-de-France.....	72
2.2.3.2.	Caractéristiques géographiques de la clientèle rurale des cabinets vétérinaires présentant une activité mixte ou rurale	74
2.2.3.3.	Evaluation du ressenti des vétérinaires mixtes ou ruraux concernant leur exercice rural	75
2.2.4.	La problématique du maillage vétérinaire en Ile-de-France	76
3.	Discussion.....	79
3.1.	<i>Existence de biais.....</i>	<i>79</i>
3.2.	<i>Matériels et méthodes</i>	<i>79</i>
3.3.	<i>Conclusions permises par cette étude.....</i>	<i>80</i>
3.3.1.	Questionnaire détenteurs d'animaux de rente	80
3.3.2.	Questionnaires vétérinaires	80
3.4.	<i>Pistes de solutions à la problématique du maillage vétérinaire en Ile-de-France</i>	<i>81</i>
3.5.	<i>Ouverture.....</i>	<i>81</i>
	Conclusion.....	83
	Liste des références bibliographiques	85
	Annexe 1 : Réponses des éleveurs d'Ile-de-France.....	87
	Annexe 2 : Réponses des vétérinaires canins n'ayant jamais eu une activité rurale.....	96
	Annexe 3 : Réponses des vétérinaires canins ayant déjà eu une activité rurale.....	98
	Annexe 4 : Réponses des vétérinaires mixtes et ruraux	99

Liste des figures

Figure n°1 : Schéma représentant l'organisation de l'espace de la région Ile-de-France (source : Educlever, 2021)	12
Figure n°2 : Schéma représentant l'organisation de l'espace de la région Ile-de-France (source : Educlever, 2021)	14
Figure n°3 : Carte représentant l'Ile-de-France et quelques-unes de ses régions agricoles (source: Roussel, 2017)	15
Figure n°4 : Schéma résumant les différents principes de l'éco-pâturage.....	21
Figure n°5 : Pyramide des âges en fonction du sexe des inscrits à l'Ordre en Ile-de-France (source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019)	23
Figure n°6 : Comparaison de la répartition du mode d'activité des vétérinaires praticiens exerçant en Ile-de-France (en bas) et en France (en haut) (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019).....	24
Figure n°7 : Comparaison de la répartition du type d'activité des vétérinaires praticiens exerçant en Ile-de-France (à gauche) et en France (à droite) (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019).	25
Figure n°8 : Répartition géographique des vétérinaires en Ile-de-France (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019) et schéma de l'île de France	26
Figure n°9 : Répartition des structures vétérinaires en Ile-de-France (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019)	27
Figure n°10 : Évolution de la situation sociale féminine en France au XXème siècle (Devos, 2009).	28
Figure n°11 : Evolution du nombre de primo-inscrits au tableau de l'Ordre entre 1989 et 2019 en fonction de leur sexe (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2020).....	29
Figure n°12 : Pyramide des âges selon le sexe des praticiens inscrits au tableau de l'Ordre (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2020).	30
Figure n°13 : Évolution du nombre de nouveaux inscrits au tableau de l'Ordre National des Vétérinaires par école d'origine entre 1989 et 2019 (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2020).....	31
Figure n°14 : Comparaison du nombre de nouveaux inscrits au tableau de l'Ordre National des Vétérinaires en fonction des Ecoles d'origine en 2019 (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2020).	31
Figure n°15 :Pourcentage des nouveaux inscrits au tableau de l'Ordre National des Vétérinaires en fonction des pays du diplôme en 2019 (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2020).	32

Figure n°16: Pourcentages des nouveaux inscrits au tableau de l'Ordre National des Vétérinaires en fonction de leurs nationalités (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2020).....	32
Figure n°17 : Comparaison entre les vétérinaires entrants et les vétérinaires sortants en Ile-de-France en 2018, en fonction de leur école d'origine (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019).....	33
Figure n°18 : Nombre de vétérinaires entrants et sortants en 2019 en fonction de leur domaine d'exercice (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2020) ..	34
Figure n°19 : Pyramide des âges des vétérinaires exerçant au profit des animaux de rente au 31 décembre 2019 en France (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2020).....	35
Figure n°20 : Evolution du nombre de vétérinaires exerçant au profit des animaux de rente entre 2015 et 2019 (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2020).	36
Figure n°21: Comparaison des vétérinaires exerçant au profit des animaux de rente en Ile-de-France en fonction de leur compétence déclarée (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019).....	37
Figure n°22 : Pyramide des âges des vétérinaires exerçant au profit des animaux de rente au 31 décembre 2018 en Ile-de-France (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019).....	38
Figure n°23 : Comparaison entre les vétérinaires entrants et sortants en fonction de leur exercice au 31 décembre 2018 en Ile-de-France (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019).	39
Figure n°24 : Planning annuel d'un étudiant en dernière année à l'EnvA ayant choisi la filière à dominante rurale classique.....	44
Figure n°25 : Planning annuel d'un étudiant en dernière année à l'ENVT ayant choisi la filière « ENVT+stage ».....	45
Figure n°26 : Planning annuel d'un étudiant en dernière année à Oniris ayant choisi la filière à dominante rurale classique.....	46
Figure n°27 : Planning annuel d'un étudiant en dernière année à VetAgro Sup ayant choisi le parcours rural classique	47
Figure n°28 : Répartition des réponses en fonction des différentes sous-populations enquêtées (N=124).....	55
Figure n°29 : Répartition des détenteurs d'animaux de rente en fonction de leur localisation géographique (N=124)	57
Figure n°30 : Espèces les plus fréquemment rencontrées chez les détenteurs d'animaux de rente d'Ile-de-France (N=124)	58

Figure n°31 : Nombres d'animaux de rente détenus par détenteur d'animaux de rente, toutes espèces confondues	59
Figure n°32 : Répartition des détenteurs d'animaux de rente en fonction de la distance les séparant du cabinet vétérinaire le plus proche auquel ils font appel (N=124).....	60
Figure n°33 : Nombre d'appels passés à un vétérinaire en une année en fonction du nombre de détenteurs d'animaux (N=123)	61
Figure n°34 : Répartition des détenteurs d'animaux en fonction du type d'interventions pour lesquelles ils sollicitent un vétérinaire (N=124)	61
Figure n°35 : Répartition des détenteurs d'animaux selon qu'ils font appel au même cabinet vétérinaire pour les visites classiques et pour les urgences (N=124).....	62
Figure n°36 : Répartition des détenteurs d'animaux de rente selon qu'ils rencontrent des difficultés à trouver un vétérinaire en Ile-de-France prenant en charge les animaux de rente (N=124).....	63
Figure n° 37 : Répartition des détenteurs d'animaux selon qu'ils éprouvent ou non des difficultés à trouver un vétérinaire disponible quand ils en ont besoin (N=124).....	63
Figure n°38 : Répartition des détenteurs d'animaux en fonction de la fréquence à laquelle ils font appel à un vétérinaire provenant d'une région autre que la région Ile-de-France (N=124).....	65
Figure n°39 : Répartition des cabinets vétérinaires d'Ile-de-France en fonction de leur localisation géographique (N=98)	70
Figure n°40 : Nombre de cabinets vétérinaires canins ayant arrêté leur activité rurale en fonction de l'année d'arrêt de l'activité rurale (N=10)	71
Figure n°41 : Répartition des vétérinaires ayant une activité mixte ou rurale en fonction de leur sexe (N=16)	73
Figure n°42 : Répartition des vétérinaires ayant une activité mixte ou rurale en fonction de leur tranche d'âge (N=16).....	73
Figure n°43 : Répartition des clients possédant des animaux de rente les plus proches des cabinets vétérinaires prenant en charge leurs animaux en fonction de la distance les séparant de ces derniers (N=8).....	74
Figure n°44 : Répartition des clients possédant des animaux de rente les plus éloignés des cabinets vétérinaires prenant en charge leurs animaux en fonction de la distance les séparant de ces derniers (N=8).....	75
Figure n°45 : Représentation des réponses des vétérinaires concernant la question de savoir si oui ou non ils comptent continuer leur activité rurale pour les dix prochaines années (N=8)	76
Figure n°46 : Représentation des réponses des vétérinaires concernant la question de savoir si oui ou non ils se sentent concernés par la problématique du maillage vétérinaire en fonction de leur type d'exercice (N=117)	77

Liste des tableaux

Tableau n°1 : Répartition géographique du cheptel bovin d'Ile-de-Fance (source : DRAAF Nouvelle-Aquitaine, 2019)	17
Tableau n°2 : Répartition géographique du cheptel ovin, caprin et porcin d'Ile-de-Fance (source : DRAAF Nouvelle-Aquitaine., 2019)	18
Tableau n°3 : Description de la production de volailles et d'œufs en Île-de-France (source : DRAAF Nouvelle-Aquitaine., 2019)	19
Tableau n° 4 : Nombre d'habitants par département en Ile-de-France.....	26
Tableau n°5 : Résumé des raisons pour lesquelles les détenteurs d'animaux de rente font appel à l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort.....	64
Tableau n°6 : Résumé des raisons pour lesquelles les détenteurs d'animaux de rente font appel à des vétérinaires provenant d'une région autre que la région Ile-de-France.....	65
Tableau n°7 : Résumé des raisons pour lesquelles les détenteurs d'animaux de rente ont arrêté de travailler avec certains cabinets vétérinaires ces dix dernières années	66
Tableau n°8 : Résumé des remarques faites par les détenteurs d'animaux de rente.....	67
Tableau n°9 : Résumé des idées de solutions proposées par les détenteurs d'animaux de rente à la problématique du maillage vétérinaire en Ile-de-France	68
Tableau n°10 : Résumé des raisons pour lesquelles les cabinets vétérinaires canins ont arrêté leur activité rurale.....	71
Tableau n°11 : Caractéristiques des vétérinaires assurant une activité mixte ou rurale en Ile-de-France.....	72
Tableau n°12 : Pourcentage du chiffre d'affaire des cabinets vétérinaires que représente leur activité rurale par rapport à leur activité canine	75
Tableau n°13 : Résumé des raisons pour lesquelles les vétérinaires enquêtés ont répondu « non » ou « c'est en discussion » à la question concernant la continuation de leur activité rurale.....	76
Tableau n°14 : Résumé des remarques faites par les vétérinaires enquêtés.....	78
Tableau n°15 : Résumé des idées de solutions proposées par les vétérinaires enquêtés à la problématique du maillage vétérinaire en Ile-de-France	78

Liste des abréviations

AC	: Activité Canine
ADF	: A la Découverte de la Ferme
AR	: Activité Rurale
AEEEEV	: Association des Etablissements Européens d'Enseignement Vétérinaire
BCPST	: Biologie, Chimie, Physique et Sciences de la Terre
BTS	: Brevet de Technicien Supérieur
BTSA	: Brevet Technicien Supérieur Agricole
CHV	: Centre Hospitalier Vétérinaire
CoPil	: Comité de Pilotage (de la formation en stages tutorés en rurale dans notre cas)
DDADUE	: Diverses Dispositions d'Adaptation au Droit de l'Union Européenne
DGER	: Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche
DPE	: Domicile Professionnel d'Exercice
DUT	: Diplôme Universitaire de Technologie
ENS	: Ecole Normale Supérieure
EnvA	: Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort
ENVT	: Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort
EQ	: Activité Equine
ETP	: Equivalent Temps Plein
IDF	: Ile-de-France
L3	: 3 ^{ème} année de Licence
PAC	: Politique Agricole Commune
RAC	: Référentiel d'Activités et de Compétences
RGPD	: Règlement Général sur la Protection des Données
SSCENR	: Schéma de Services Collectifs des Espaces Naturels et Ruraux
TB	: Technologie, Biologie
TD	: Travaux Dirigés
TP	: Travaux Pratiques

Introduction

La France ne cesse d'évoluer. Depuis plus d'un siècle, différentes révolutions agricoles, industrielles et technologiques ont modifié ses espaces et la répartition des populations. Ainsi, la France, encore rurale jusque dans les années 1950, connaît alors un exode rural, qui se met progressivement en place. Cette désertification du monde rural se reflète non seulement au travers de la répartition de la population française, mais également au travers des effectifs de certains secteurs d'activité. Ainsi, un déficit croissant de vétérinaires exerçant en milieu rural s'est installé en France. Les éleveurs rencontrent de plus en plus de difficultés à avoir accès aux soins vétérinaires nécessaires pour la bonne conduite de leurs élevages. Pour faire face à ces nouveaux enjeux, de plus en plus d'enquêtes sont menées par le gouvernement et le Conseil National de l'Ordre des Vétérinaires afin de proposer des solutions.

L'Ile-de-France est une région de grandes cultures qui n'est pas réputée pour être une région d'élevage. Au fil des années, le nombre d'élevages n'a cessé de diminuer, suivant ainsi la tendance nationale. Cependant, des élevages demeurent toujours en Ile-de-France et peinent à trouver des vétérinaires exerçant encore dans le domaine des animaux de rente. Il n'existe aujourd'hui que très peu de travaux relatant ces faits.

Ce manuscrit s'articule en deux parties. Dans un premier temps, il a pour vocation de présenter une synthèse bibliographique de la ruralité en Ile-de-France, de l'évolution de la démographie vétérinaire, des problématiques que cela soulève ainsi que des différentes solutions qui ont été proposées jusqu'ici. Notre deuxième partie correspond à un travail personnel d'enquête afin de proposer un état des lieux des besoins en médecine vétérinaire rurale en Ile-de-France ainsi qu'une ébauche de solutions pour y répondre.

Première partie : Étude bibliographique sur le maillage vétérinaire rural en Ile-de-France et problématiques soulevées

Cette première partie propose une étude bibliographique. Dans un premier temps, nous allons décrire le nouveau visage de la ruralité en Ile-de-France, puis nous allons étudier dans un deuxième temps la population de vétérinaires exerçant en Ile-de-France. Dans un troisième et dernier temps, nous verrons les conséquences que cet affaiblissement du maillage vétérinaire entraîne ainsi que les différentes solutions qui ont été mises en place à ce jour.

1. L'élevage en région Ile-de-France

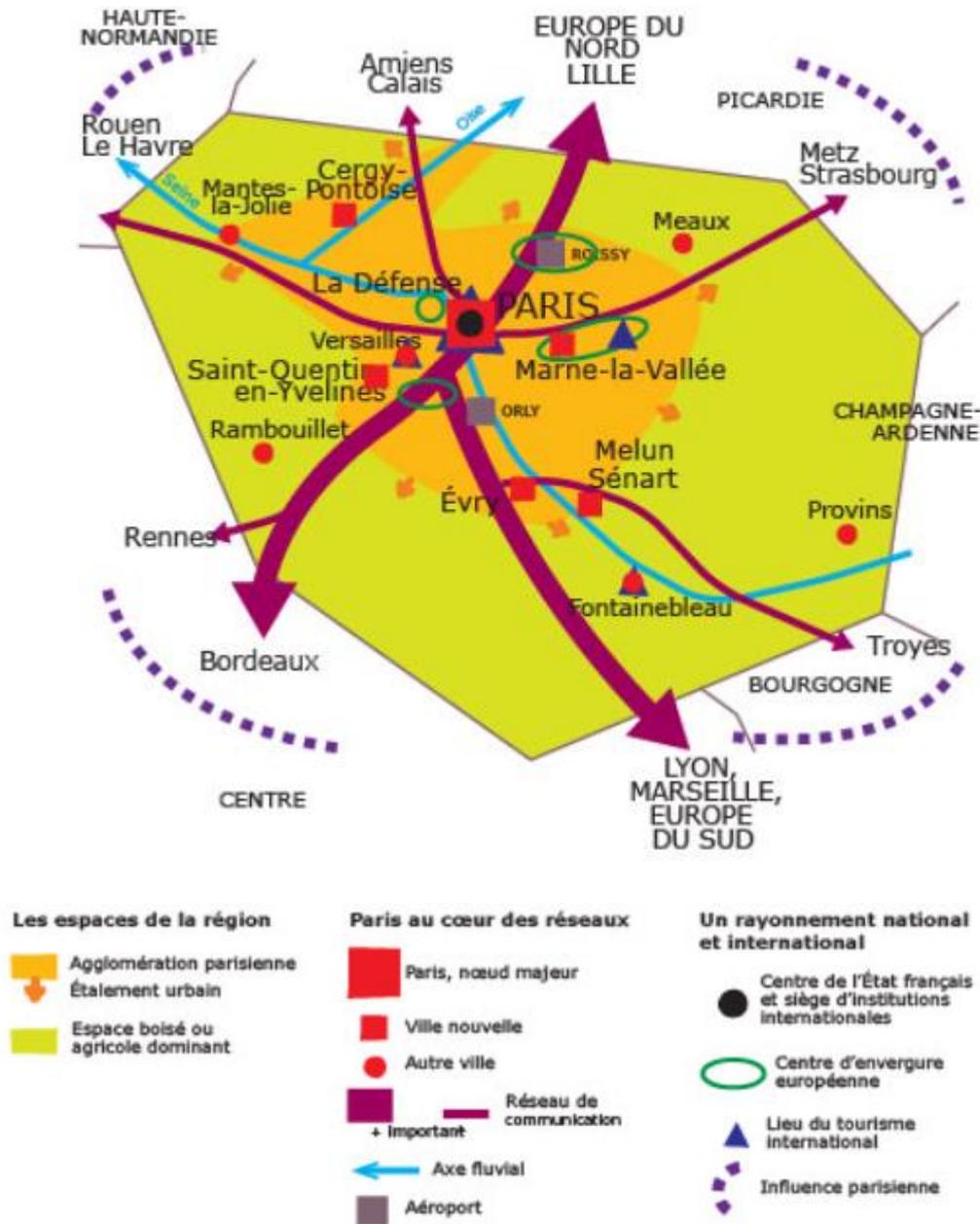
1.1. Evolution de la ruralité en région Ile-de-France au cours du siècle dernier

Pour cette partie, nous avons décidé de faire un résumé de l'évolution de la ruralité en région Ile-de-France au cours du siècle dernier. Il nous semble important de préciser qu'il n'a pas été simple de récolter des informations à ce sujet et ce malgré de nombreuses investigations.

1.1.1. La région Ile-de-France : une région divisée entre monde urbain et monde rural

La région Ile-de-France comporte l'une des plus importantes agglomérations urbaines européennes. L'Ile-de-France est également la région française la plus urbanisée et la plus densément peuplée. Elle comporte ainsi 12 213 447 habitants au 1^{er} janvier 2018 (Rannou-Heim, 2020). Cependant, elle demeure composée à 80% par des espaces ruraux, agricoles ou forestiers. Ainsi, 60% des communes en Ile-de-France comportent moins de 2000 habitants, et 46% en comportent moins de 1000 (De Biaisi et Stephan, 2004). Cette opposition entre monde urbain et monde rural est résumée au niveau de la **Figure n°1**. On observe cependant une réduction inéluctable des espaces ruraux. Autrefois, le monde rural était surtout caractérisé par une présence majoritaire d'agriculteurs. Aujourd'hui, ces agriculteurs représentent une minorité qui continue cependant à gérer la majorité de l'espace francilien.

Figure n°1 : Schéma représentant l'organisation de l'espace de la région Ile-de-France (source : Educlever, 2021))



1.1.2. L'Ile-de-France de 1950 à 1970

Les paysages ruraux d'Ile-de-France ont été façonnés par l'agriculture et les forêts utilisées pour les chasses royales. A partir de la Seconde Guerre Mondiale, on observe une réelle métamorphose des paysages d'Ile-de-France, avec le développement massif de la périurbanisation, une modernisation de l'agriculture et une émergence de la société de loisirs. Dans ce contexte d'après-guerre se met en place une Politique Agricole Commune (PAC), avec le développement d'une agriculture mécanisée, très productive et faisant appel à des capitaux massifs. L'Ile-de-France devient une région de grandes cultures (De Biaisi et Stephan, 2004).

1.1.3. L'Ile-de-France de 1970 à 1980

L'espace rural francilien est toujours caractérisé par la modernisation et l'intensification de l'agriculture. On observe un étalement urbain ainsi qu'une extension majeure de la périurbanisation (De Biaisi et Stephan, 2004).

1.1.4. L'Ile-de-France de 1980 à la fin des années 1980

Cette période est caractérisée par un recul des campagnes « traditionnelles », avec une désertification des campagnes et la périurbanisation. On observe une perte de la vie rurale, avec la disparition des petits commerces, des artisans et des actifs agricoles (De Biaisi et Stephan, 2004).

1.1.5. L'Ile-de-France de la fin des années 80 à la fin des années 90

La fin des années 80 et des années 90 est marquée par la renaissance du monde rural, avec notamment l'élaboration de projets de parcs naturels régionaux, et du Schéma de services collectifs des espaces naturels et ruraux (SSCENR), afin de prendre en considération les nouveaux enjeux sociaux concernant le monde rural (De Biaisi et Stephan, 2004).

1.1.6. L'Ile-de-France de nos jours

Aujourd'hui, le mouvement de périurbanisation continue, de façon moins marquée que lors de ces deux dernières décennies (De Biaisi et Stephan, 2004).

1.2. Évolution globale de l'élevage en Ile-de-France

Dans cette partie et la suivante, nous avons décidé d'étudier l'élevage en Ile-de-France, tant d'un point de vue historique que géographique.

1.2.1. L'élevage en Ile-de-France au 18^{ème} siècle

En 1700, les activités d'élevage se développent sur les sols pentus et/ou qui présentent une valeur agronomique plus faible (De Biaisi et Stephan, 2004).

1.2.2. L'élevage en Ile-de-France au cours des 19^{ème} et 20^{ème} siècle

Les 19^{ème} et 20^{ème} siècles sont caractérisés par les progrès techniques et l'essor du réseau ferroviaire, qui permettent un approvisionnement direct de la capitale par le train en produits frais. C'est ainsi que les élevages, maraichages et vergers perdent peu à peu leur utilité et disparaissent progressivement. Par ailleurs, le secteur bovin a dû faire face à des difficultés importantes à partir de 1996, engendrées par une tendance lourde à la diminution de la consommation de viande rouge, notamment à cause de la crise sanitaire de l'encéphalopathie spongiforme bovine ou « vache folle », diagnostiquée pour la première fois au Royaume-Uni en 1986. Cette maladie, apparue suite à une modification du procédé de production des farines dans l'alimentation des bovins, entraîne une diminution de la consommation de viande bovine, ainsi qu'une perte financière majeure pour tous les acteurs de la filière (De Biaisi et Stephan, 2004).

1.2.3. L'élevage en Ile-de-France de nos jours

Avec l'urbanisation intensive, l'évolution des modes de production vers une production intensive et une productivité optimale, l'élevage est en net recul. Par ailleurs, comme observé à

l'échelle nationale, alors que le nombre d'élevages ne cesse de diminuer, le nombre d'animaux par élevage a tendance à augmenter (De Biassi et Stephan, 2004).

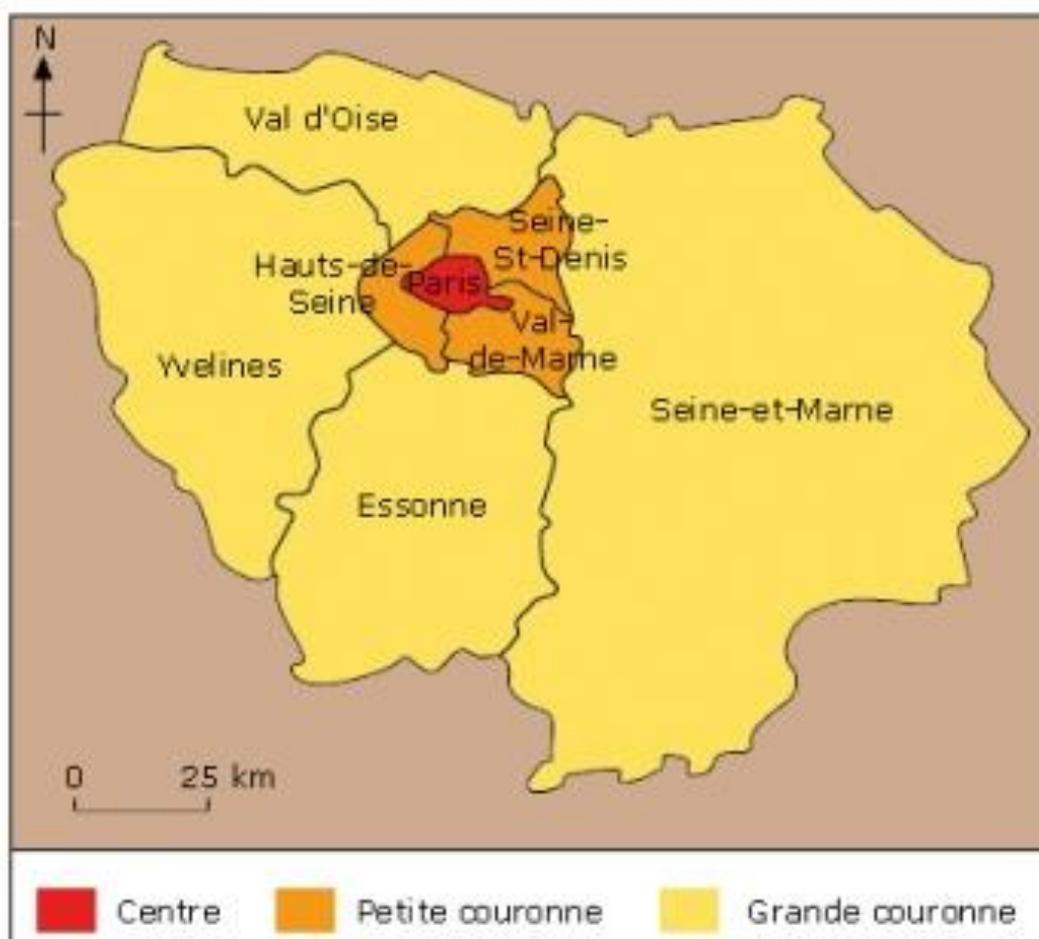
1.3. Organisation de l'élevage francilien

1.3.1. Organisation spatiale de l'élevage en Ile-de-France

1.3.1.1. Organisation spatiale de la région Ile-de-France

L'Ile-de-France se compose de huit départements : Paris (75), Seine-et-Marne (77), Yvelines (78), Essonne (91), Hauts-de-Seine (92), Seine-Saint-Denis (93), Val-de-Marne (94) et Val-d'Oise (95) (Rannou-Heim, 2020). Ces différents départements sont répartis en deux entités autour de la ville de Paris : la petite couronne, qui regroupe les départements limitrophes de Paris, à savoir le 92, le 93 et le 94, et la grande couronne, qui regroupe les départements les plus éloignés de Paris, à savoir le 77, le 78, le 91 et le 95. Cette répartition est représentée au niveau de la **Figure n°2**.

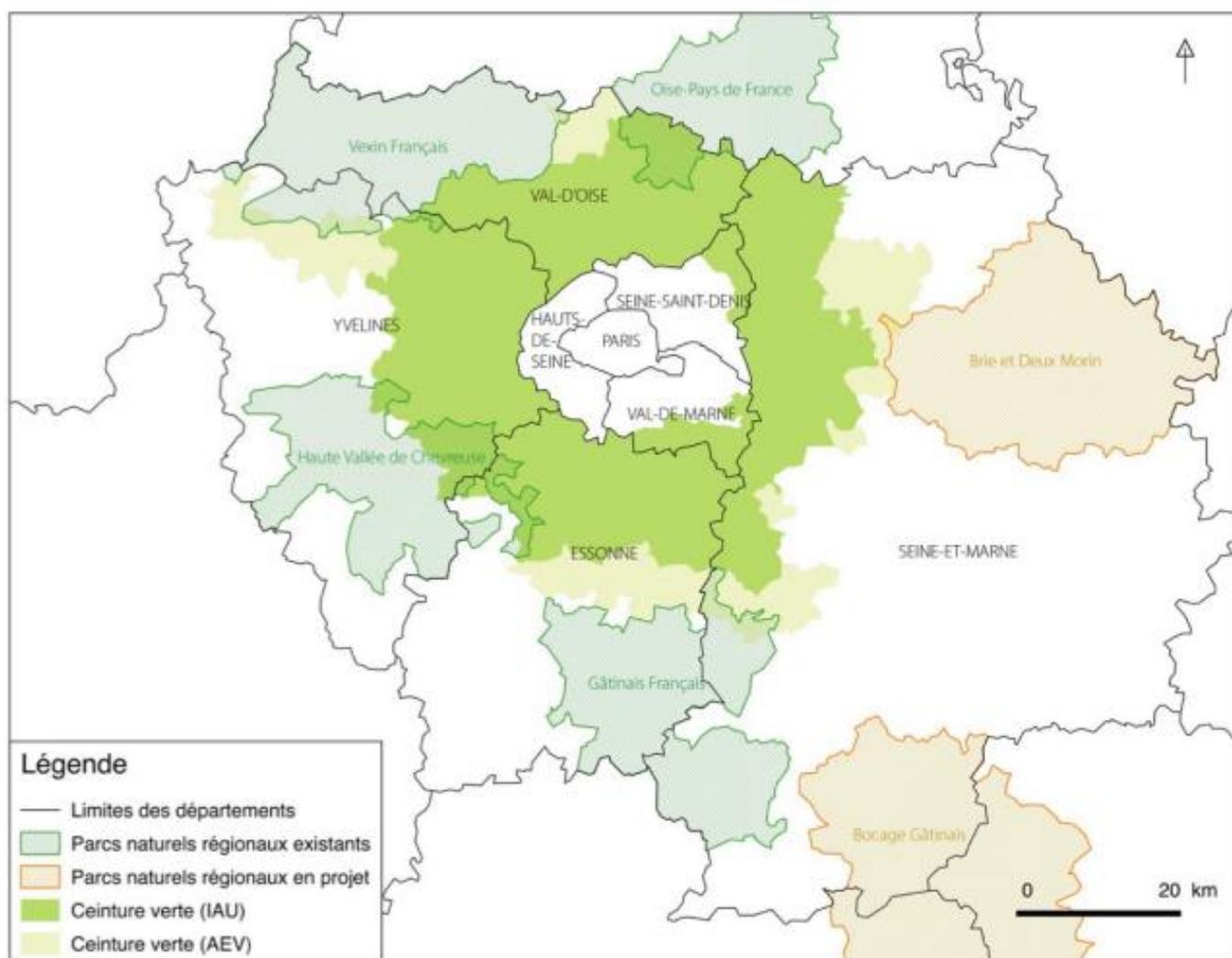
Figure n°2 : Schéma représentant l'organisation de l'espace de la région Ile-de-France (source : Educlever, 2021)



1.3.1.2. Organisation spatiale de l'élevage en région Ile-de-France

L'Ile-de-France est découpée en 24 régions agricoles. Alors que l'on trouvait des élevages partout en Ile-de-France autrefois, ils sont désormais principalement regroupés dans quatre de ces régions agricoles : le Vexin, la Brie laitière, le Drouais et les Vallées de la Marne et du Morin. Quelques-unes de ces régions sont visibles au niveau de la **Figure n°3**. Le Vexin se trouve au Nord-Ouest de l'Ile-de-France et correspond au deuxième troupeau bovin de la région. La conservation de l'élevage dans cette partie de l'Ile-de-France s'explique par le contact du Vexin avec la Normandie. La Brie laitière, qui se trouve à l'Est de l'Ile-de-France, est le siège de la production laitière pour le fromage de Brie. Elle correspond au troupeau bovin le plus important de la région, avec 5 430 têtes. Le Drouais, qui se trouve dans le Nord-Est, présente une agriculture plus diversifiée que dans le reste de l'Ile-de-France, grâce aux élevages (bovins, volailles, etc.). Enfin, les Vallées de la Marne et du Morin regroupent le troisième troupeau bovin de la région. En dehors de ces quatre régions agricoles, il reste quelques élevages éparpillés en Ile-de-France (De Biais et Stephan, 2004).

Figure n°3 : Carte représentant l'Ile-de-France et quelques-unes de ses régions agricoles (source: Roussel, 2017)



Les régions agricoles sont écrites en vert et en orange. Le Drouais se situe au Sud du Vexin Français, dans les Yvelines. La Brie et les vallées de la Marne et du Morin sont en partie fusionnées.

1.3.2. Description de l'élevage en Ile-de-France

L'Ile-de-France n'est pas une grande région d'élevage, c'est surtout une région de cultures. Ainsi, de nombreuses exploitations à dominante grandes cultures possèdent, en plus de surfaces fourragères, de nombreux animaux. Elles concentrent ainsi la moitié des ovins et des caprins de la région, deux cinquièmes des bovins et un quart des volailles. Les élevages au sens strict ne regroupent qu'un cinquième des troupeaux bovins, ovins et caprins (De Biaisi et Stephan, 2004).

1.3.2.1. Description de l'élevage bovin en Ile-de-France

Le cheptel bovin d'Ile-de-France représente 0,2% du cheptel français. Il s'élève à 25 170 têtes en 2019. Le **Tableau n°1** résume la composition du cheptel bovin en Ile-de-France en 2019.

Il y a 30 ans, le poids du cheptel bovin d'Ile-de-France dans le cheptel français était du même ordre qu'aujourd'hui. Le nombre d'étables a diminué de plus de 60%, avec cependant une augmentation du troupeau moyen par étable. Ainsi, il y a 30 ans, un éleveur possédait environ 10 vaches, que ce soit en secteur laitier ou en secteur allaitant, alors qu'un troupeau moyen 30 ans plus tard regroupe environ 33 vaches dans le secteur laitier, et 23 vaches dans le secteur allaitant (De Biaisi et Stephan, 2004).

1.3.2.1.1. Les élevages laitiers

Depuis 1970, le nombre d'exploitations agricoles ayant une production laitière a diminué de 93%, alors que l'effectif des vaches laitières a diminué de 77%. Le troupeau laitier regroupe environ 8 000 têtes en 2019 (**Tableau n°1**). La Prim'Holstein est la race de vache que l'on rencontre le plus dans les élevages laitiers d'Ile-de-France (De Biaisi et Stephan, 2004). Les élevages laitiers se concentrent notamment dans la Brie laitière et produisent le lait qui sera ensuite utilisé dans la fabrication de brie de Melun et de brie de Meaux, qui bénéficient d'une appellation d'origine contrôlée depuis 1980 (Delfosse, 1999). On compte 51 exploitations qui sont concernées, toutes seine-et-marnaises (De Biaisi et Stephan, 2004).

1.3.2.1.2. Les élevages allaitants

Le troupeau allaitant reste stable à environ 8 000 têtes en 2019 (**Tableau n°1**). Les élevages allaitants comptent également des exploitations qui élèvent des veaux de boucherie et des jeunes bovins. Les élevages allaitants comptent surtout des vaches de races Charolaise, Limousine, Blonde d'Aquitaine et Salers (De Biaisi et Stephan, 2004).

Tableau n°1 : Répartition géographique du cheptel bovin d'Île-de-France (source : DRAAF Nouvelle Aquitaine, 2019)

Cheptel bovin en 2019					
(têtes)	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Val-d'Oise	Île-de-France ⁽¹⁾
Vaches	6 785	2 810	164	1 301	11 078
dont laitières ⁽²⁾	3 747	1 519	61	451	5 784
dont nourrices ⁽³⁾	3 038	1 291	103	850	5 294
Bovins de 1 an ou plus	4 725	2 148	174	959	8 030
dont génisses laitières ⁽⁴⁾	1 675	639	19	143	2 480
dont génisses nourrices ⁽⁴⁾	1 774	910	74	506	3 273
Bovins de moins de 1 an	3 672	1 556	60	765	6 062
Total Bovins	15 182	6 514	398	3 025	25 170

Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

(1) Y compris Paris et la petite couronne.
(2) Une vache est dite laitière lorsqu'elle est élevée pour sa production de lait.
(3) Une vache nourrice (ou allaitante) est une vache de race à viande ou mixte (lait et viande) destinée à l'élevage de veaux pour la production de viande.
(4) Une génisse est une jeune femelle n'ayant pas encore vêlé. Elle est généralement âgée de moins de 2 ans pour une race laitière et de moins de 3 ans pour une race à viande.

1.3.2.2. Description de l'élevage ovin en Ile-de-France

Le cheptel ovin d'Île-de-France représente 0,1% du cheptel ovin français et s'élève à plus de 10 000 têtes, dont environ 80% de brebis reproductrices (**Tableau n°2**). On observe ainsi une nette diminution comparée à 1970, où le cheptel ovin d'Île-de-France représentait 1% du cheptel ovin national. Le cheptel ovin francilien présente ainsi un recul de 85% entre 1970 et 2004, et une diminution de 70% des bergeries sur la même période. Contrairement aux élevages bovins, non seulement le nombre de troupeaux diminue, mais le nombre de têtes par troupeau également. Ainsi, la majorité des éleveurs sont à la tête de petits élevages : en 2000, 140 exploitations se retrouvent avec moins de 10 brebis. En 2000, seuls 23 élevages comptent plus de 100 brebis, et trois structures se retrouvent avec environ 580 reproductrices (ce sont des établissements à vocation expérimentale, localisés dans les Yvelines) (De Biaisi et Stephan, 2004).

En 1970, l'élevage ovin était présent à peu près partout en Île-de-France. Il se concentrait notamment au Sud de l'Essonne, à la périphérie Sud et dans le Nord de la Seine-et-Marne, ainsi que dans le Vexin. De nos jours, les troupeaux sont plus disséminés et il n'existe plus de grandes zones d'élevage. On observe une petite concentration d'animaux dans les Vallées de la Marne et du Morin ainsi que dans la Brie laitière, secteurs où l'on retrouve de nombreuses prairies. On retrouve également des ovins dans le bocage gâtinais. Les Yvelines sont la région agricole où l'on retrouve le plus d'ovins en Île-de-France : près de 2 300 animaux sont présents dans une trentaine d'exploitations. Enfin, les trois-quarts des ateliers d'engraissement d'agneaux de boucherie d'Île-de-France sont situés en Seine-et-Marne (De Biaisi et Stephan, 2004).

La race prédominante dans les élevages ovins d'Île-de-France est la race Ile-de-France, apparue dans la région même dont elle porte le nom. Elle est la plus représentée puisqu'elle

représente 43% du cheptel ovin francilien. Viennent ensuite les races Préalpes du Sud et Merinos de Rambouillet (De Biaisi et Stephan, 2004).

1.3.2.3. Description de l'élevage caprin en Ile-de-France

L'élevage caprin n'est pas très développé en Ile-de-France et ne compte que 2 000 têtes environ (**Tableau n°2**). Ce sont par ailleurs de petites structures : sur 70 élevages possédant des chèvres, 57% comptent moins de cinq reproductrices. Ces petites structures semblent avoir pour objectif la production de chevreaux pour l'autoconsommation. Les élevages plus importants possèdent une activité laitière, pour la collecte de lait ou la production de fromage. La production de fromage de chèvre a souvent pour débouché la vente directe aux consommateurs (De Biaisi et Stephan, 2004).

Tableau n°2 : Répartition géographique du cheptel ovin, caprin et porcine d'Ile-de-France (Source : DRAAF Nouvelle Aquitaine, 2019)

Cheptel ovin, caprin et porcine en 2019					
(têtes)	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Val-d'Oise	Île-de-France ⁽¹⁾
Total Ovins	6 023	2 266	752	1 663	10 713
<i>dont brebis-mères</i>	<i>4 688</i>	<i>1 792</i>	<i>494</i>	<i>1 160</i>	<i>8 141</i>
Total Caprins	614	994	168	375	2 157
<i>dont chèvres</i>	<i>413</i>	<i>660</i>	<i>135</i>	<i>275</i>	<i>1 488</i>
Total Porcins	5 799	221	2	1 307	7 331
<i>dont porcs à l'engraissement de 50 kg et plus</i>	<i>2 611</i>	<i>147</i>	<i>0</i>	<i>775</i>	<i>3 533</i>

(1) Y compris Paris et la petite couronne. Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

1.3.2.4. Description de l'élevage porcine en Ile-de-France

Le cheptel porcine francilien s'élève à environ 11 000 têtes pour seulement une soixantaine d'exploitations. Cinq exploitations concentrent 85% de l'effectif porcine et correspondent à de grosses structures spécialisées. Par ailleurs, 57% des possesseurs de porcs ont moins de cinq animaux : dans ces cas, ils sont surtout destinés à l'autoconsommation. En 2000, on compte 14 ateliers spécialisés dans l'engraissement de porcs ou de porcelets parmi les 60 élevages porcins.

Entre 1970 et 2004, les élevages porcins ont diminué de 95%. Le nombre de porcs a diminué de 79%. Par ailleurs, alors que l'on comptait 46 porcs par élevage en 1970, on passe à 196 porcs par élevage en 2000 (De Biaisi et Stephan, 2004).

1.3.2.5. Description des élevages mineurs d'Ile-de-France

1.3.2.5.1. L'élevage aviaire

L'élevage de volailles en Ile-de-France comprend un peu moins de 1000 exploitations et a pour débouché principal l'autoconsommation. Ce type de production est en constant recul depuis plus de trente ans, et peu d'exploitations déclarent avoir une vente de leurs produits (27% des ateliers de poules pondeuses) (De Biaisi et Stephan, 2004). Le **Tableau n°3** reprend la description de l'élevage aviaire en Ile-de-France en 2019.

Tableau n°3 : Description de la production de volailles et d'œufs en Île-de-France (source : DRAAF Nouvelle Aquitaine, 2019)

Production de volailles en 2019		
Île-de-France		
	Production ⁽¹⁾	Poids produit ⁽²⁾
Poulets de chair et coquelets	1 933	3 716
Coqs et poules de réforme	888	1 373
Dindes et dindons	33	228
Canards à rôtir	53	106
Pintades	44	81
Canards gras	10	33
Oies à rôtir	4	15
Cailles d'élevage	29	6

(1) En milliers de têtes.
(2) En tonne équivalent carcasse.

Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

Production d'œufs en 2019		
Île-de-France		
Catégorie	Nombre de poules pondeuses (milliers)	Nombre d'œufs (milliers)
Œufs de consommation	965	270 200
Œufs à couver	96	21 120

Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

1.3.2.5.2. L'élevage de lapins

L'élevage de lapins en Ile-de-France comprend un peu moins de 400 exploitations et a pour débouché principal l'autoconsommation. Ce type de production est en constant recul depuis plus de

trente ans, et peu d'exploitations déclarent avoir une vente de leurs produits (27% des élevages de lapin) (De Biaisi et Stephan, 2004).

1.3.2.5.3. *L'apiculture*

On compte en 2000 330 apiculteurs pour 13 840 ruches, avec une moyenne de 41 ruches par rucher (contre 48 en 1988). La majorité des apiculteurs ont une dizaine de ruches, et seulement 25 apiculteurs possèdent plus de 100 ruches. Par ailleurs, 54% des apiculteurs ont plus de 55 ans. Ces apiculteurs se répartissent sur l'ensemble de l'Île-de-France, avec une concentration accrue dans le Sud des vallées de la Marne et du Morin ainsi que dans les départements de la petite couronne (De Biaisi et Stephan, 2004).

1.3.2.5.4. *Les élevages atypiques*

On compte trois élevages d'animaux à fourrure type myocastors, 22 élevages de gibiers et quatre élevages d'animaux exotiques comme les autruches. On compte également six entreprises de salmoniculture (De Biaisi et Stephan, 2004).

1.4. Un nouveau visage pour la ruralité en Ile-de-France

Dans cette partie, nous avons décidé de mettre en avant la particularité de la ruralité en Ile-de-France, avec une activité rurale qui ne correspond plus exclusivement à une activité d'élevage.

1.4.1. *De nouvelles croyances urbaines*

On assiste depuis ces dix dernières années à l'essor de préoccupations sociales pour le développement durable, avec une notion de « ruralification » (Bories, 2015). Les citoyens ont une volonté marquée et assumée d'un retour de la nature dans la ville (Eltchaninoff, 2019).

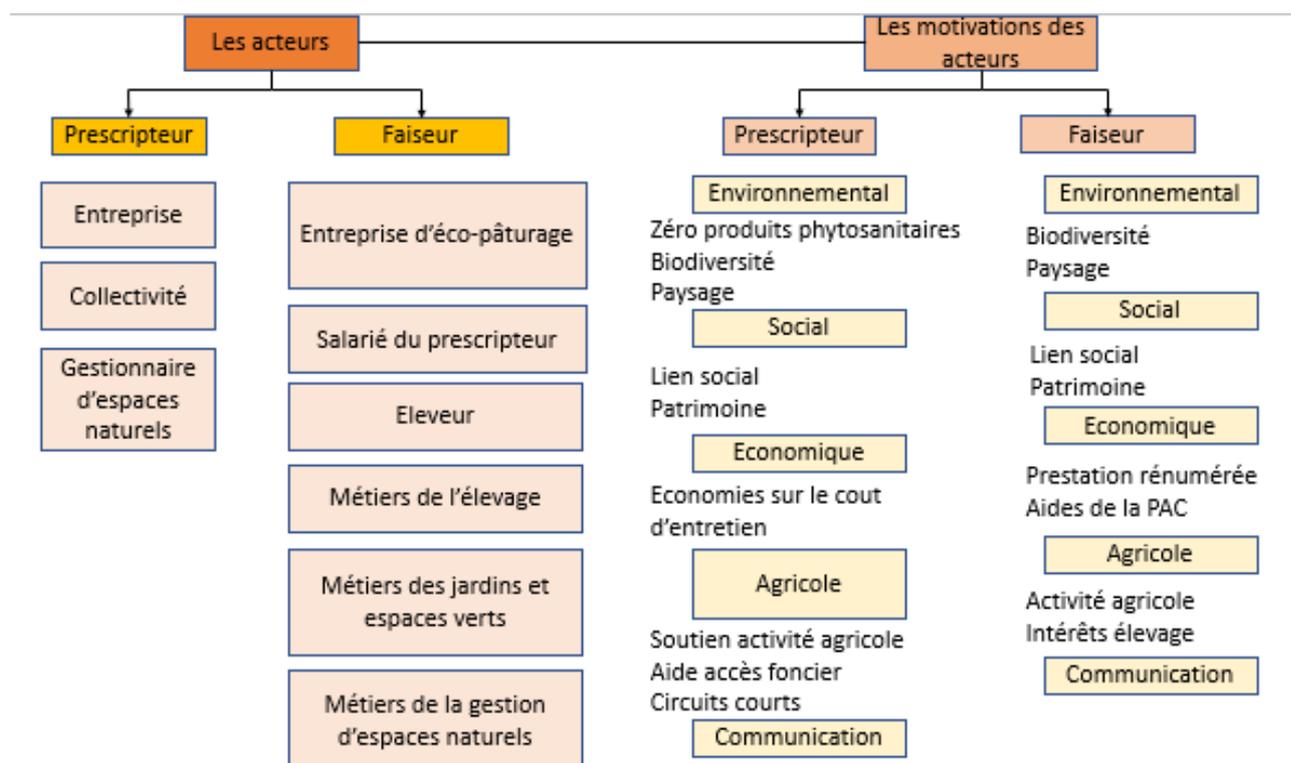
1.4.2. *L'éco-pâturage*

La notion d'éco-pâturage se réfère à une utilisation raisonnée des animaux pour l'entretien des espaces verts et propose ainsi une alternative aux moyens mécaniques et aux produits phytosanitaires employés jusque-là (Bories *et al.*, 2016).

L'éco-pâturage implique des acteurs très diversifiés à ce jour. L'éco-pâturage peut en effet être pratiqué par des prestataires d'entretien des espaces verts qui proposent cette pratique dans une plus large gamme d'outils, des prestataires spécialisés dans cette pratique, des éleveurs, etc. Les collectivités ou entreprises qui vont avoir recours à cet éco-pâturage présentent des objectifs avant tout économiques et écologiques, mais également sociaux, patrimoniaux voire simplement, la recherche d'une image positive (Bories *et al.*, 2016). Ces différents éléments sont résumés dans la **Figure n°4**.

On observe une nette augmentation de la demande venant de collectivités pour entretenir les espaces verts, ainsi que de certaines entreprises, afin d'entretenir les espaces verts de leurs sièges sociaux ou de leurs infrastructures. Cette augmentation vient s'aligner avec les lois Labbé et Pontier interdisant l'utilisation de produits phytosanitaires dans l'entretien des espaces verts publics à partir du 01/01/2017 (Bories *et al.*, 2016).

Figure n°4 : Schéma résumant les différents principes de l'éco-pâturage



1.4.3. Les fermes pédagogiques

Les acteurs du monde rural sont de plus en plus désireux de faire découvrir au public les activités agricoles en elles-mêmes. Ainsi, en 2004, 5% des agriculteurs d'Ile-de-France ouvrent leurs portes au public, et notamment aux scolaires. Ces agriculteurs se trouvent essentiellement autour de l'agglomération parisienne, avec 24% d'entre eux qui se situent dans la petite couronne. En effet, c'est souvent dans les zones les plus urbaines que l'attrait pour le monde rural se fait le plus ressentir.

En Ile-de-France, on compte 85 fermes pédagogiques, soit 6% des fermes pédagogiques françaises. Parmi ces 85 fermes, 50 sont des exploitations agricoles ouvertes au public, deux sont des fermes mixtes, avec une activité agricole et une activité pédagogique qui sont équivalentes.

Enfin, 33 fermes sont des fermes d'animations : gérées pour la plupart par des collectivités, ce ne sont pas des exploitations agricoles, mais elles permettent au public d'approcher des animaux auxquels il n'est pas forcément habitué ou de découvrir une activité ou un atelier de transformation. Ces initiatives commencent à se structurer en réseau. En 2004, il existe quatre réseaux régionaux : en Seine-et-Marne, avec A la découverte de la ferme (ADF) et Bienvenue à la ferme, dans les Yvelines avec Accueil à la ferme en Ile-de-France, et enfin, dans le Val-d'Oise, avec les Fermes pédagogiques du parc régional du Vexin français (De Biaisi et Stephan, 2004).

Pour la suite de cette thèse, nous avons recentré notre étude sur le métier de vétérinaire praticien.

2. Le monde vétérinaire en région Ile-de-France

2.1. Démographie vétérinaire en région Ile de France

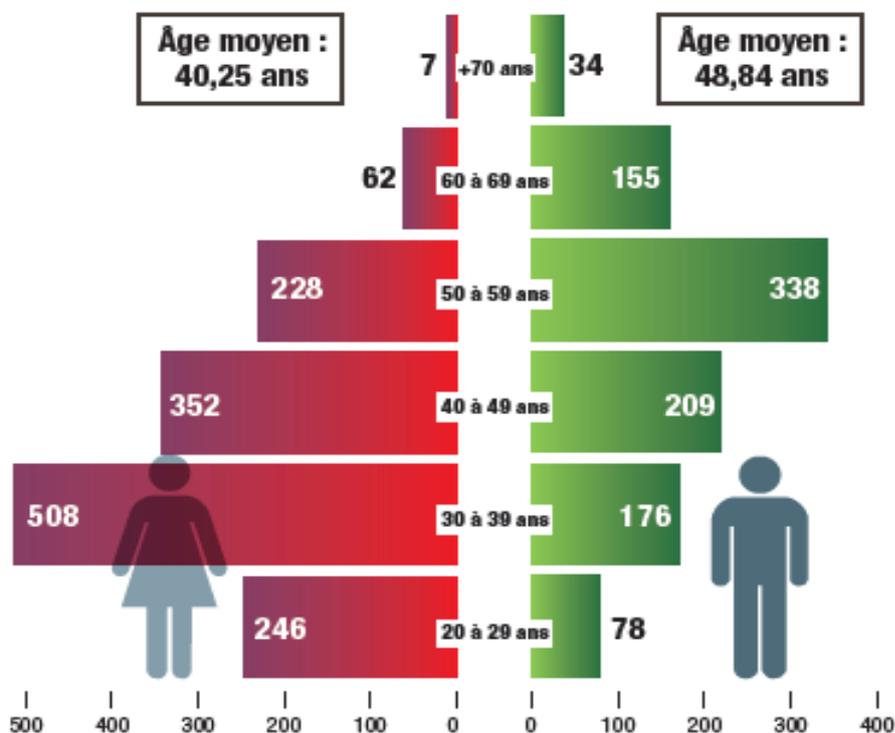
2.1.1. Recensement des vétérinaires de la région Ile-de-France

Au 31 décembre 2018, on compte 2 393 inscrits au tableau de l'Ordre national des vétérinaires, soit 11,5% des vétérinaires inscrits à l'Ordre national des vétérinaires. En trois ans, la démographie vétérinaire en région Ile-de-France a diminué de 3,3%, ce qui correspond à une perte de 82 diplômés, alors qu'au niveau national, la démographie vétérinaire présente une augmentation de +2,6%. L'Ordre national des vétérinaires correspond à une institution créée en 1947. Il est organisé en un conseil à l'échelle nationale mais également en 12 conseils régionaux. Il assure un rôle administratif, réglementaire, disciplinaire, social. Il a également un rôle de représentation de la profession vétérinaire sur la scène publique. Son rôle administratif consiste principalement à maintenir à jour la liste des vétérinaires habilités à exercer la médecine et la chirurgie des animaux de compagnie en France (l'Ordre exerce ainsi un contrôle de l'exercice de la profession). Cette liste correspond au tableau de l'Ordre. L'inscription à l'Ordre national des vétérinaires n'est obligatoire que pour les vétérinaires praticiens (Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019).

En Ile-de-France, on compte 58,6% de femmes et 41,4% d'hommes inscrits au tableau de l'Ordre, alors qu'au plan national, on compte 52,6% de femmes et 47,4% d'hommes inscrits au tableau de l'Ordre (Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019).

Enfin, la répartition des âges des vétérinaires qui exercent en Ile-de-France suit la tendance nationale. Elle est illustrée au moyen de la **Figure n°5**. Les moins de 40 ans représentent 42,1% des vétérinaires inscrits. Les 60 ans et plus représentent 10,8% des inscrits, contre 9,7% à l'échelle nationale (Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019).

Figure n°5 : Pyramide des âges en fonction du sexe des inscrits à l'Ordre en Ile-de-France (source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019)

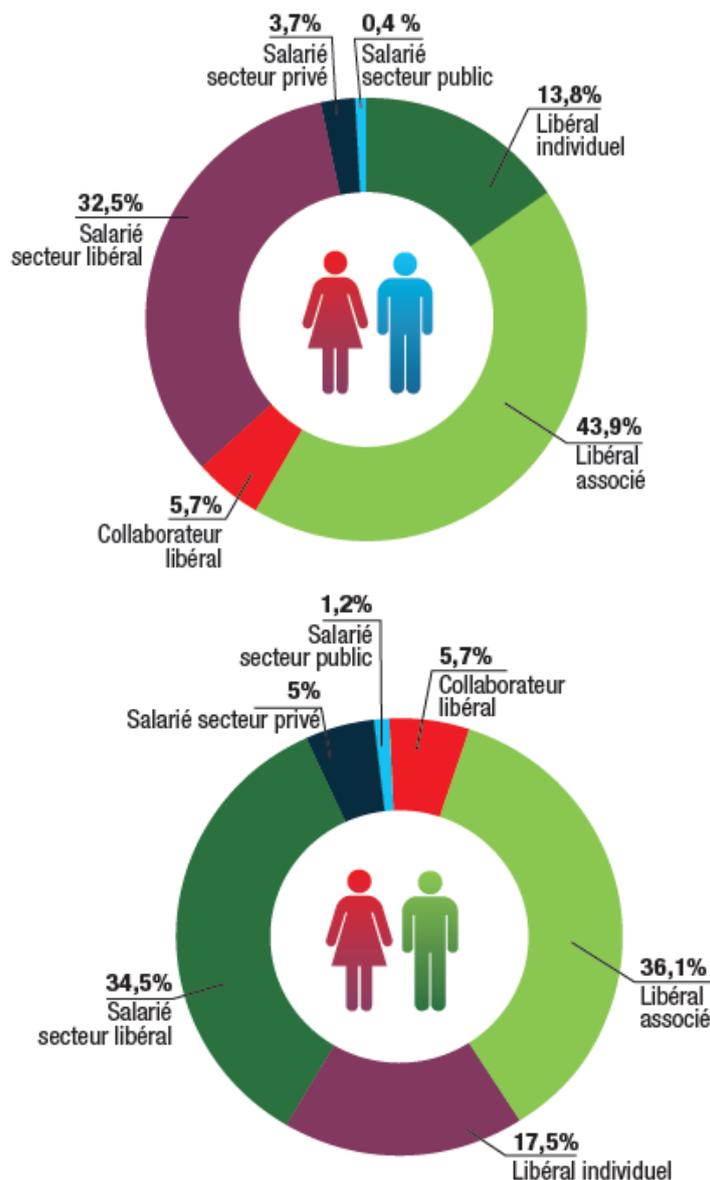


2.1.2. Mode d'exercice des vétérinaires de la région Ile-de-France

Parmi les vétérinaires exerçant en région Ile-de-France, 36,1% exercent en tant que « libéral associé », ce qui est très inférieur à la tendance observée au niveau national, avec 43,9% de vétérinaires exerçant en tant que « libéral associé ». Au contraire, le pourcentage de vétérinaires exerçant en tant que « libéral individuel » est supérieur à la moyenne nationale (17,5% contre 13,8%). Enfin, 5,7% des vétérinaires exerçant en région Ile-de-France exercent en tant que « collaborateur libéral » et 34,5% en tant que « salarié du secteur libéral ». Ces deux derniers pourcentages coïncident avec la moyenne nationale. La **Figure n°6** établit une comparaison de la

répartition du mode d'activité des vétérinaires praticiens exerçant en Ile-de-France et en France (Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019).

Figure n°6 : Comparaison de la répartition du mode d'activité des vétérinaires praticiens exerçant en Ile-de-France (en bas) et en France (en haut) (source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019).

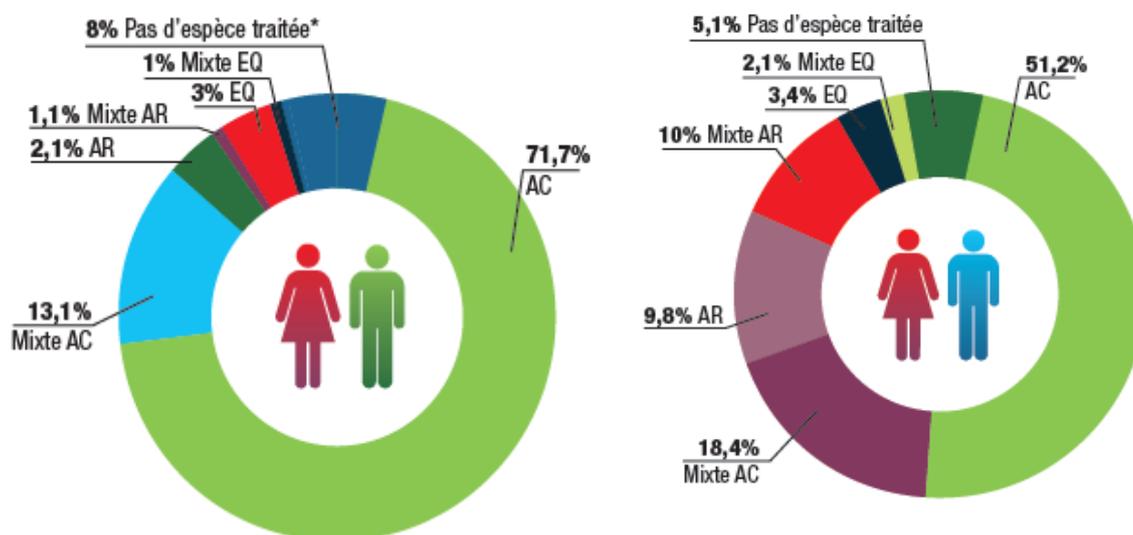


2.1.3. Espèces traitées par les vétérinaires de la région Ile-de-France

La proportion de vétérinaires qui exercent la médecine et la chirurgie des animaux de compagnie est de 84,8% : elle est nettement supérieure à la moyenne nationale, qui s'élève à 69,6% de vétérinaires qui exercent la médecine et la chirurgie des animaux de compagnie. A l'inverse, la proportion de vétérinaires qui exercent la médecine et la chirurgie des animaux de rente est de

3,2% : elle est très nettement inférieure à la moyenne nationale, qui s'élève à 19,8% de vétérinaires exerçant la médecine et la chirurgie des animaux de rente. La proportion de vétérinaires qui exercent la médecine et la chirurgie des équidés est de 4% : elle cohérente avec la moyenne nationale. Enfin, la proportion de vétérinaires dont l'exercice est « mixte » est de 15,2% : elle est nettement inférieure à la moyenne française, qui s'élève à 30,5%. La **Figure n°7** établit une comparaison de la répartition du type d'activité des vétérinaires praticiens exerçant en Ile-de-France et en France (Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019).

Figure n°7: Comparaison de la répartition du type d'activité des vétérinaires praticiens exerçant en Ile-de-France (à gauche) et en France (à droite) (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019).



2.1.4. Répartition du nombre de vétérinaires en Île-de-France

La répartition des vétérinaires praticiens en Ile-de-France est assez hétérogène et varie grandement en fonction des départements. Elle ne suit pas le nombre des habitants vivant dans ces départements. Ainsi, alors que la Seine-Saint-Denis est le deuxième département le plus peuplé d'Ile-de-France derrière Paris (Rannou-Heim, 2020), elle est également le département le moins dense en vétérinaires, avec seulement 121 vétérinaires. Au contraire, l'Essonne, deuxième département le moins peuplé d'Ile-de-France (Rannou-Heim, 2020), concentre le plus de vétérinaires, avec 1137 vétérinaires au total. Ces éléments sont illustrés dans les **Figure n°8**

et le **Tableau n° 4**.

Les vétérinaires sont par ailleurs répartis parmi 1 120 structures vétérinaires. 931 sont des structures de soins vétérinaires dans lesquelles les animaux sont reçus afin d'y être soignés. 187 servent de locaux pour l'exercice de la profession de vétérinaire. Parmi les 1 120 structures vétérinaires, 61,1% sont des cliniques vétérinaires et 37% sont des cabinets vétérinaires ou cabinets médico-chirurgicaux. Enfin, dans 48,1% de ces structures, un seul vétérinaire exerce, 20,7% concernent deux vétérinaires et 14% cinq vétérinaires ou plus (Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019).

Figure n°8 : Répartition géographique des vétérinaires en Ile-de-France (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019) et schéma de l'île de France

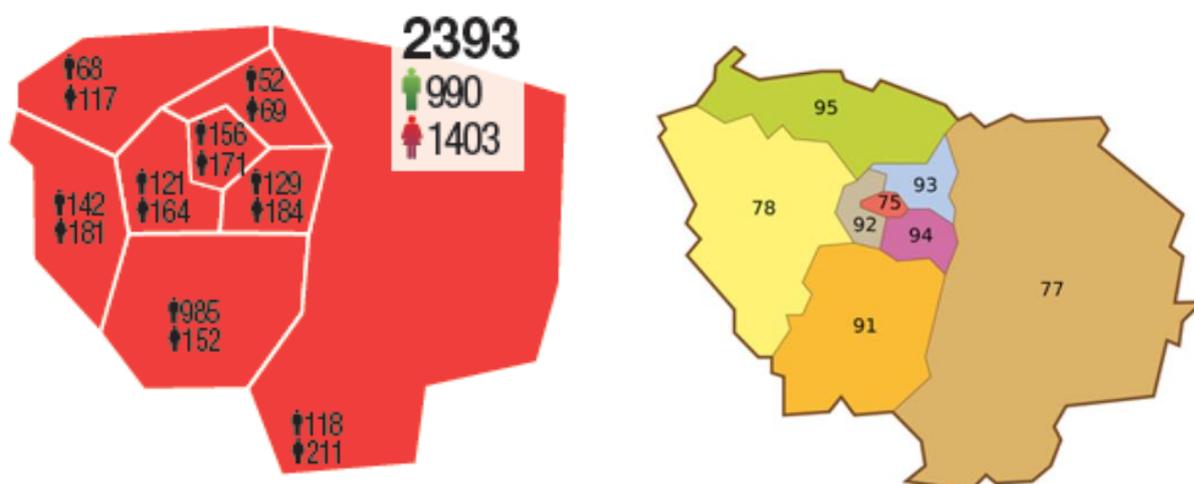
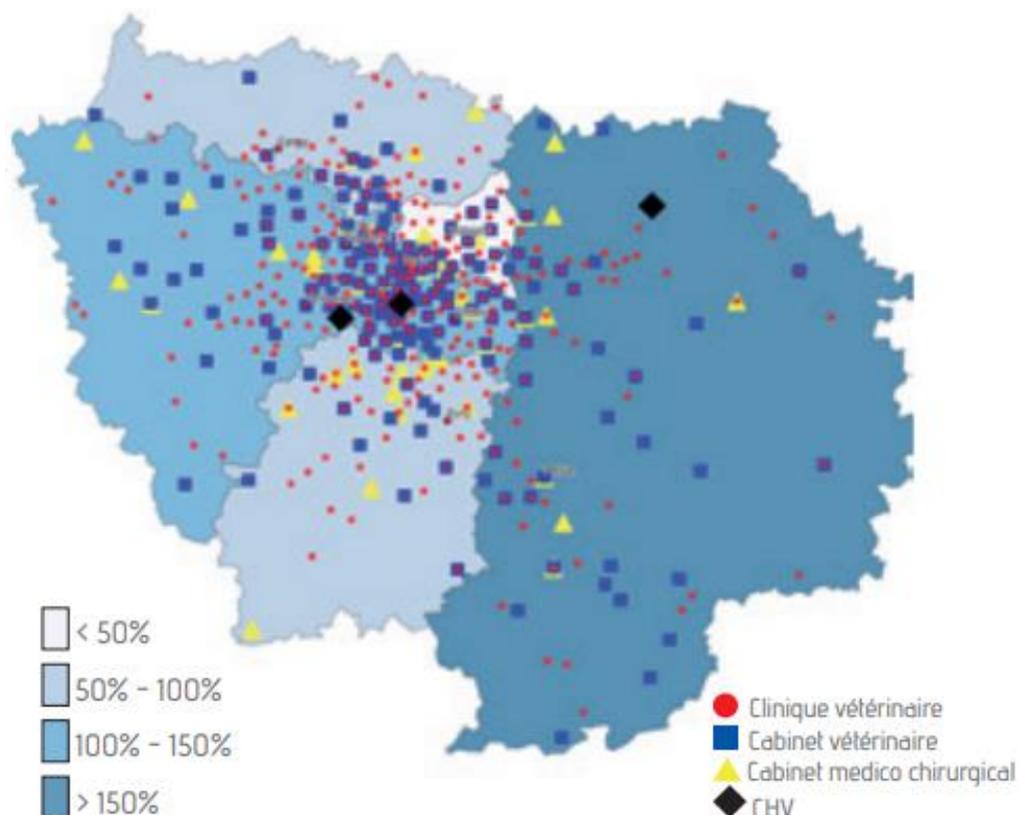


Tableau n° 4 : Nombre d'habitants par département en Ile-de-France

Département	Nombre d'habitants au 1 ^{er} janvier 2018
Paris (75)	2 175 601
Seine-Saint-Denis (93)	1 632 677
Hauts-de-Seine (92)	1 619 120
Yvelines (78)	1 441 398
Seine-et-Marne (77)	1 412 516
Val-de-Marne (94)	1 396 913
Essonne (91)	1 296 641
Val-d'Oise (95)	1 238 581

Figure n°9 : Répartition des structures vétérinaires en Ile-de-France (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019)



Les pourcentages indiquent le nombre de Domicile Professionnel d'Exercice (DPE) par rapport à la moyenne départementale nationale (moyenne nationale en 2018 : 77,43 DPE par département) CHV signifie Centre Hospitalier Vétérinaire

2.1.5. Lieux de formation des vétérinaires praticiens

En 2018, 1 121 vétérinaires ont étudié à l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort (EnvA), soit 46,8% des vétérinaires inscrits au tableau de l'Ordre de la région Ile-de-France. Sinon, 252 proviennent de l'Ecole nationale Vétérinaire de Toulouse (ENVT), 205 de VetAgro Sup (Lyon) et 251 de Oniris (Nantes). Les 512 restants proviennent d'écoles vétérinaires situées à l'étranger. Parmi les 130 vétérinaires primo-inscrits, avec un âge moyen de 27,81 ans, 41 ont étudié à l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort (EnvA), 6 à l'Ecole nationale Vétérinaire de Toulouse (ENVT), 8 à

VetAgro Sup (Lyon) et 15 à Oniris (Nantes) (Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019).

2.2. Evolution de la population vétérinaire d'Ile-de-France

2.2.1. La féminisation de la profession

2.2.1.1. Au cours des deux derniers siècles

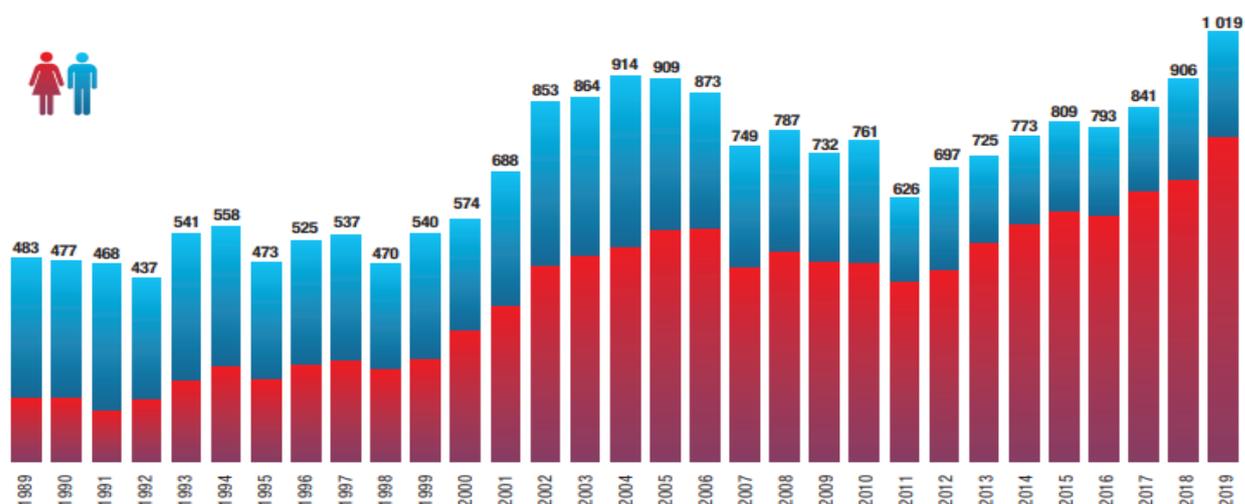
Jusqu'au XIXème siècle, les femmes n'occupent qu'une place minoritaire dans la société. Elles ont le statut de femme au foyer, dépendent de leur père ou de leur mari et sont considérées comme étant physiquement et psychologiquement mineures comparées aux hommes. Malgré la première thèse soutenue par une femme en 1936, il faudra attendre la période post Seconde Guerre Mondiale pour assister au début de l'émancipation de la femme et à l'opportunité d'entrer en école vétérinaire. (Devos, 2009). L'évolution de la situation sociale de la femme en France au cours du XXème siècle est résumée dans la **Figure n°10**.

Il y a encore quatre décennies, la quasi-totalité des vétérinaires praticiens était des hommes. Ce n'est que dans les années 90 que commence réellement le phénomène de « féminisation ». En effet, dans les années 70 à 80, 10 à 30% de femmes sont admises au concours d'entrée des Écoles Nationales Vétérinaires. Puis, 30 à 50% sont admises dans les années 80 à 90. Ce n'est que dans les années 90 que la moitié des effectifs est atteinte, avec 50 à 60% de femmes à intégrer une des écoles vétérinaires. Enfin, dans les années 2000, entre 60 et 75% de femmes sont admises au concours d'entrée (Ballin, 2007). La **Figure n°11** met en évidence l'évolution du nombre de femmes primo-inscrites au tableau de l'Ordre des vétérinaires entre 1989 et 2019.

Figure n°10 : Évolution de la situation sociale féminine en France au XXème siècle (Devos, 2009).

- **1907** : la femme mariée peut disposer de son salaire et de ses économies.
- **1909** : un congé maternité de huit semaines peut être pris, sans compensation financière.
- **1910** : les institutrices ont droit à un congé maternité de deux mois avec une compensation financière
- **1924** : équivalence du baccalauréat pour les filles et les garçons.
- **1928** : loi instituant le congé maternité.
- **1944** : obtention du droit de vote.
- **1946** : la Constitution reconnaît le principe d'égalité entre les hommes et les femmes.
- **1965** : un mari ne peut empêcher sa femme de travailler. Cette dernière peut ouvrir un compte bancaire sans l'autorisation de son mari.
- **1967** : la loi Neuwirth autorise la contraception.
- **1975** : la loi Veil autorise l'interruption volontaire de grossesse, confirmée en 1979.
Interdiction de toute discrimination à l'embauche en raison du sexe.
- **1985** : disparition définitive de la notion de chef de famille.
- **1995** : création d'un observatoire de la parité.

Figure n°11 : Evolution du nombre de primo-inscrits au tableau de l'Ordre entre 1989 et 2019 en fonction de leur sexe (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2020).



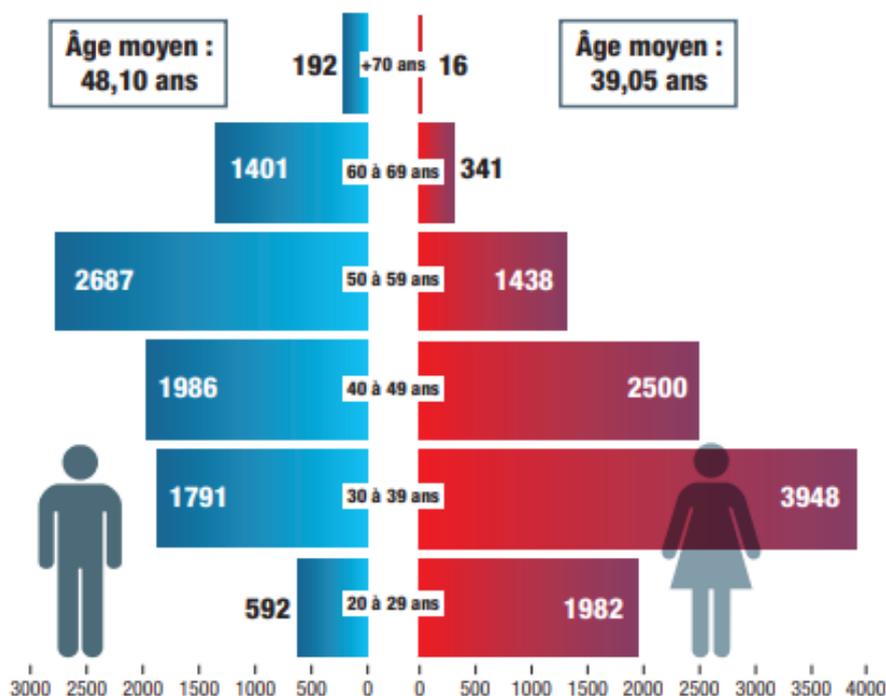
2.2.1.2. De nos jours, en France

Aujourd'hui, le métier de vétérinaire est majoritairement féminin. Les vétérinaires femmes représentent ainsi 54,2% de l'ensemble des vétérinaires inscrits au tableau de l'Ordre. Ce pourcentage a augmenté de 4,7% entre 2018 et 2019. Par ailleurs, le nombre de femmes exerçant en tant que vétérinaires ne cessera d'augmenter d'ici les dix prochaines années (Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2020).

Les femmes constituent 75,5% des primo-inscrits au tableau de l'Ordre en 2019. Ce pourcentage s'est stabilisé au cours de ces cinq dernières années, avec une moyenne de 74%.

Les vétérinaires femmes représentent 72% des vétérinaires ayant moins de 40 ans, comme le démontre la **Figure n°12**.

Figure n°12 : Pyramide des âges selon le sexe des praticiens inscrits au tableau de l'Ordre (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2020)



2.2.1.3. En Ile-de-France

En décembre 2018, les femmes vétérinaires représentent 70% des primo inscrits en région Ile-de-France, et près de 60% de la totalité des vétérinaires pratiquant en Ile de France (Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019).

2.2.2. L'augmentation de la part des diplômés étrangers

2.2.2.1. Une évolution marquée durant ces 20 dernières années

Les vétérinaires diplômés à l'étranger sont en constante augmentation depuis ces 20 dernières années. La **Figure n°13** met en évidence l'évolution du nombre de primo-inscrits au tableau de l'Ordre en fonction de leur école d'origine, entre 1989 et 2019.

Au 31 décembre 2019, on compte 47% de vétérinaires inscrits pour la première fois au tableau national de l'Ordre des vétérinaires qui sont diplômés par un pays de l'Union Européenne autre que la France. Ce pourcentage est en progression constante depuis 2014, avec une augmentation de 38,2% entre 2015 et 2019 (Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2020). La **Figure n°14** et la **Figure n°15** résument le nombre de primo-inscrits au tableau de l'Ordre en 2019, en fonction de leur école d'origine.

Parmi ces 47%, 20% proviennent d'une des quatre universités vétérinaires de Belgique. Ce pourcentage est en diminution comparé à 2018 (-7,9%). Au contraire, le pourcentage des primo-inscrits provenant d'une des treize universités vétérinaires d'Espagne est en forte hausse (+3,5%), tout comme le pourcentage des primo-inscrits provenant d'une des cinq écoles vétérinaires de

Roumanie (+1%) (Conraux *et al.*, 2018 ; Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2020).

Figure n°13 : Évolution du nombre de nouveaux inscrits au tableau de l'Ordre National des Vétérinaires par école d'origine entre 1989 et 2019 (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2020).

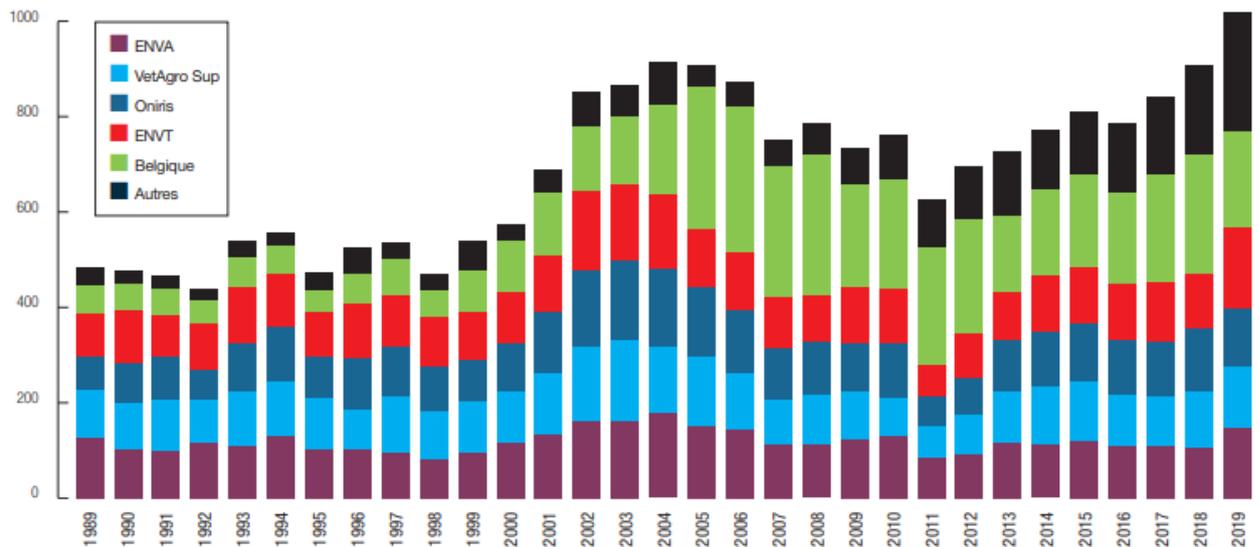


Figure n°14: Comparaison du nombre de nouveaux inscrits au tableau de l'Ordre National des Vétérinaires en fonction des Ecoles d'origine en 2019 (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2020).

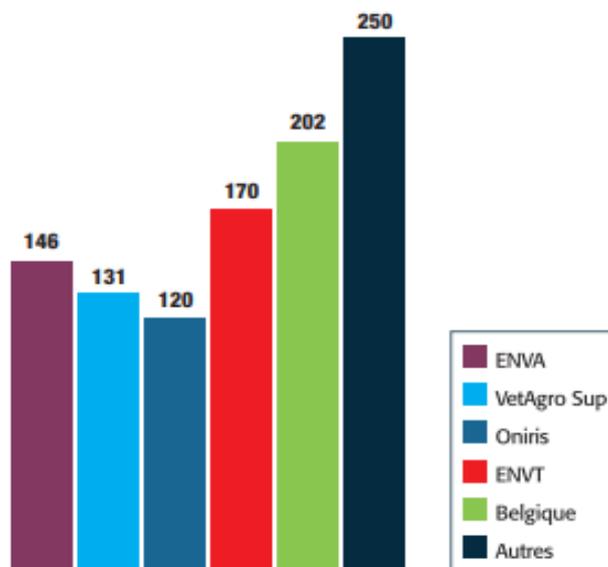
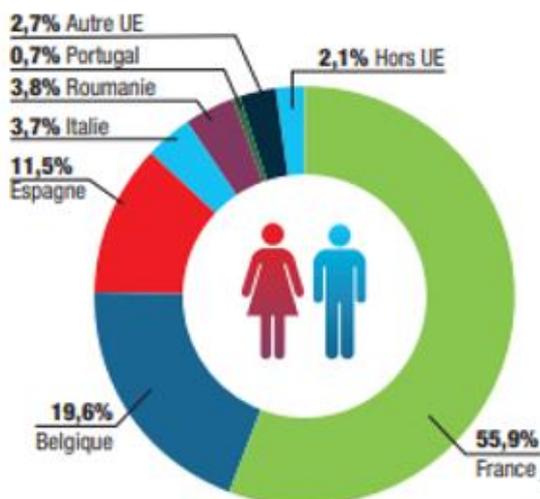
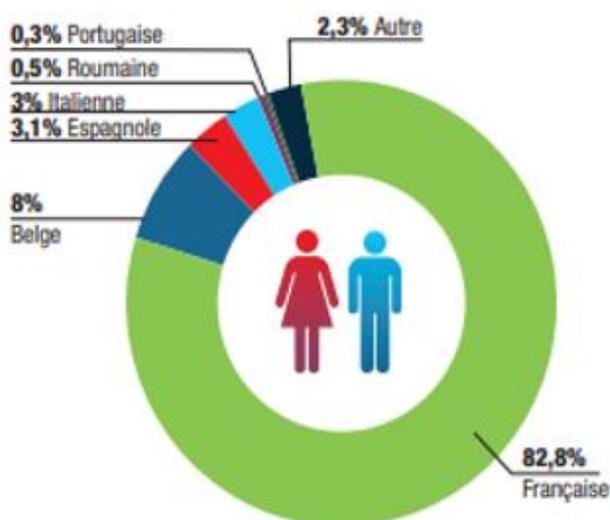


Figure n°15 :Pourcentage des nouveaux inscrits au tableau de l'Ordre National des Vétérinaires en fonction des pays du diplôme en 2019 (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2020).



Il est intéressant de souligner le fait que parmi les primo-inscrits au tableau national de l'Ordre des vétérinaires, 82,8% sont de nationalité française, avec seulement 55,9% d'entre eux qui sont formés en France, comme le montre la **Figure n°16**. Ainsi, 261 primo-inscrits de nationalité française ont choisi de faire leurs études à l'étranger en 2019, soit 13% de plus qu'en 2018. Le nombre de ces primo-inscrits a été multiplié par 2,6 en cinq ans (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2020).

Figure n°16: Pourcentages des nouveaux inscrits au tableau de l'Ordre National des Vétérinaires en fonction de leur nationalité (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2020).

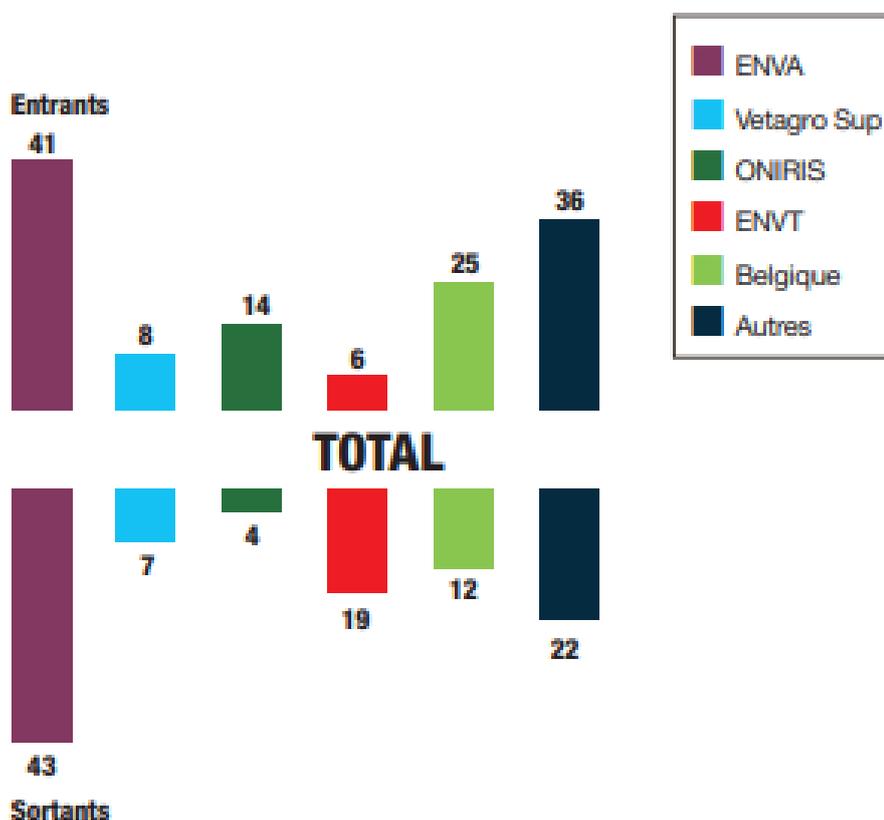


2.2.2.2. En Ile-de-France

En 2018, sur les 2 393 inscrits en Ile-de-France, 325 ont effectué leurs études en Belgique. Parmi eux, 222 sont des femmes, 103 sont des hommes. L'âge moyen est de 37 ans environ. Par ailleurs, parmi ces 2 393 inscrits, 187 ont effectué leurs études dans un autre pays de l'UE. Parmi eux, 131 sont des femmes, 56 sont des hommes et l'âge moyen est de 37 ans environ.

Parmi les 130 vétérinaires primo-inscrits, 61 ont eu leur diplôme à l'étranger (Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019). La **Figure n°17** compare le nombre de vétérinaires primo-inscrits au tableau de l'Ordre en Ile-de-France au 31 décembre 2018 et le nombre de vétérinaires sortant du tableau de l'Ordre en Ile-de-France, en fonction de leur école d'origine.

Figure n°17 : Comparaison entre les vétérinaires entrants et les vétérinaires sortants en Ile-de-France en 2018, en fonction de leur école d'origine (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019).



2.2.3. Une diminution constante de l'exercice de l'activité rurale

2.2.3.1. Observée à l'échelle nationale depuis quelques années

Au 31 décembre 2019, seulement 19% des vétérinaires inscrits au tableau national de l'Ordre des vétérinaires sont des vétérinaires présentant une activité exclusive ou partielle auprès des animaux de rente. Ainsi, l'effectif des vétérinaires « ruraux » présente une baisse conséquente de 14,7% des effectifs en cinq ans, alors qu'en parallèle, l'effectif global des vétérinaires praticiens est en hausse, avec une augmentation de 4,4% en cinq ans (Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2020). La **Figure n°18** compare le nombre de vétérinaires primo-inscrits au tableau de l'Ordre en France au 31 décembre 2019 et le nombre de vétérinaires sortant du tableau de l'Ordre en France, en fonction de leur domaine d'exercice.

En comparaison avec la canine, sur les trois dernières années, l'effectif des vétérinaires ayant une activité animaux de rente a diminué de 339 vétérinaires, quand l'effectif des vétérinaires ayant une activité animaux de compagnie a augmenté de 800 vétérinaires.

Sur les cinq dernières années, le nombre de vétérinaires présentant une activité au profit des animaux de rente a diminué de 565 vétérinaires. Le nombre de vétérinaires présentant une activité exclusive au profit des animaux de rente a lui diminué de 869 vétérinaires sur ces cinq dernières années (Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2020). On voit un net déficit de vétérinaires pratiquant en activité rurale en comparaison à l'activité canine.

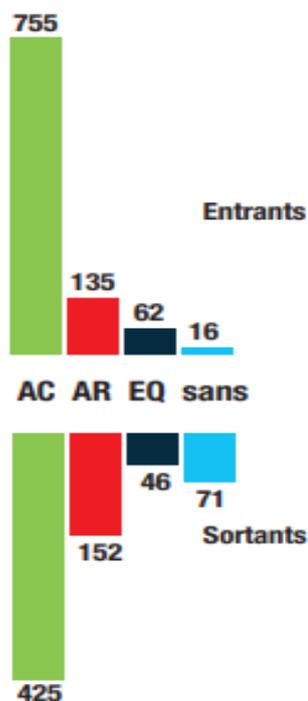
Figure n°18 : Nombre de vétérinaires entrants et sortants en 2019 en fonction de leur domaine d'exercice (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2020)

AC : activité canine

AR : activité rurale

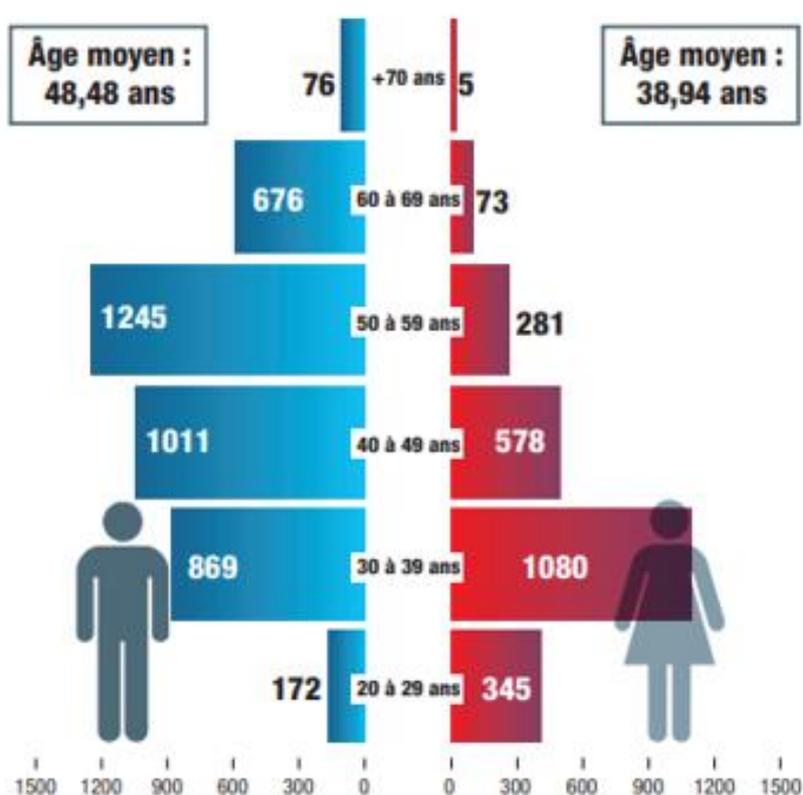
EQ : activité équine

sans : activité non spécifiée



Au 31 décembre 2019, les vétérinaires âgés de 20 à 40 ans représentent 38,5% des vétérinaires exerçant au profit des animaux de rente. Ce pourcentage est le pourcentage le plus faible enregistré au cours de ces cinq dernières années. Par ailleurs, les vétérinaires qui ont plus de 50 ans représentent 37% des vétérinaires exerçant au profit des animaux de rente alors que les vétérinaires ayant moins de 30 ans n'en représentent que 8% (Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2020). Ainsi, avec les départs à la retraite des vétérinaires les plus âgés, il est à craindre dans les vingt prochaines années une réelle pénurie de vétérinaires exerçant au profit des animaux de rente en France. Ce propos est souligné au travers de la **Figure n°19**.

Figure n°19 : Pyramide des âges des vétérinaires exerçant au profit des animaux de rente au 31 décembre 2019 en France (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2020).

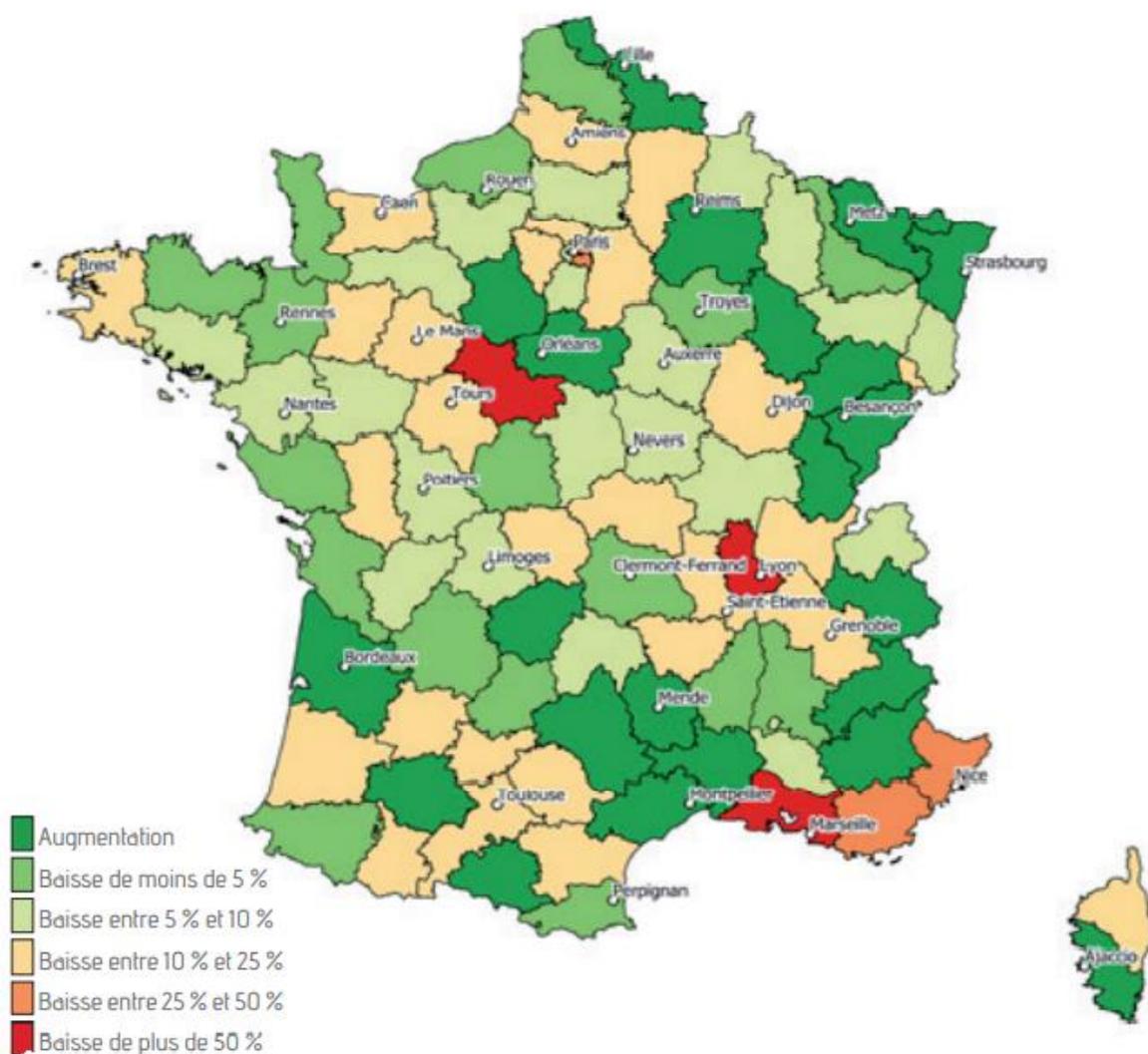


2.2.3.2. Qui se confirme à l'échelle de l'Ile-de-France

Au 31 décembre 2018, seulement 12,9% des vétérinaires pratiquant en Ile-de-France exercent une activité au profit des animaux de rente (Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019).

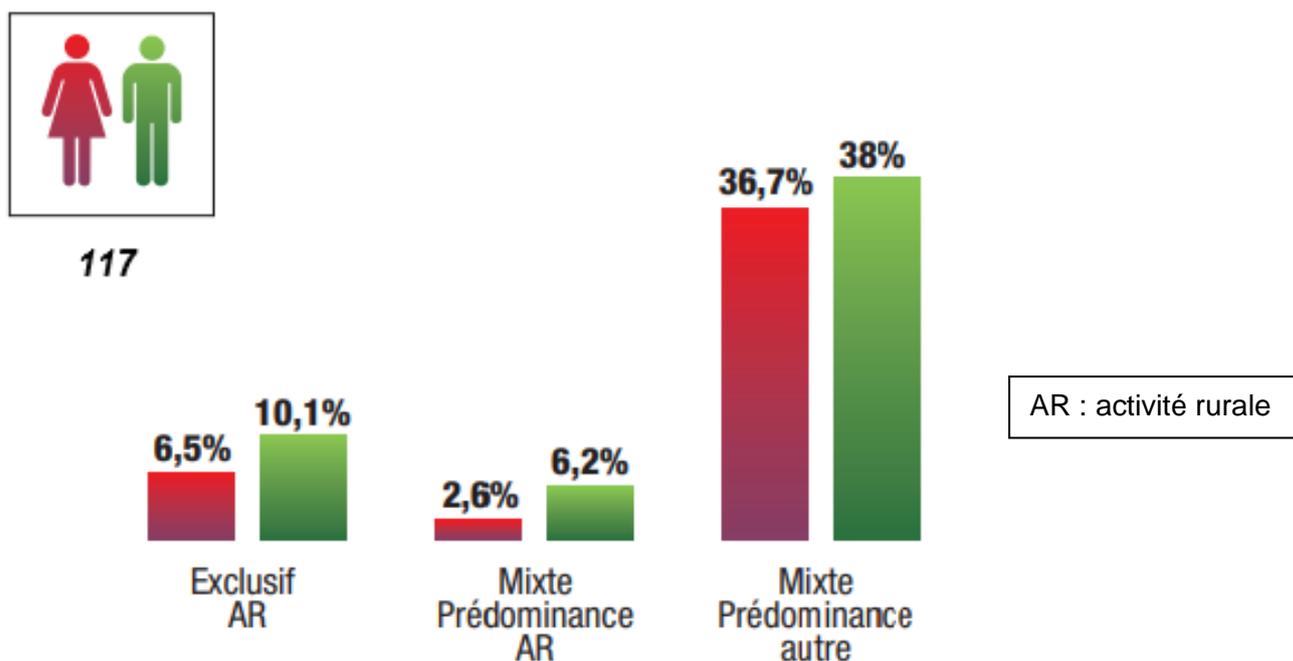
Ce chiffre ne cesse de diminuer : entre 2015 et 2019, on observe une diminution d'au moins 5% sur la globalité de l'Ile-de-France, allant jusqu'à 50% dans certains départements (Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2020). Ce propos est illustré avec la **Figure n°20**.

Figure n°20 : Evolution du nombre de vétérinaires exerçant au profit des animaux de rente entre 2015 et 2019 (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2020).



Parmi eux, 51 vétérinaires exercent au profit des animaux de rente de manière exclusive, 27 exercent au profit des animaux de rente de façon prédominante et 230 exercent au profit des animaux de rente de façon occasionnelle (Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019). La **Figure n°21** compare les différents exercices des vétérinaires déclarant avoir une activité rurale en Ile-de-France.

Figure n°21: Comparaison des vétérinaires exerçant au profit des animaux de rente en Ile-de-France en fonction de leur compétence déclarée (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019).



Les chiffres présents au-dessus des pourcentages correspondent au nombre de vétérinaires concernés par chaque catégorie

Les vétérinaires exerçant au profit des animaux de rente et âgés de plus de 50 ans représentent 42% des vétérinaires exerçant au profit des animaux de rente. Au contraire, les vétérinaires exerçant au profit des animaux de rente et âgés de moins de 30 ans ne représentent que 7%. La **Figure n°22** résume ce propos.

Cependant, comme démontré sur la **Figure n°23**, au 31 décembre 2018, le solde de vétérinaires entrants/sortants exerçant au profit des animaux de rente est à l'équilibre (Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019).

Figure n°22 : Pyramide des âges des vétérinaires exerçant au profit des animaux de rente au 31 décembre 2018 en Ile-de-France (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019).

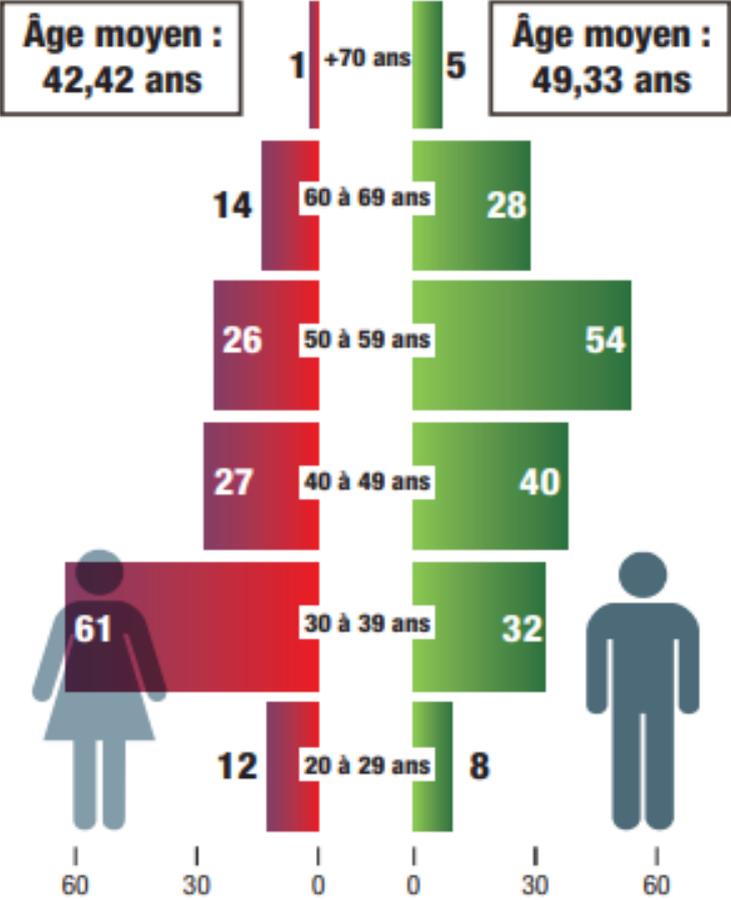
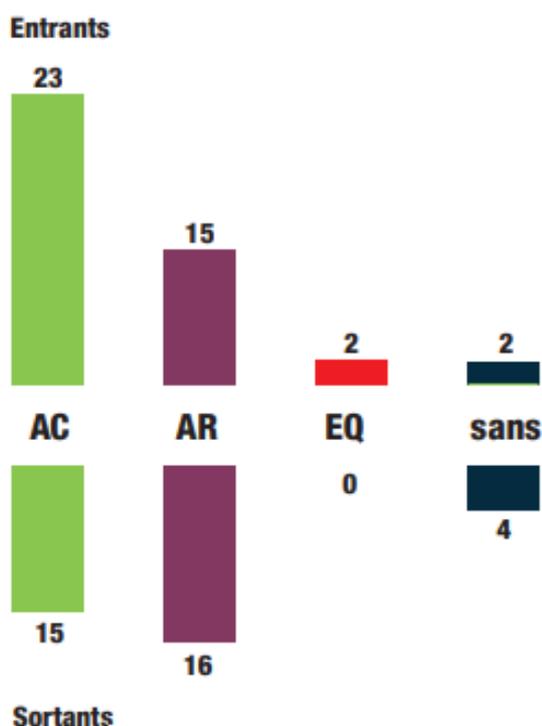


Figure n°23 : Comparaison entre les vétérinaires entrants et sortants en fonction de leur exercice au 31 décembre 2018 en Ile-de-France (Source : Observatoire National Démographique de la Profession Vétérinaire, 2019).



3. Problématiques soulevées et solutions envisagées

3.1. La notion de maillage vétérinaire

3.1.1. Définition

Le maillage vétérinaire correspond à la répartition des vétérinaires sur l'ensemble du territoire français. Il représente donc la quasi-totalité des vétérinaires praticiens.

Ces vétérinaires vont devoir présenter un ensemble de compétences afin d'assurer un rôle de « sentinelle » pour différents aspects de la santé. Ils doivent être disponibles non seulement en journée aux heures ouvrables, mais également la nuit et les week-ends, afin d'assurer à la fois une continuité de soins, mais également les urgences, pour toutes les espèces domestiques (Rondeau et Baussier, 2017).

3.1.2. Rôles du maillage vétérinaire

Le maillage vétérinaire présente plusieurs rôles majeurs, qui correspondent au final aux différentes exigences qu'a l'État vis-à-vis de la profession vétérinaire. En effet, la profession vétérinaire a été créée par l'État à la fin du 18^{ème} siècle et la quasi-totalité des études vétérinaires est prise en charge par l'État, au travers des impôts payés par le contribuable (Eloit-Bourguet, 2006). L'État présente de ce fait différentes attentes auprès de la profession, qui se doit de remplir certains devoirs vis-vis de l'État et de la société.

La première commande de l'État à la profession vétérinaire, qui est également une commande historique, concerne la gestion de la santé animale en elle-même, tant en termes de médecine de population que de médecine individuelle, préventive et curative. Le maillage vétérinaire va ainsi jouer un rôle primordial dans l'épidémio-surveillance et l'épidémio-vigilance, afin de permettre une réactivité optimale en cas d'émergence de maladies contagieuses. Cette gestion de la santé animale permet également un maintien de l'ordre public, en termes de gestion des urgences, des animaux dangereux, de pharmacovigilance et à terme en matière de matériovigilance (qui correspond à la surveillance des dispositifs médicaux dès leur mise en place sur le marché). Enfin, depuis quelques années maintenant, la gestion de la santé animale est directement associée à la protection animale, avec l'essor de la notion de bien-être animal, dans lequel le vétérinaire doit jouer un rôle primordial.

Au-delà la gestion de la santé animale, l'État présente aujourd'hui une attente majeure auprès de la profession vétérinaire en termes de santé publique. Cette gestion de la santé publique regroupe différents points. Ainsi, la profession vétérinaire joue un rôle dans la sécurité sanitaire des aliments, mais également dans la lutte contre les maladies d'origine animale transmissibles à l'Homme, ou zoonoses, ainsi que dans le respect des normes fixées par l'État (en termes d'antibiorésistance par exemple). Alors que la sécurité sanitaire des aliments est assurée en grande partie par des vétérinaires travaillant dans le secteur public, la surveillance des zoonoses est assurée par l'ensemble des vétérinaires, qu'ils soient du secteur public ou privé. Enfin, il semble important de souligner le fait que la gestion de la santé publique doit être assurée à la fois par les vétérinaires mais également par l'ensemble des professionnels de santé humaine, qui se doivent de travailler main dans la main afin de respecter au mieux le concept One Health.

Enfin, une dernière commande a vu le jour au cours de ces dernières années et concerne la « santé » environnementale. Les vétérinaires se doivent d'être conscients des conséquences que peut avoir leur activité sur l'environnement. Cette commande est cependant en constante évolution, du fait notamment de l'évolution des mœurs, et tend de plus en plus vers un rôle plus important que devront jouer les vétérinaires, avec non seulement la protection de la faune sauvage libre endémique, mais également une surveillance au niveau du respect de l'environnement avec par exemple la diminution des rejets pharmaceutiques (Rondeau et Baussier, 2017).

3.2. Problématiques soulevées par un défaut de structure du maillage vétérinaire

Plus haut, nous avons constaté que le nombre de vétérinaires ruraux ne cessait de diminuer depuis plusieurs années, notamment en raison de la diminution drastique du nombre de nouveaux vétérinaires ruraux sur le marché du travail. Or, ce sont ces mêmes vétérinaires ruraux qui assurent les missions du maillage vétérinaire pour les animaux de rente. Le défaut de structure de ce maillage, dû à l'absence de plus en plus marquée de vétérinaires ruraux dans certains territoires, a poussé à la création de déserts vétérinaires, au moins pour cette activité (Rondeau et Baussier, 2017).

Par ailleurs, il nous semble important de souligner le fait que cette problématique d'accès aux soins vétérinaires pour les détenteurs d'animaux de rente ne touche pas uniquement les territoires considérés comme ruraux, mais également les territoires péri-urbains, où l'on voit se développer de plus en plus de fermes pédagogiques, ou encore, de l'éco-pâturage. C'est le cas par exemple dans les départements de la grande couronne en Ile-de-France (Tirado *et al.*, 2019).

3.2.1. Un défaut de structure du maillage vétérinaire dû à différents facteurs

3.2.1.1. Un défaut de renouvellement des vétérinaires ruraux

On constate une perte de popularité de l'activité rurale auprès des jeunes vétérinaires. En effet, celle-ci apparaît dans un premier temps comme une activité à peine rentable comparée à l'activité canine (Abdouttalib *et al.*, 2021). Cette rentabilité ne tient le plus souvent que par la vente de médicaments (jusqu'à plus de 50% du bénéfice des cabinets vétérinaires ayant une activité rurale), alors que le bénéfice des cabinets vétérinaires pour les animaux de compagnie repose avant tout sur les actes médicaux et la vente d'aliments (Minviel *et al.*, 2019). Les actes de prophylaxie, qui représentaient plus de 30% du chiffre d'affaires des cabinets, n'en représentent aujourd'hui pas plus de 3%. Dans les cabinets mixtes, on observe ainsi un déséquilibre important dans la rentabilité des activités canines et rurales, mais également dans la charge de travail, pouvant engendrer des tensions internes et remettre ainsi en question la continuation de l'activité rurale au sein du cabinet. Par ailleurs, les cabinets vétérinaires ruraux ou mixtes doivent systématiquement faire face à des situations d'impayés, eux-mêmes dus aux difficultés financières rencontrées par certains éleveurs. La plupart des vétérinaires font alors le choix de continuer malgré tout à soigner leurs animaux, à la fois pour essayer un jour de percevoir un peu des lourdes dettes dues par certains éleveurs, mais surtout afin de ne pas aggraver l'état critique dans lequel se trouvent ces éleveurs. Enfin, les vétérinaires ruraux se trouvent dans l'obligation d'assurer une permanence et une continuité de soins (gardes la nuit mais également les week-ends et les jours fériés), ce qui implique d'importantes contraintes (Tirado *et al.*, 2019).

Le métier de vétérinaire rural a également évolué au fil du temps. En effet, il y a encore une quarantaine d'années, le vétérinaire rural était un notable, considéré et tenu en grande estime par les éleveurs de sa clientèle. Il n'avait aucune concurrence (à l'époque, les techniciens du contrôle laitier, les inséminateurs ou encore les commerciaux n'occupaient qu'une place minime dans la vie des éleveurs). Aujourd'hui, avec une qualification toujours plus importante des éleveurs et l'évolution des mœurs, le vétérinaire rural est devenu un simple prestataire de service, auprès duquel l'éleveur exige des résultats. Les vétérinaires ruraux interviennent de plus en plus dans des situations d'urgence, souvent après que l'éleveur a déjà mis en place plusieurs traitements. L'animal est dans la plupart des cas difficilement soignable, du fait du trop long délai qu'a mis l'éleveur pour faire appel au vétérinaire (Tirado *et al.*, 2019).

Par ailleurs, le métier de vétérinaire, comme la plupart des professions aujourd'hui, est confronté à une nouvelle génération, qui exprime de nombreuses exigences. En effet, le jeune vétérinaire ne veut plus dédier sa vie à son travail. Il recherche un emploi du temps stable, qui lui libère suffisamment de temps pour qu'il puisse se consacrer à sa famille, à ses amis mais également à ses loisirs (Tirado *et al.*, 2019). Ainsi le jeune vétérinaire recherche-t'il une qualité de vie élevée, qui implique la présence de services publics de qualité - en termes de santé, d'éducation -, mais également de certaines commodités (réseau internet, sport, commerces...) (Dernat et Siméone, 2014). Enfin, la nouvelle génération d'étudiants vétérinaires a accès aux réseaux sociaux et, par conséquent, à certains groupes de discussion ou d'entraide, sur lesquels les vétérinaires en exercice expriment les difficultés auxquelles ils sont confrontés au quotidien. Cela rebute alors certains étudiants, qui se retrouvent confrontés à une image du métier à l'opposé de leurs attentes (British Veterinary Association, 2016).

3.2.1.2. Une activité rurale de plus en plus contraignante : l'exemple de l'Ile-de-France

Comme vu plus haut, l'Ile-de-France est une région qui présente une faible densité en animaux de rente. Les vétérinaires y sont souvent appelés pour trop peu d'interventions pour qu'elles soient rentables, et ils doivent souvent parcourir de nombreux kilomètres pour passer d'une structure à une autre. Ainsi, dans ces régions, l'activité vétérinaire rurale est nécessairement combinée à

l'activité vétérinaire canine. L'activité vétérinaire rurale devient alors une activité secondaire du cabinet, seulement maintenue grâce à l'implication d'un ou deux vétérinaires qui acceptent d'en assurer la continuité de soins, et ce malgré les contraintes liées au fait de devoir assurer un service de garde. Face à la faible rentabilité de l'activité et aux nombreuses contraintes que son exercice implique, de nombreux cabinets vétérinaires hésitent de plus en plus à continuer cette activité rurale (Tirado *et al.*, 2019).

3.2.2. Problématiques soulevées à l'échelle locale

Le relâchement observé au niveau du maillage vétérinaire, c'est-à-dire la diminution de la densité de vétérinaires exerçant en rurale, soulève plusieurs problématiques et ce notamment à l'échelle locale. Dans un premier temps se pose le problème lié à l'obligation d'assurer la prophylaxie pour les maladies réglementées, telles que la brucellose ou la tuberculose. Certains détenteurs d'animaux de rente ont de plus en plus de difficultés à trouver un vétérinaire pour assurer leur prophylaxie, la distance séparant leur élevage du cabinet vétérinaire le plus proche devenant trop élevée souvent pour être couverte financièrement dans son entièreté par les groupements de défense sanitaire. La non réalisation de ces prophylaxies augmente le risque de réémergence de maladies réglementées qui avaient jusqu'ici été endiguées et dont le pays était parvenu à devenir indemne.

Dans un deuxième temps, les détenteurs d'animaux de rente ont de plus en plus de mal à trouver un vétérinaire acceptant de soigner leurs animaux. En effet, avec un maillage vétérinaire de plus en plus distendu et l'apparition de déserts vétérinaires, les distances séparant les différents détenteurs d'animaux de rente sont de plus en plus importantes, rendant les interventions vétérinaires chronophages et peu rentables pour les vétérinaires. De plus en plus, les éleveurs renoncent à faire appel au vétérinaire et tentent de soigner leurs animaux avec la pharmacie qu'ils possèdent. Tout cela pose différents problèmes, notamment en termes de continuité de soins, mais également en termes économiques : un suivi moins important des troupeaux peut entraîner une baisse de productivité, qui va entraîner à son tour une baisse des revenus des éleveurs avec une atteinte à la viabilité des exploitations et *in fine* une atteinte à l'économie locale (Dernat et Siméone, 2014). Cela posera également un problème de bien-être animal ou encore de pharmacovigilance.

Enfin, il nous semble important de souligner le fait que de ces problèmes à l'échelle locale vont découler les mêmes problèmes à l'échelle nationale, d'une plus grande ampleur et avec moins de possibilités pour les endiguer.

3.3. Les solutions envisagées jusqu'à maintenant

3.3.1. Une remise en question de la formation en école vétérinaire

3.3.1.1. Présentation des différentes formations en dominante bovine

3.3.1.1.1. EnvA

A l'Ecole Nationale vétérinaire d'Alfort, les étudiants de dernière année (5^{ème} année jusqu'en 2020-2021 et 6^{ème} année désormais) qui souhaitent devenir des vétérinaires praticiens peuvent s'engager dans trois filières différentes : la filière à dominante canine, la filière à dominante rurale ou la filière à dominante équine. Dans le cadre de notre travail, nous nous sommes concentrés sur l'organisation de la filière à dominante rurale.

Pour l'année 2021-2022, la filière à dominante rurale débutait par cinq semaines de tronc commun, pendant lesquelles des rappels théoriques étaient faits sur la pathologie rurale, sur la

zootechnie en élevage, sur l'actualité de la législation des maladies réglementées, mais également sur la thérapeutique et la prévention. A la fin de ces cinq semaines a lieu une évaluation théorique portant sur plusieurs cas cliniques, avec notamment un cas clinique de pathologie individuelle et un cas clinique de pathologie collective. Cette formation proposait également une semaine ambulante en Mayenne, limitée à 10 places : les étudiants volontaires suivaient alors des vétérinaires dans leur exercice quotidien et différents thèmes étaient abordés.

A la suite de ces cinq semaines, les étudiants ayant choisi la filière à dominante rurale sont divisés en groupes de clinique. Chaque groupe, à tour de rôle au cours de l'année, réalise une rotation de trois semaines aux hôpitaux ruraux de l'école. Cette rotation permet à la fois une gestion des cas présents sur le site, mais également l'apprentissage pratique de différentes techniques d'interventions sur les ruminants (chirurgie, autopsie...).

Enfin, en début d'année, les étudiants ont pu choisir entre cinq parcours : le parcours « bovin-lait », le parcours « bovin-viande », le parcours « petits ruminants », le parcours « élevages organisés » et le parcours « tutorat ». L'organisation du reste de l'année dépend de la formation choisie. En effet, les étudiants ayant choisi la formation « bovin-lait », « bovin-viande », « petits ruminants » ou « élevages organisés » doivent suivre une rotation de deux à trois semaines exclusivement dédiées aux maladies, techniques d'intervention et organisation de la filière choisie (bovins laitiers, bovins allaitants, petits ruminants, à savoir les ovins et les caprins ou élevages organisés, c'est-à-dire surtout porcs et volailles). Le reste de l'année se partage entre un minimum de 16 semaines de stage dont quatre au moins à faire dans un cabinet présentant une activité dominante dans la filière choisie en début d'année (bovins laitiers, bovins allaitants, ou petits ruminants ou élevages organisés), et la rédaction de la thèse vétérinaire. Les étudiants ayant choisi le parcours « tutorat » doivent quant à eux réaliser un stage d'au moins 18 semaines dans une structure vétérinaire rurale unique, présélectionnée et agréée par le Comité National de Pilotage des stages tutorés (CoPil des stages tutorés en rurale).

Cette dernière année prend fin à la mi-juin, avec une évaluation finale sous la forme d'un oral portant sur deux cas cliniques rencontrés lors des stages (un de médecine individuelle et au moins un de médecine des populations). Les étudiants ayant fait un tutorat doivent également remplir leur Référentiel d'Activités et de Compétences (RAC) (EnvA, 2021).

Un exemple de l'organisation de l'année est donné au niveau de la **Figure n°24**.

Figure n°24 : Exemple de planning annuel d'un étudiant en dernière année à l'EnvA ayant choisi la filière à dominante rurale classique

Septembre				Octobre				Novembre				Décembre				
36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52

Janvier				Février				Mars				Avril				Mai			Juin					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	

Légende :

	Cours « théoriques »
	Stages
	Semaine de parcours
	Semaine de pratique sur l'Ecole
	Thèse

3.3.1.1.2. ENVT

A l'Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse, lors de la dernière année, les étudiants ayant choisi la filière à dominante rurale commencent par deux semaines de tronc commun, pendant lesquelles sont abordés des rappels théoriques concernant les maladies, l'économie d'élevage ou encore, l'actualité sur la législation des maladies réglementées. A la fin de ces deux semaines, les étudiants sont divisés en trois filières : la filière rurale « classique », la filière « ENVT+ stage » et ceux ayant choisi de faire un tutorat.

Les étudiants en filière rurale « classique » sont répartis en groupes de six à huit étudiants. Ils partagent alors huit semaines entre les différents services de l'école. Ils font ainsi deux semaines en autopsie, deux semaines aux hôpitaux ruraux de l'école, deux semaines en ambulante et deux semaines de travail personnel. Le reste de l'année est consacré à la rédaction de la thèse vétérinaire. On notera qu'il n'est pas obligatoire de faire des stages.

Les étudiants en filière « ENVT+ stage » sont également répartis en plusieurs groupes et suivent huit semaines de rotation parmi les différents services de l'école. Ils doivent également faire deux mois de stage dans une structure vétérinaire mixte à prédominance rurale.

Les étudiants ayant choisi de faire un tutorat ne participent quant eux qu'à la rotation consacrée à l'autopsie des ruminants, à laquelle ils consacrent quatre semaines. Ils peuvent également, s'ils le souhaitent, effectuer deux semaines pratiques en médecine collective. De plus, à l'instar des étudiants de l'EnvA, ils doivent suivre un stage de 18 semaines dans une structure vétérinaire rurale unique, présélectionnée et agréée par le Comité National de Pilotage des stages tutorés (CoPil). Le reste de l'année est dédié à la rédaction de la thèse. Enfin, ils doivent également remplir leur Référentiel d'activités et de Compétences (RAC).

Pour les trois filières, le reste de l'année doit être consacré à la rédaction de la thèse de doctorat vétérinaire (ENVT, 2021).

Un exemple de l'organisation de l'année est donné au niveau de la **Figure n°25**.

Figure n°25 : Exemple de planning annuel d'un étudiant en dernière année à l'ENVT ayant choisi la filière « ENVT+stage »

Septembre				Octobre				Novembre				Décembre				Janvier				Février				
36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	1	2	3	4	5	6	7	8

Mars				Avril				Mai				Juin			
9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24

Légende :

	Cours « théoriques »
	Stages
	Semaine de pratique sur l'Ecole
	Thèse

3.3.1.1.3. *Oniris*

Les étudiants de l'école vétérinaire de Nantes ayant choisi la filière à dominante rurale commencent leur dernière année par trois mois de tronc commun, pendant lesquels des rappels théoriques sont faits concernant les maladies individuelles et collectives notamment. Au cours de ces trois mois, deux semaines pratiques s'intercalent, avec une gestion des cas cliniques de l'école, ainsi que la réalisation de gestes techniques chirurgicaux. Le reste de l'année se répartit entre dix semaines de stage obligatoires au moins, dans des structures vétérinaires rurales, et la rédaction de la thèse.

Les étudiants ayant fait le choix de suivre le parcours tutorat commencent leur dernière année par six semaines de tronc commun avec les étudiants de dernière année ayant choisi la filière à dominante équine. Des rappels concernant la pathologie équine et des études de cas cliniques sont alors effectués. Viennent ensuite deux semaines pratiques au cours de l'année, pendant lesquelles les étudiants gèrent les cas cliniques présents dans les hôpitaux ruraux de l'école. Les étudiants doivent également effectuer deux semaines dans les hôpitaux équins de l'école, pendant lesquelles ils mettent en application les éléments qu'ils ont étudiés en début d'année. Enfin, tout comme dans les écoles vétérinaires d'Alfort ou de Toulouse, ils doivent suivre un stage de 18 semaines dans une structure vétérinaire rurale unique, présélectionnée et agréée par le Comité National de Pilotage des stages tutorés (CoPil). Le reste de l'année est consacré à la rédaction de la thèse. Pour valider leur année, ils devront également remplir leur Référentiel d'activités et de Compétences (RAC) (ENVN, 2021).

Un exemple de l'organisation de l'année est donné au niveau de la **Figure n°26**

Figure n°26 : Exemple de planning annuel d'un étudiant en dernière année à Oniris ayant choisi la filière à dominante rurale classique

Septembre				Octobre				Novembre				Décembre				Janvier				Février				
36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	1	2	3	4	5	6	7	8

Mars				Avril				Mai				Juin			
9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24

Légende :

	Cours « théoriques »
	Stages
	Semaine de pratique sur l'Ecole
	Thèse

3.3.1.1.4. VetAgroSup

Pour l'école vétérinaire de Lyon, les étudiants de dernière année souhaitant soigner les animaux de production ont le choix entre plusieurs parcours : le parcours rural classique, le parcours mixte canine/rurale, le parcours mixte rurale/équine et enfin le parcours du tutorat.

Les étudiants ayant choisi de suivre le parcours mixte canine/rurale doivent faire une rotation de 14 semaines au sein de l'hôpital canin de l'école. Ils doivent également faire au moins dix semaines de stage obligatoires, dans des structures vétérinaires mixtes à dominante rurale. Enfin, ils devront choisir parmi plusieurs modules deux modules d'une semaine chacun et qui regroupent des cours pratiques et théoriques concernant différents sujets.

Les étudiants ayant choisi le parcours mixte rurale/équine suivent exactement la même organisation que le parcours mixte canine/rurale, à l'exception de la formation équine, qui est regroupée en sept semaines (et non pas 14 comme pour la formation canine).

Concernant le parcours rural classique, les étudiants doivent réaliser 14 semaines de stages dans trois structures vétérinaires différentes, avec au moins une structure vétérinaire ayant une clientèle majoritairement « bovin laitier », et une structure vétérinaire avec une clientèle majoritairement « bovin allaitant ». Ils doivent également effectuer une rotation de quatre semaines dans les hôpitaux ruraux de l'école. Enfin, ils doivent sélectionner quatre modules d'une semaine chacun, regroupant des cours pratiques et théoriques sur différents sujets.

Enfin, les étudiants ayant choisi d'effectuer un tutorat doivent, à l'instar des autres écoles, réaliser un stage de 18 semaines dans une structure vétérinaire rurale unique, présélectionnée et agréée par le Comité National de Pilotage des stages tutorés (CoPil). Enfin, ils doivent également sélectionner quatre modules d'une semaine chacun, regroupant des cours pratiques et théoriques sur différents sujets. Pour valider leur année, ils devront également remplir leur Référentiel d'activités et de Compétences (RAC).

Pour l'ensemble des filières, le reste de l'année doit être consacré à la rédaction de la thèse de doctorat vétérinaire (VetAgro Sup, 2021).

Un exemple de l'organisation de l'année est donné au niveau de la **Figure n°27**.

Figure n°27 : Exemple de planning annuel d'un étudiant en dernière année à VetAgro Sup ayant choisi le parcours rural classique

Septembre				Octobre				Novembre				Décembre				Janvier				
36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	1	2	3	4

Février				Mars				Avril				Mai				Juin			
5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24

Légende :

	Cours théoriques et pratiques
	Stages
	Semaine de pratique sur l'Ecole
	Thèse

3.3.1.2. La formation en stages tutorés

La formation en stages tutorés est à l'origine une proposition ministère de l'Agriculture faite dans le cadre des Etats généraux du sanitaire en 2011. Ce projet a été mis en place à partir de 2013, afin de pallier au moins partiellement le manque de vétérinaires ruraux en France.

Cette formation a subi différentes modifications au fil des années, tant au niveau de la durée des stages, que du nombre de places ouvertes pour les étudiants, de la sélection des structures vétérinaires d'accueil ou encore du financement des étudiants ayant fait le choix de suivre cette formation. La formation en stage tutoré correspond à l'intégration obligatoire dans la dernière année de 18 semaines de stage dans une seule et même clinique, qui aura été sélectionnée au préalable par le CoPil à partir d'un dossier. Dans ce dossier, les structures d'accueil se doivent de renseigner le nombre et le type d'animaux suivis par les vétérinaires (canins, félins, bovins, ovins, caprins, équins), le nombre et le type d'actes réalisés sur ces animaux, le nombre de vétérinaires travaillant dans la structure ainsi que d'autres informations concernant l'organisation et le fonctionnement de la structure. Par ailleurs, une gratification de stagiaire longue durée, en accord avec les directives du code du travail, est accordée lors de ces stages. Depuis quelques années, une indemnité supplémentaire de transport et de logement variant entre 500 et 1 000 euros a été accordée pour les étudiants acceptant de réaliser un stage d'une aussi longue durée et souvent loin de chez eux et de leur école.

Les stages tutorés ont été mis en place afin d'optimiser la formation de futurs praticiens ruraux. Elle permet une mise en immersion totale de l'étudiant dans une seule et même clinique, avec pour objectif de développer chez l'étudiant une réelle autonomie sur les gestes techniques et la réflexion clinique, ainsi qu'un aperçu privilégié du lien qui existe entre les vétérinaires et leur clientèle rurale (Piovezan, 2018 ; Conseil national de l'ordre des vétérinaires, 2016). Enfin, elle

permet de motiver certains étudiants à s'orienter vers une formation rurale et donne accès à de solides connaissances (Roncigli et Millemann, 2020).

3.3.1.3. *Vers une harmonisation de la formation vétérinaire*

Comme étudié plus haut, la formation proposée en dernière année varie énormément d'une école à une autre. Cela fait déjà plusieurs années que des rapports réalisés par différentes instances promeuvent la nécessité d'une uniformisation de la formation vétérinaire française, d'autant plus qu'elle mène *in fine* au même diplôme. Depuis 2017, la Direction Générale des Etudes et Recherches (DGER) travaille main dans la main avec les quatre écoles afin d'homogénéiser cette formation. L'objectif est de mettre en valeur le côté pratique de l'enseignement, et de viser des compétences plutôt que des connaissances, avec notamment une promotion des Travaux Pratiques (TP) et des Travaux Dirigés (TD), et un développement des salles de simulation (apprentissage de gestes techniques au moyen de mannequins animaliers). Cette nouvelle ligne de conduite s'inscrit par ailleurs dans le cahier des charges de l'Association des Etablissements Européens d'Enseignement Vétérinaire (AEEEV) (Conraux *et al.*, 2018b).

Cette nouvelle approche a pour but de former des vétérinaires présentant de réelles compétences pratiques, augmentant ainsi le nombre de vétérinaires opérationnels dès la sortie de l'école et de ce fait, le nombre de praticiens. Proportionnellement, cela devrait permettre d'augmenter le nombre de praticiens ruraux (Conraux *et al.*, 2018a ; Conraux *et al.*, 2018b).

3.3.2. *Une remise en question des voies d'entrée en école vétérinaire*

3.3.2.1. *Modifications du numerus clausus*

En France, il existe cinq voies d'entrée en école vétérinaire. Le concours A, qui recrute suite à une classe préparatoire BCPST (Biologie, Chimie, Physique, Sciences de la terre) ou TB (Technologie, Biologie), donne accès à 472 places en 2021. Le concours B, qui recrute les étudiants titulaires d'une L3 (Licence mention Sciences de la Vie) donne accès à 68 places. Le concours C, qui recrute des étudiants titulaires d'un DUT (Diplôme Universitaire de Technologie), d'un BTSA (Brevet Technicien Supérieur Agricole) ou d'un BTS (Brevet Technicien Supérieur), donne accès à 95 places. Enfin, le concours D donne accès à cinq places pour les titulaires d'un doctorat en médecine, pharmacie et sciences odonto-stomatologiques ou encore d'un diplôme à caractère scientifique et conférant le grade de master. Le concours E ouvre six places aux étudiants de première année à l'ENS Cachan ou Lyon (AgroParisTech, 2021).

Au fil des années, nous avons pu assister à une augmentation importante du nombre de places permettant d'entrer en école vétérinaire. Ainsi, en 2005, il y avait 221 places pour accéder aux quatre écoles vétérinaires. En 2006, ce nombre est passé à 436 places, et en 2019, à 636 places. Entre 2005 et 2019, on a donc une hausse de presque 190% du nombre de places permettant d'entrer en école vétérinaire (Halfon, 2018). Au cours des dernières années, cette augmentation du *numerus clausus* ouvre principalement de nouvelles places au concours C. En effet, les étudiants issus de cette voie ont plus tendance à être intéressés par l'exercice rural, du fait de leur parcours généralement en lycée agricole. Ainsi, alors qu'en 2017, ce concours ne donnait

accès qu'à 56 places, il ouvre aujourd'hui près de 100 places, soit presque le double (Conraux *et al.*, 2018a).

Dans la même logique, de nouvelles places sont ouvertes chaque année au profit des étudiants venant du concours B. Ce sont ainsi 25% de places supplémentaires qui ont été ouvertes en 2018, avec un total aujourd'hui de près de 70 places (Conraux *et al.*, 2018a).

3.3.2.2. *Modifications du concours A*

Comme vu plus haut, le concours A donne accès à une des quatre écoles vétérinaires françaises à la suite de deux années de classe préparatoire. C'est la voie qui ouvre aujourd'hui le plus grand nombre de places pour entrer en école vétérinaire. L'enseignement proposé pendant ces deux années demeure très généraliste et pousse les disciplines telles que les mathématiques ou la physique à un niveau d'excellence qui n'a pas d'utilité significative pour l'exercice du métier de vétérinaire (Conraux *et al.*, 2018a). Par ailleurs, souvent sont recrutés par cette voie des étudiants présentant un profil souvent homogène et qui, pour la plupart, ne présentent aucun intérêt pour l'exercice vétérinaire rural (Rondeau et Baussier, 2017). Plusieurs modifications pour cette voie d'accès ont donc été proposées. Ainsi, en 2017, les quatre écoles vétérinaires ont proposé à la DGER de mettre en place deux nouvelles modalités. Dans un premier temps, tous les candidats souhaitant être admis en école vétérinaire devraient suivre un stage d'au moins 15 jours dans une structure vétérinaire de leur choix. Cette disposition permettrait aux étudiants de bien se rendre compte de la réalité du métier pour lequel ils s'apprentent à faire cinq ans d'études. La deuxième modalité consisterait en un oral de motivation. Le concours A est en effet le seul concours à ne pas avoir ce type d'épreuve (Conraux *et al.*, 2018a).

3.3.2.3. *Mise en place d'un recrutement post-bac.*

Comme montré précédemment, une réelle réflexion a eu lieu ces dernières années autour du système de recrutement en école vétérinaire. En effet, le recrutement suite à une classe préparatoire est sérieusement remis en question (les études étant jugées trop longues et les programmes enseignés étant jugés comme plus adaptés à une école d'ingénieurs qu'à une école de vétérinaires). Depuis quelques années maintenant est apparue l'idée d'un recrutement post-bac, avec notamment un entretien de motivation permettant de jauger les projets des étudiants (Piovezan, 2018). Cette idée s'est précisée en 2019, avec la mise en place d'une année préparatoire intégrée. L'objectif est à la fois de diminuer le nombre d'années d'études afin de se rapprocher de la moyenne européenne, mais également de recruter plus d'étudiants ayant un intérêt pour la pratique rurale et d'apporter une diversité sociale parmi les étudiants intégrant les écoles vétérinaires. C'est en septembre 2021 que cette nouvelle voie d'entrée en école vétérinaire a été mise en place : 160 bacheliers sélectionnés grâce à Parcoursup et suite à un entretien de motivation ont été répartis entre les quatre écoles (Ordre National des Vétérinaires, 2020a).

3.3.3. Ouverture d'écoles vétérinaires privées en France

Face à la demande toujours croissante de vétérinaires en France, un amendement a été déposé auprès du Sénat demandant l'autorisation d'ouvrir la formation vétérinaire à des établissements de l'enseignement supérieur agricole privés et agréés par le Ministère de l'agriculture. Cet amendement a été validé en octobre 2020, malgré une opposition houleuse de la part de la profession vétérinaire et de ses représentants. La profession a alors souligné l'importance de la mise en place d'une formation répondant à des critères d'excellence, et donnant accès à un diplôme conforme au diplôme vétérinaire délivré actuellement (Laboulais, 2020).

3.3.4. Mise en place d'aides financières

En novembre 2020 a été votée la loi DDADUE (Diverses Dispositions d'Adaptation au Droit de l'Union Européenne), qui, entre autres, autorise les collectivités territoriales à verser des aides financières aux vétérinaires acceptant de soigner les animaux de rente dans les zones géographiques considérées comme ayant un maillage vétérinaire fragilisé. Cette loi permet également aux collectivités territoriales d'accorder des aides financières aux étudiants acceptant de travailler dans ces zones pendant cinq années consécutives (Ordre National des Vétérinaires, 2020b). Enfin, un nouvel amendement a été déposé le 2 décembre 2021 afin d'étendre ce dispositif d'aides à l'ensemble du territoire (La Dépêche Vétérinaire, 2021).

Deuxième partie : Partie personnelle : Analyse des besoins en médecine vétérinaire rurale en Ile-de-France

1. Matériels et méthodes

1.1. Objectifs de l'étude

Comme nous l'avons étudiée dans notre première partie, la problématique du maillage vétérinaire est une problématique qui se trouve au cœur de l'actualité du monde vétérinaire. Avec la diminution drastique du nombre de vétérinaires exerçant au profit des animaux de rente, l'inquiétude grandit concernant l'apparition de déserts vétérinaires ou l'extension des déserts déjà existants dans les années à venir.

Le manque de vétérinaires ruraux en France concerne différents types de territoires. Comme vu précédemment, ces territoires ne sont pas forcément des territoires ruraux : ils peuvent également être des territoires péri-urbains, caractérisés par la présence d'éleveurs mais également de propriétaires particuliers possédant quelques animaux de rente, de fermes pédagogiques ou de structures pratiquant l'éco-pâturage. C'est le cas notamment de l'Ile-de-France.

C'est pourquoi nous avons décidé de réaliser une première enquête auprès des possesseurs d'animaux de rente d'Ile-de-France, afin d'évaluer leurs besoins en termes de soins vétérinaires. Une deuxième enquête a également été réalisée auprès des vétérinaires exerçant en Ile-de-France, afin de faire un bilan de la situation actuelle en matière de soins vétérinaires en Ile-de-France. L'objectif de ces deux questionnaires était également d'appréhender le ressenti global à la fois des vétérinaires mais également des détenteurs d'animaux de rente concernant la problématique du maillage vétérinaire en Ile-de-France, et de voir dans quelles mesures cette problématique s'applique à la région.

1.2. Populations enquêtées

1.2.1. Sélection des populations

1.2.1.1. Questionnaire vétérinaires

Afin de répondre au mieux aux objectifs que nous avons fixés plus haut, nous avons décidé d'interroger l'ensemble des vétérinaires praticiens d'Ile-de-France, tous types d'exercices confondus (que ce soit en canine, en rurale, en mixte...).

1.2.1.2. *Questionnaire détenteurs d'animaux de rente*

De même, nous avons décidé d'interroger l'ensemble des détenteurs d'animaux de rente d'Ile-de-France, qu'ils soient des professionnels ou des particuliers, et quel que soit le nombre d'animaux de rente possédés.

1.2.2. *Prise de contact*

1.2.2.1. *Questionnaire vétérinaires*

Afin de contacter l'ensemble des vétérinaires exerçant en Ile-de-France, nous avons rédigé un courriel à leur destination, leur expliquant les différents enjeux du questionnaire ainsi que l'importance de leur participation. Ce mail a été diffusé grâce au Dr. Bruno Tessier, président du Conseil Régional de l'Ordre des Vétérinaires d'Ile-de-France que nous avons contacté dans un premier temps par courriel. Le Dr Bruno Tessier l'a ensuite fait suivre à l'ensemble des vétérinaires inscrits à l'Ordre en Ile-de-France, via l'adresse mail qu'ils avaient renseignée auprès de l'Ordre des Vétérinaires. Il nous semble important de préciser que de ce fait, dans certains cas, l'adresse renseignée correspondait à l'adresse personnelle des vétérinaires quand dans d'autres cas, l'adresse renseignée correspondait à l'adresse de la structure vétérinaire dans laquelle ils travaillent. Nous avons également contacté le Dr Denis Aouizerate, un des responsables du site web VetoFocus, un site participatif créé en 2007 et qui regroupe à la fois des cas cliniques, des gestes techniques mais également des sujets de management et des annonces que peuvent poster les vétérinaires, après validation des responsables du site. Ainsi, les fonctions de VetoFocus sont multiples et permettent notamment aux étudiants de publier leurs questionnaires de thèse en ligne, afin de toucher un maximum de vétérinaires. Le Dr Denis Aouizerate a accepté de publier notre questionnaire à la fois sur le site VetoFocus, mais également, sur les réseaux sociaux du site, à savoir Instagram et Facebook.

1.2.2.2. *Questionnaire détenteurs d'animaux de rente*

Contacté l'ensemble des détenteurs d'animaux de rente de la région Ile-de-France n'a pas été une affaire aisée. En effet, aucun acteur du monde agricole ou vétérinaire en Ile-de-France ne possède de liste complète des détenteurs d'animaux de rente d'Ile-de-France (certains ne sont pas déclarés, par exemple). Nous avons donc fait en sorte d'atteindre le plus de personnes possibles. Dans un premier temps, nous avons contacté par courriel Mme Anne-Sophie Riot, responsable du service Elevage à la chambre d'Agriculture de la Région Ile-de-France (son contact nous avait été communiqué dans un premier temps par le Dr Claire Beauvais, Présidente du Groupement Technique Vétérinaire d'Ile-de-France). Après de nombreuses relances, le questionnaire a finalement été diffusé via un courriel que nous avons rédigé à l'intention des détenteurs d'animaux de rente, dans lequel nous expliquions les différents enjeux du questionnaire ainsi que l'importance de leur participation. Entre temps, nous avons également contacté par courriel le Dr Vincent Plassard, enseignant à l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort et clinicien à la clinique vétérinaire rurale de l'Ecole, qui a accepté de diffuser notre questionnaire à l'ensemble des détenteurs d'animaux de rente suivis par l'Ecole. Enfin, certains détenteurs d'animaux de rente, touchés par la problématique soulevée par notre questionnaire, nous ont contactés par courriel afin d'obtenir notre autorisation pour diffuser le questionnaire sur leur réseau social personnel.

1.3. Elaboration des questionnaires

1.3.1. Notions légales

Les questionnaires diffusés demandaient des informations personnelles aux personnes enquêtées. Nous avons donc mis en place plusieurs mesures, en accord avec le Règlement Général sur la protection des Données (RGPD).

Dans un premier temps, nous avons créé les questionnaires au moyen de la plateforme Google Forms, qui ne demande aucune identification et donc aucune information personnelle pour accéder au formulaire en ligne. Les réponses fournies par les personnes enquêtées ne sont par ailleurs exploitables que par l'auteur des questionnaires.

Dans un second temps, un court paragraphe a été rédigé au début de chaque questionnaire afin de préciser aux personnes questionnées le devenir des réponses qu'il renseigne.

Par ailleurs, nous tenons à souligner le fait que les réponses visibles en Annexes n°1 à 4 ont été anonymisées dans leur intégralité.

Enfin, aucune donnée ne sera utilisable à des fins commerciales.

1.3.2. Construction des deux questionnaires

Les deux questionnaires présentent une suite logique de questions. Ces questions possédaient souvent plusieurs réponses possibles. Par ailleurs, nous avons pleinement conscience de nous adresser à deux populations extrêmement prises par le temps. Nous avons donc essayé de faire en sorte que nos questionnaires soient les plus simples et rapides à répondre possibles. Ainsi, nous avons fait le choix de toujours proposer des réponses simples et courtes aux différentes questions posées, avec tout de même une possibilité de répondre autre chose si les réponses ne convenaient pas au ressenti des personnes enquêtées (via la présence d'une réponse « Autre » avec possibilité de rédaction d'un court texte).

Par ailleurs, pour quelques questions, le choix de certaines réponses orientait les personnes ayant répondu vers une nouvelle question leur demandant de préciser leur choix. Par exemple, pour la question « Avez-vous arrêté de travailler avec certains cabinets vétérinaires ces dix dernières années ? », les détenteurs d'animaux de rente ayant répondu « oui » à la question étaient dirigés vers la sous-question « Pour quelles raisons avez-vous arrêté de travailler avec ces cabinets vétérinaires ? (Plusieurs réponses possibles) ». Les détenteurs d'animaux de rente ayant répondu « non » passaient directement à la question suivante.

Enfin, à la fin de chaque questionnaire, une question ouverte a été posée afin que les personnes enquêtées aient la possibilité de faire part de leur opinion concernant la problématique du maillage vétérinaire en Ile-de-France.

1.3.3. Questionnaire détenteurs d'animaux de rente

Le questionnaire a été mis en place sous la supervision du directeur de cette thèse et de la présidente du Groupement Technique Vétérinaire d'Ile-de-France. Le questionnaire a été testé avant d'être diffusé, par quelques éleveurs volontaires faisant partie de la Chambre d'Agriculture d'Ile-de-France.

Le questionnaire se compose au total d'une vingtaine de questions. Ces questions suivent une évolution logique, partant d'éléments généraux concernant les détenteurs d'animaux de rente pour ensuite se concentrer de plus en plus sur la problématique du maillage vétérinaire en Ile-de-France. Ainsi, le questionnaire commence par des questions relatives à la situation géographique des structures des détenteurs d'animaux, ainsi qu'aux caractéristiques des structures en elles-mêmes (si ce sont des élevages, des fermes pédagogiques par exemple, combien d'animaux sont concernés, quelle est leur espèce, etc.).

S'en suivent des questions concernant les vétérinaires auxquels ils peuvent faire appel et les interventions vétérinaires que nécessitent leurs animaux au cours d'une année.

Enfin, le questionnaire se termine par des questions directement liées à la problématique du maillage vétérinaire en Ile-de-France, à savoir les difficultés que peuvent rencontrer les détenteurs d'animaux de rente pour trouver un vétérinaire acceptant de soigner leurs animaux et les différentes solutions qu'ils ont pu trouver pour y remédier. Le questionnaire se termine avec une question ouverte, dans laquelle les détenteurs d'animaux de rente sont invités à s'exprimer librement concernant les enjeux soulevés par le questionnaire.

1.3.4. Questionnaire vétérinaires

Le questionnaire a été mis en place sous la supervision du directeur de cette thèse et de la présidente du Groupement Technique Vétérinaire d'Ile-de-France. Le questionnaire a été testé avant d'être diffusé, par quelques vétérinaires volontaires rencontrés lors de stages.

Le questionnaire commence par des questions relatives à la situation géographique des structures vétérinaires. Nous avons également demandé le nom de la structure vétérinaire. En effet, certaines questions dans notre questionnaire concernaient la structure vétérinaire en elle-même, alors que d'autres concernaient le vétérinaire en tant qu'individu. Or, comme expliqué plus haut, certains vétérinaires ont reçu le questionnaire sur leur adresse mail personnelle, tandis que d'autres l'ont reçu sur le mail de la clinique. Demander le nom de la structure vétérinaire nous a donc permis de compter correctement le nombre de réponses pour chaque question.

Le questionnaire demandait ensuite le type d'animaux que la structure vétérinaire prenait en charge. Cette question permettait de scinder les répondants en deux catégories : les vétérinaires ne prenant en charge que les animaux de compagnie (chiens, chats, Nouveaux Animaux de Compagnie...) et les vétérinaires prenant en charge également les animaux de rente (bovins, caprins, ovins...). En fonction de leur réponse, les vétérinaires étaient orientés sur deux types de sous-questionnaires.

Le sous-questionnaire destiné aux vétérinaires ne prenant pas en charge les animaux de rente ne comporte que quelques questions, concernant une potentielle ancienne activité rurale.

Le sous-questionnaire destiné aux vétérinaires présentant une activité rurale comporte une quinzaine de questions. Le sous-questionnaire commence ainsi par des questions générales sur l'activité rurale au sein de la structure vétérinaire (combien de vétérinaires ruraux, leur âge, leur sexe, etc.). S'ensuivent des questions concernant les différentes contraintes mises en lumière dans notre partie bibliographique, à savoir les potentiels kilomètres à parcourir pour les vétérinaires, la rentabilité de l'activité rurale, etc. Enfin, le sous-questionnaire se termine par des questions directement liées à la problématique du maillage vétérinaire en Ile-de-France, à savoir les difficultés que peuvent rencontrer les vétérinaires à maintenir une activité rurale, etc.

Le questionnaire se termine avec deux questions ouvertes, dans lesquelles les vétérinaires sont invités à s'exprimer librement.

2. Résultats

2.1. Résultats du questionnaire pour les détenteurs d'animaux de rente

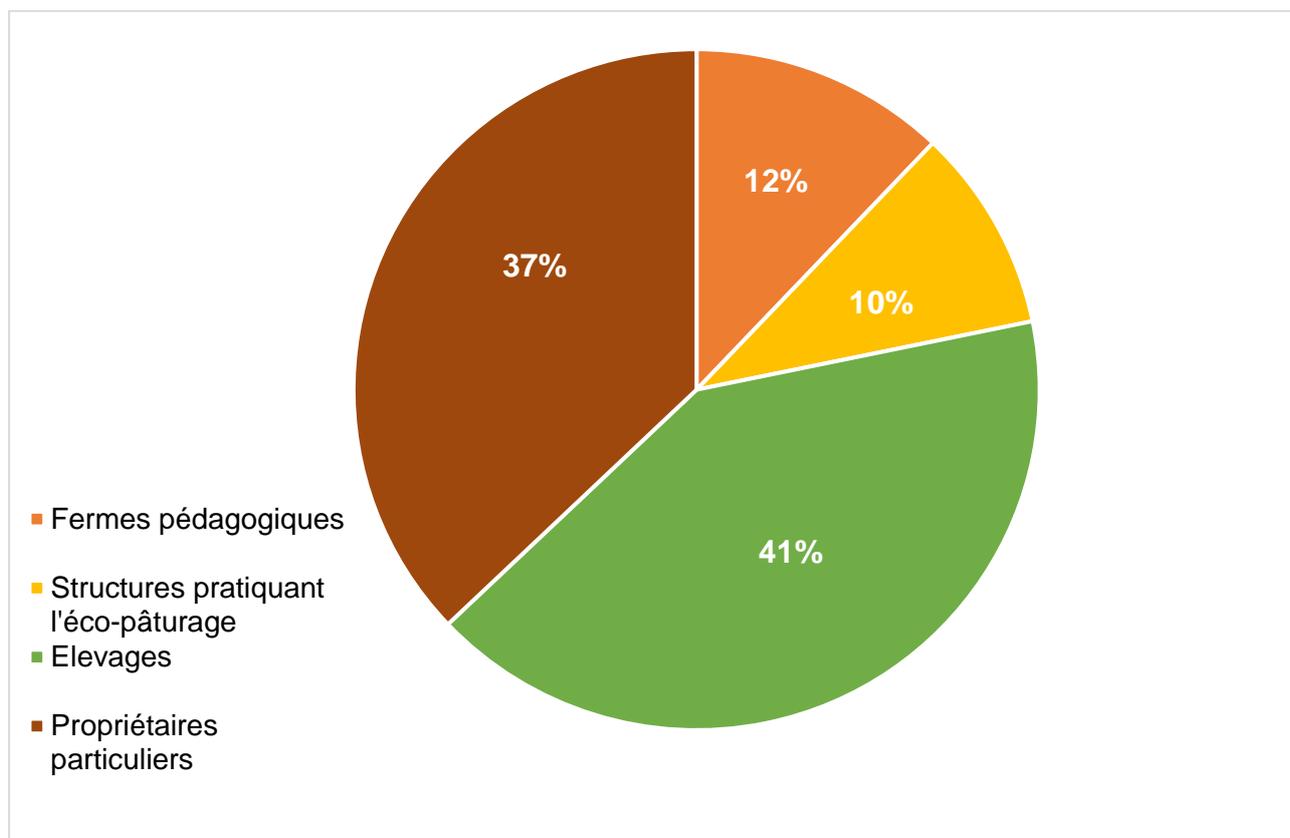
2.1.1 Nombre et origine géographique des personnes en fonction des populations enquêtées

2.1.1.1. Nombre de personnes ayant répondu

Nous avons reçu en tout 124 réponses.

Au début de chaque questionnaire, nous avons demandé aux personnes enquêtées de préciser le type de détenteurs d'animaux de rente qu'ils étaient. Ainsi, 15 d'entre elles ont répondu qu'elles travaillaient dans une ferme pédagogique, 12 provenaient de structures pratiquant de l'éco-pâturage, 51 étaient des éleveurs et 46 étaient des propriétaires particuliers. Cette répartition est résumée dans la **Figure n°28**. Le questionnaire éleveur a été envoyé à 814 détenteurs d'animaux de rente, toutes espèces confondues, ce qui nous fait un taux de réponse d'environ 15%. Ce taux élevé souligne l'intérêt porté par cette population à ce sujet sensible.

Figure n°28 : Répartition des réponses en fonction des différentes sous-populations enquêtées (N=124)



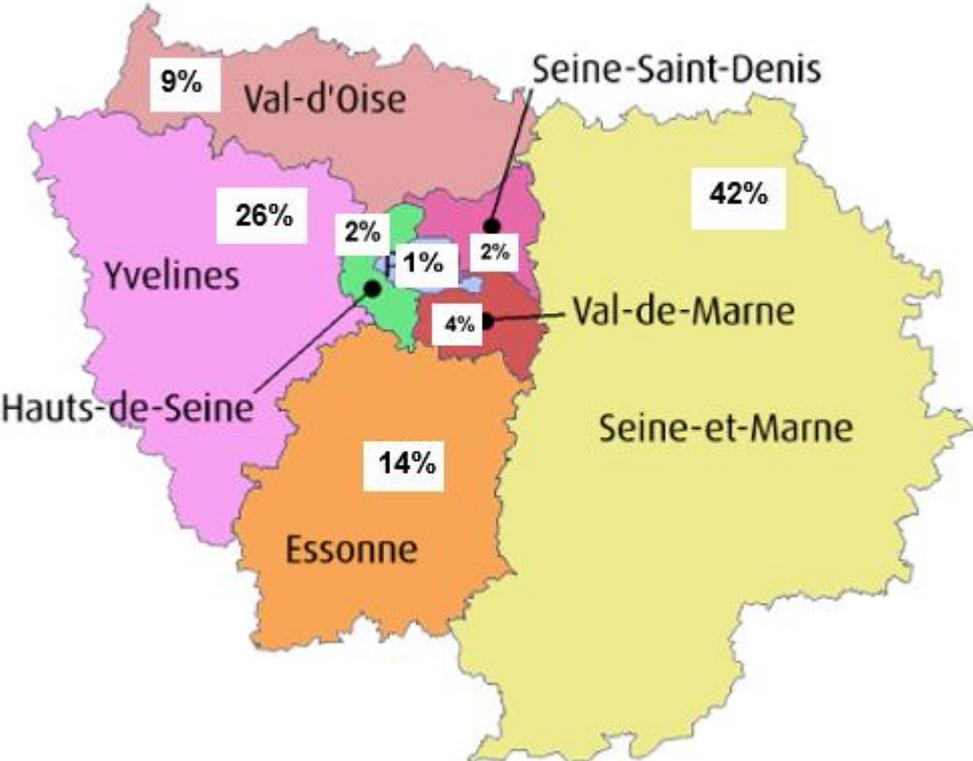
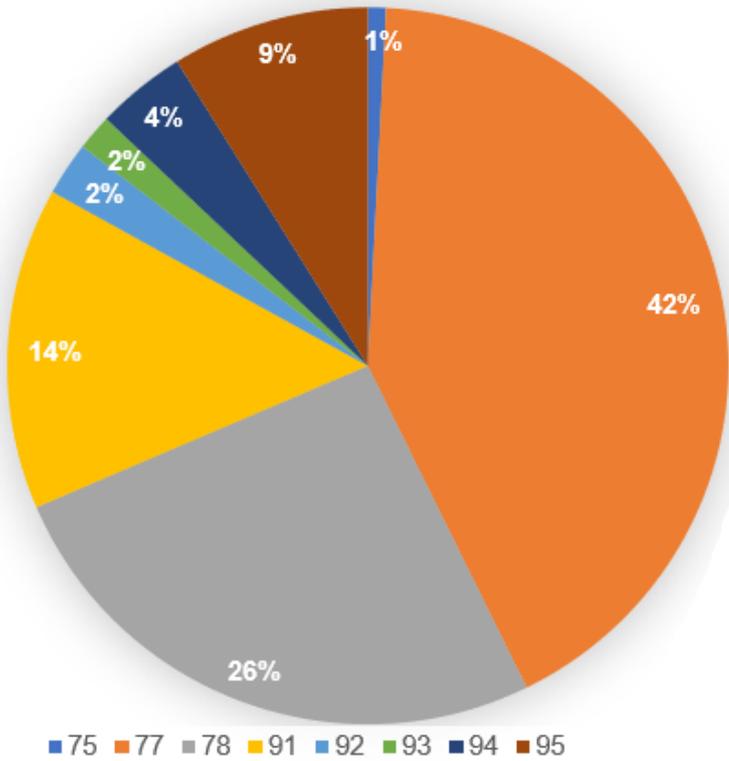
Nous pouvons constater que les détenteurs d'animaux de rente présentent des activités très diversifiées. Ceci correspond bien à ce que nous avons étudié en première partie, avec la diversification de l'activité rurale entre plusieurs activités, liées notamment à l'écologie et à

l'environnement. Par ailleurs, il nous semble important de notifier le fait que 10 détenteurs d'animaux ne se sont pas reconnus dans une des quatre catégories énoncées ci-dessus. Suite à la description de leur activité, nous avons décidé de les classer dans la catégorie « propriétaires particuliers », du fait de la concordance entre notre définition de ce qu'était un propriétaire particulier et leur description.

2.1.1.2. Répartition géographique des populations enquêtées

Au début de chaque questionnaire, nous nous sommes intéressés aux origines géographiques des répondants. Ainsi, un seul répondant venait du 75 (Paris), 52 du 77 (Seine-et-Marne), 32 du 78 (Yvelines), 18 du 91 (Essonne), trois du 92 (Hauts-de-Seine), deux du 93 (Seine-Saint-Denis), cinq du 94 (Val-de-Marne) et 11 du 95 (Val-d'Oise). Nous pouvons ainsi remarquer que les départements situés dans la petite couronne présentent les plus faibles nombres de répondants, contrairement aux départements situés dans la grande couronne, qui regroupent le plus grand nombre de répondants, avec en tête de liste la Seine-et-Marne. Ces résultats sont résumés dans la **Figure n°29**.

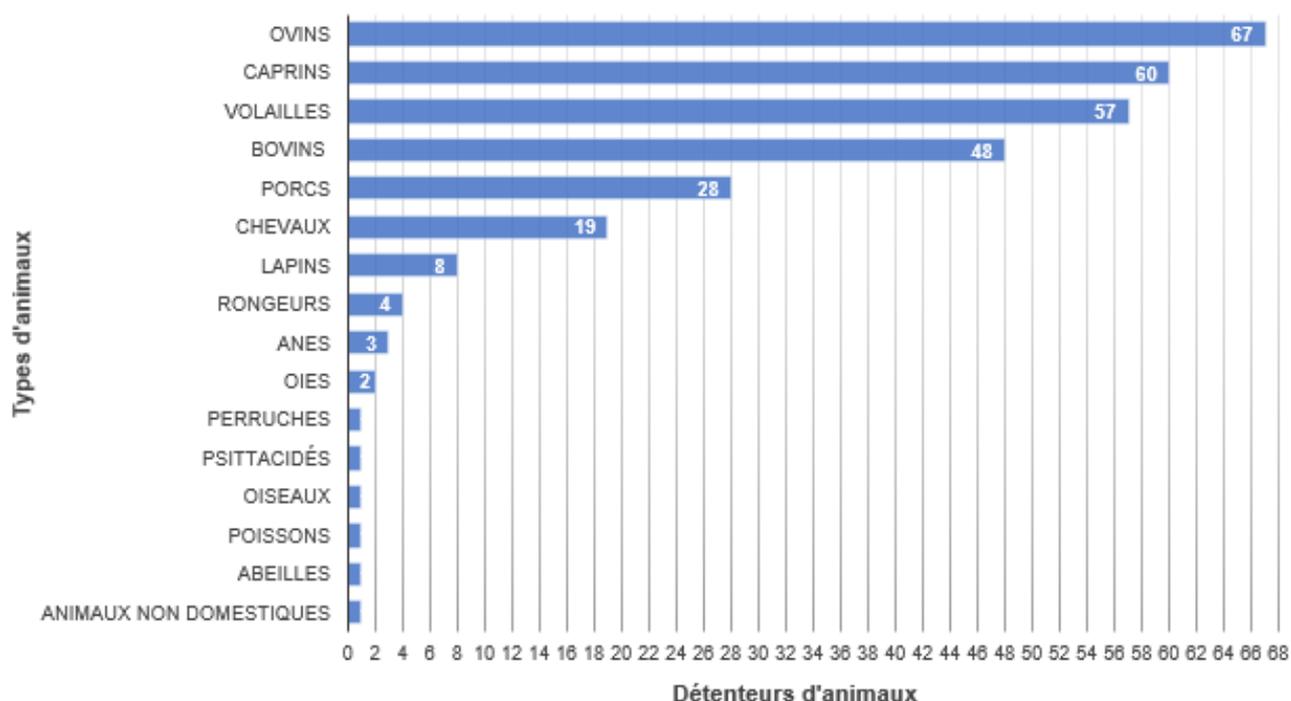
Figure n°29 : Répartition des détenteurs d’animaux de rente en fonction de leur localisation géographique (N=124)



2.1.2. Caractérisation des populations enquêtées

Nous nous sommes également intéressés aux caractéristiques des animaux de rente que possédaient les populations enquêtées. Nous avons ainsi demandé aux détenteurs d'animaux de rente quels types d'animaux ils avaient dans leurs différentes structures. Ainsi, comme le démontre la **Figure n°30**, l'espèce animale la plus fréquemment rencontrée est l'espèce ovine, présente chez 54% des détenteurs d'animaux de rente. Enfin, 48% des détenteurs ont répondu posséder des caprins, 46% des volailles et 39% des bovins.

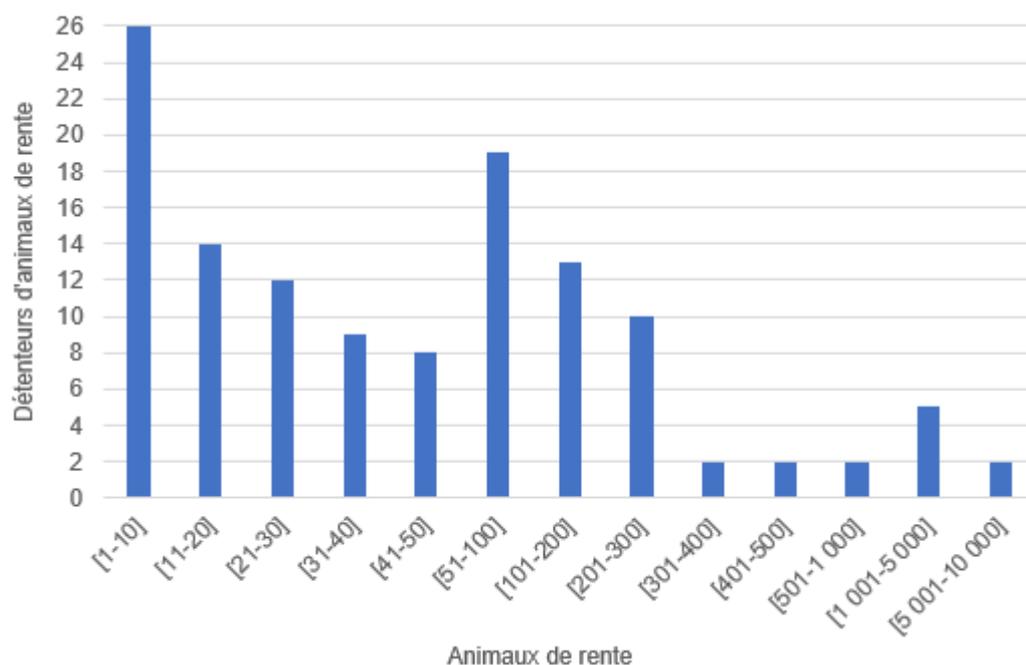
Figure n°30 : Espèces les plus fréquemment rencontrées chez les détenteurs d'animaux de rente d'Ile-de-France (N=124)



Nota bene : les détenteurs d'animaux de rente pouvaient donner plusieurs réponses

Nous avons également demandé aux détenteurs d'animaux de rente le nombre d'animaux qu'ils possédaient dans leurs structures, toutes espèces confondues (**Figure n°31**). Les réponses vont de deux animaux de rente à 9 050 animaux de rente. Par ailleurs, certains détenteurs ont tenu à préciser dans leur réponse que le nombre d'animaux fluctue en fonction des années et des naissances. Enfin, le maximum d'animaux possédé par chaque catégorie de détenteurs d'animaux de rente est respectivement : 200 animaux pour les fermes pédagogiques, 400 pour les structures d'éco-pâturage, 9 050 pour les élevages et 500 pour les propriétaires particuliers.

Figure n°31 : Nombres d’animaux de rente détenus par détenteur d’animaux de rente, toutes espèces confondues

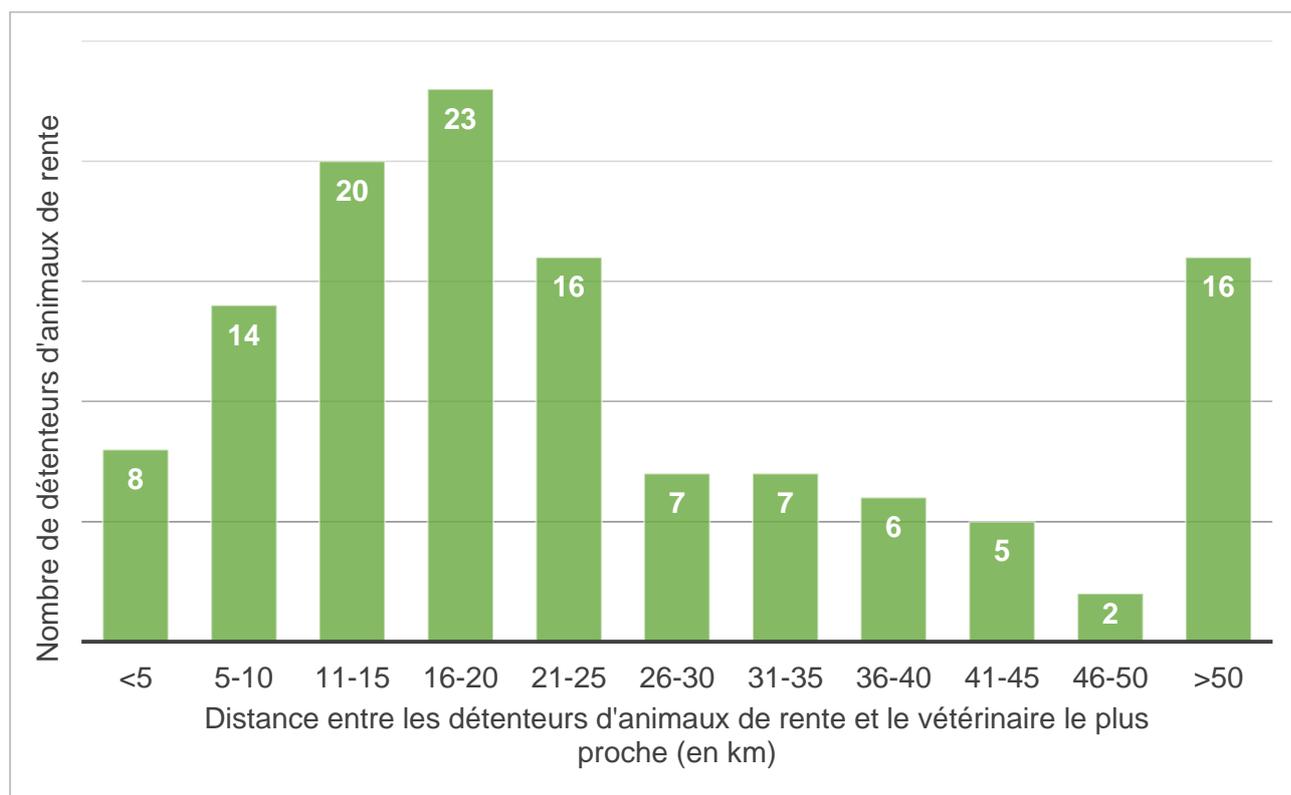


Dans un dernier temps, en analysant les différentes réponses données aux questions précédentes, nous avons pu mettre en évidence le fait que les détenteurs d’animaux de rente possèdent entre une seule espèce d’animal et huit espèces d’animaux différentes. Par ailleurs, 73% des fermes pédagogiques possèdent au moins cinq espèces d’animaux alors que plus de 86% des éleveurs possèdent au plus deux espèces d’animaux différentes. Enfin, la majorité des autres catégories de détenteurs d’animaux possède moins de quatre espèces d’animaux différentes.

2.1.3. Analyse des besoins en termes de médecine vétérinaire

Dans un troisième temps, nous avons étudié les besoins des détenteurs d’animaux de rente en matière de soins vétérinaires. Pour cela, nous avons souhaité soulever différents points. Dans un premier temps, nous avons souhaité connaître le nombre de kilomètres qui séparaient les détenteurs d’animaux de rente du cabinet vétérinaire le plus proche auquel ils font appel. Les résultats de cette question sont regroupés dans la **Figure n°32**.

Figure n°32 : Répartition des détenteurs d'animaux de rente en fonction de la distance les séparant du cabinet vétérinaire le plus proche auquel ils font appel (N=124)



Nous pouvons ainsi constater que près de la moitié (59/124) des élevages se trouvent à plus de 20 km du cabinet vétérinaire le plus proche prenant en charge leurs animaux. Par ailleurs, près de 20% des élevages se trouvent à plus de 40 km du cabinet vétérinaire le plus proche et parmi eux, 70% sont à plus de 50 km du cabinet vétérinaire le plus proche.

Dans un second temps, nous avons souhaité connaître le nombre de fois auxquelles les détenteurs d'animaux de rente faisaient appel à leur vétérinaire, pour quelles interventions, et s'ils faisaient appel au même cabinet vétérinaire pour les visites classiques et pour les urgences. Les résultats sont exposés au niveau de la **Figure n°33**, de la **Figure n°34** et de la **Figure n°35**. Nous noterons que pour la **Figure n°33**, nous n'avons comptabilisé que 123 réponses sur 124, étant donné que l'un des 124 répondants était un vétérinaire et que sa réponse biaisait l'analyse des réponses.

Nous pouvons ainsi constater dans la **Figure n°33** que moins de 2% des détenteurs d'animaux de rente ne font jamais appel à leur vétérinaire. De plus, 17% n'ont recours à un vétérinaire qu'une seule fois par an, 60% font appel à un vétérinaire entre deux et 10 fois par an et plus de 21% font appel à un vétérinaire plus de 10 fois en une année. Par ailleurs, d'après la **Figure n°34**, plus de la moitié des détenteurs d'animaux de rente font appel à un vétérinaire dès qu'une anomalie est détectée, quand seuls 7% d'entre eux ne font appel à un vétérinaire que pour les urgences. Enfin, d'après la **Figure n°35**, près de 2/3 des détenteurs d'animaux de rente ne font pas appel au même cabinet vétérinaire pour les urgences et pour les visites classiques.

Figure n°33 : Nombre d'appels passés à un vétérinaire en une année en fonction du nombre de détenteurs d'animaux (N=123)

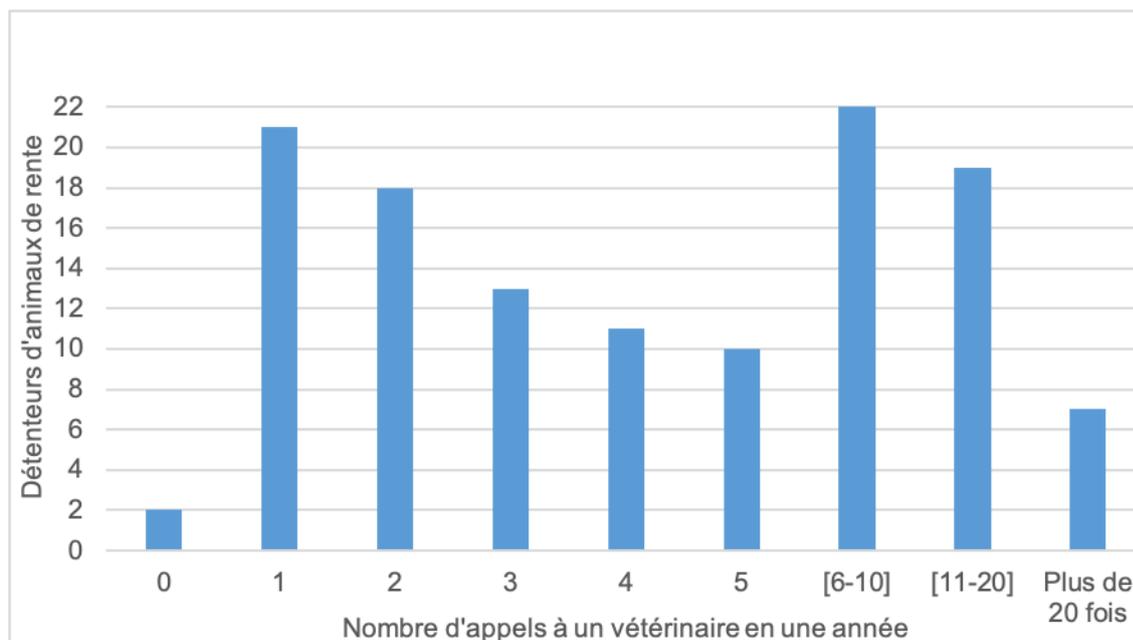
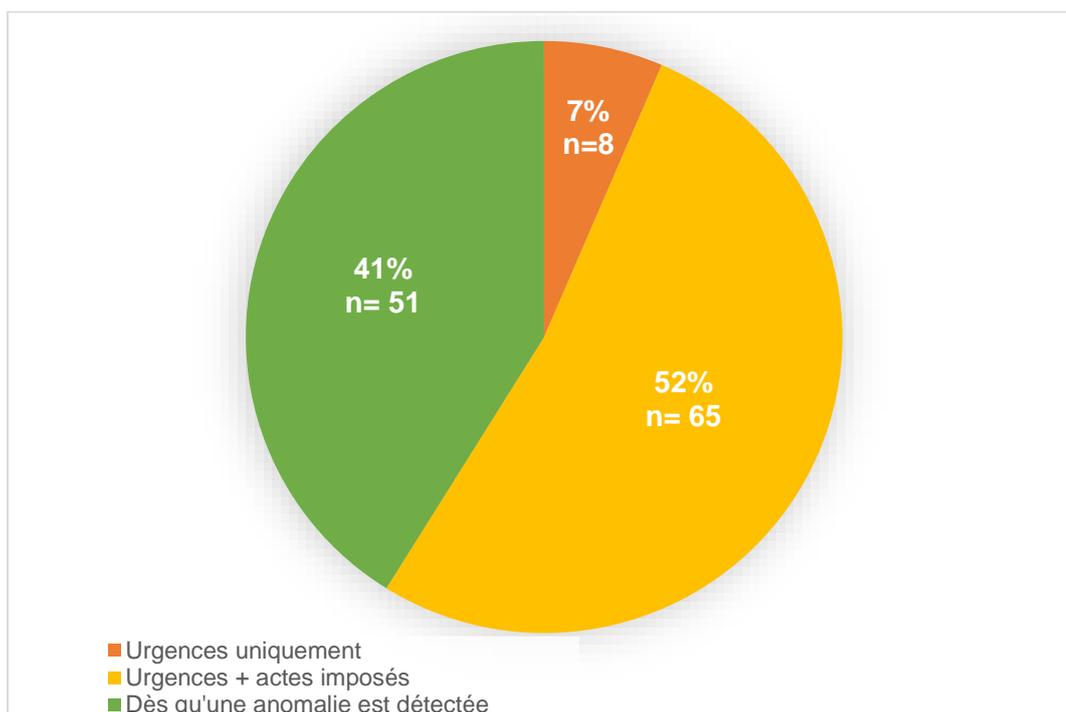
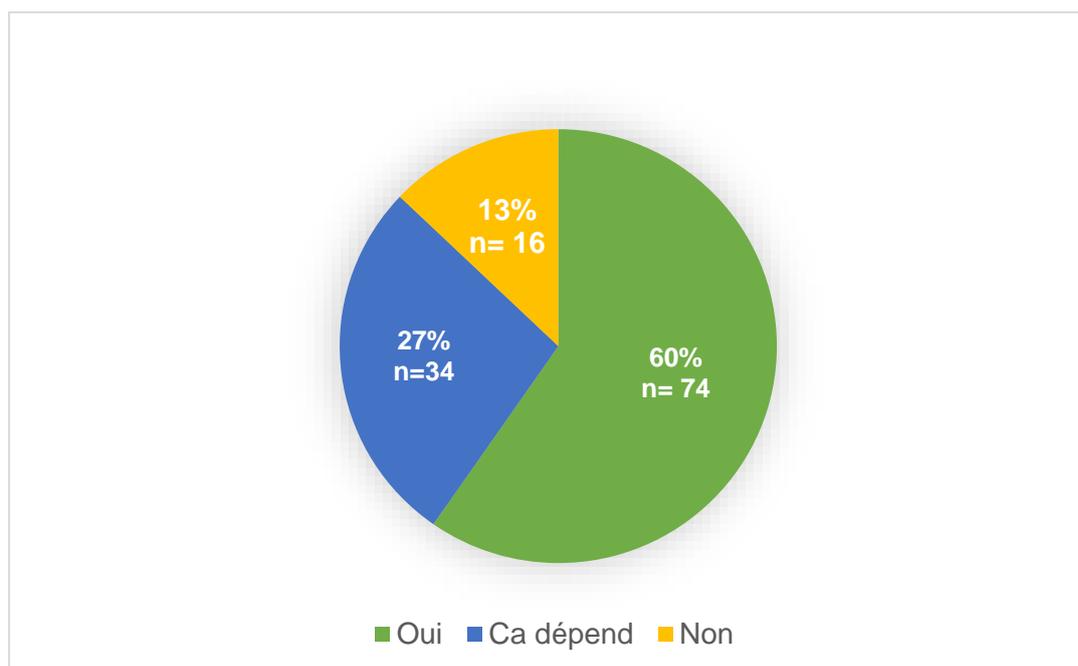


Figure n°34 : Répartition des détenteurs d'animaux en fonction du type d'interventions pour lesquelles ils sollicitent un vétérinaire (N=124)



Dans la **Figure n°34**, les actes imposés correspondent aux actes exigés par le gouvernement, à savoir la prophylaxie, la visite sanitaire ou encore le protocole de soins.

Figure n°35 : Répartition des détenteurs d'animaux selon qu'ils font appel ou non au même cabinet vétérinaire pour les visites classiques et pour les urgences (N=124)

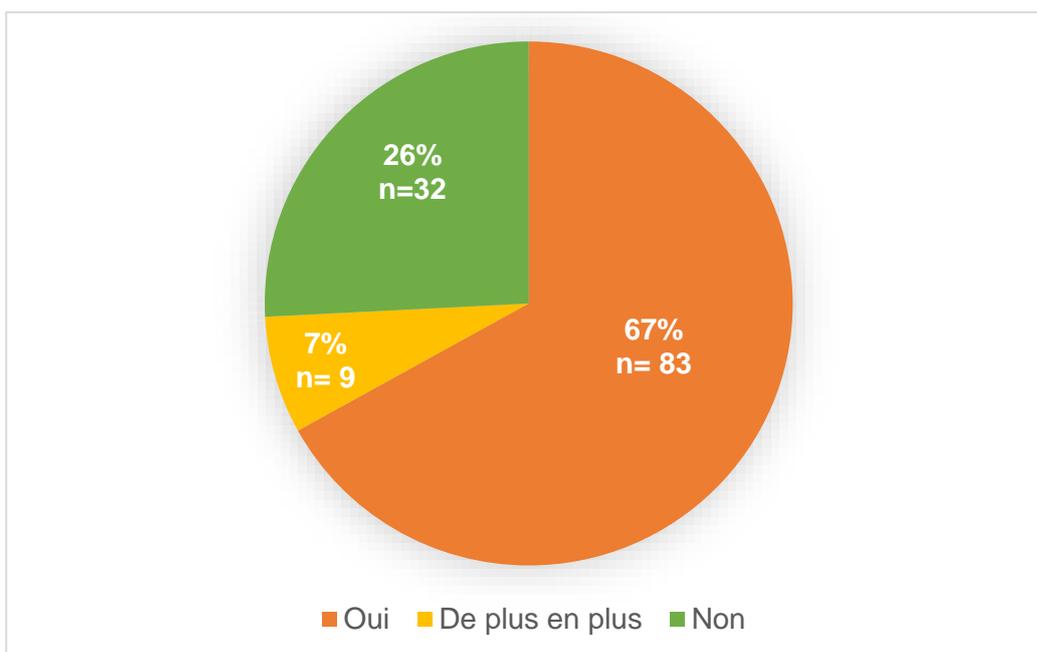


2.1.4. Analyse de la facilité d'accès au service vétérinaire pour les détenteurs d'animaux de rente

Nous avons étudié dans un quatrième temps la facilité d'accès au service vétérinaire pour les animaux de rente en Ile-de-France. Pour cela, nous nous sommes intéressés à différents points.

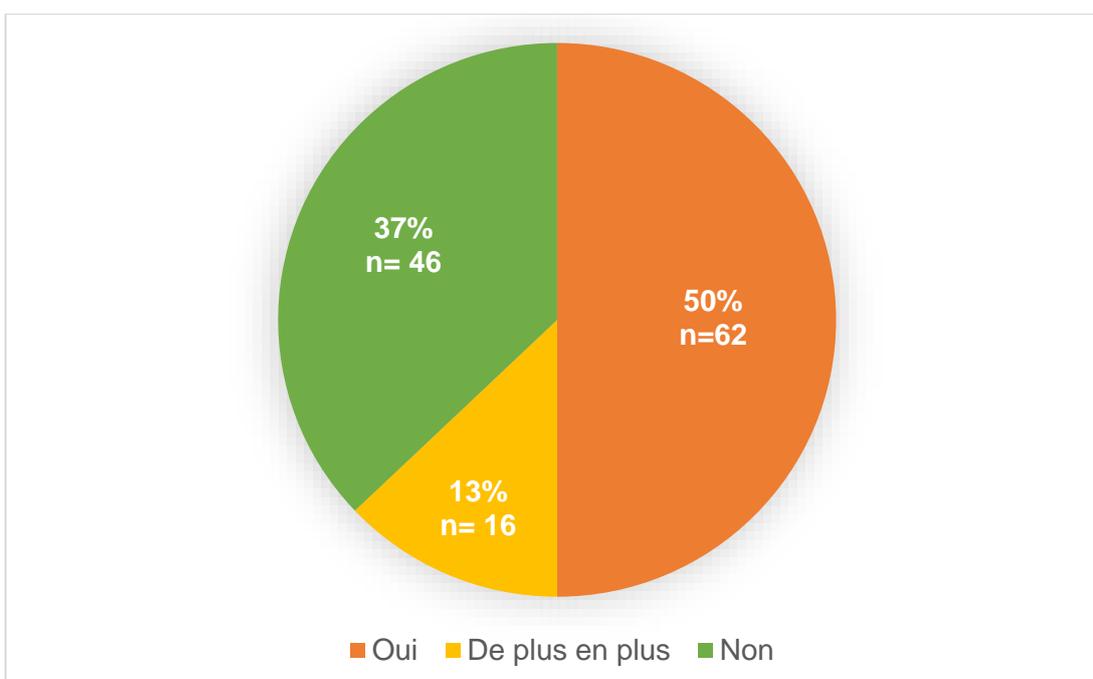
Nous avons d'abord souhaité savoir si les détenteurs d'animaux de rente éprouvaient des difficultés à trouver des vétérinaires en Ile-de-France acceptant de prendre en charge leurs animaux. Les résultats sont regroupés dans la **Figure n°36**. Nous pouvons ainsi constater que plus des deux-tiers des détenteurs d'animaux de rente affirment avoir des difficultés à trouver un vétérinaire acceptant de s'occuper de leurs animaux.

Figure n°36 : Répartition des détenteurs d'animaux de rente selon qu'ils rencontrent ou non des difficultés à trouver un vétérinaire en Ile-de-France prenant en charge les animaux de rente (N=124)



Nous avons également voulu savoir si les détenteurs d'animaux éprouvaient des difficultés à trouver des vétérinaires disponibles quand ils en avaient besoin. Les résultats sont exposés dans la **Figure n°37**. Seuls 46 détenteurs d'animaux de rente sur 124 considèrent ne pas rencontrer de difficultés à faire soigner leurs animaux au moment où ils en éprouvent le besoin.

Figure n° 37 : Répartition des détenteurs d'animaux selon qu'ils éprouvent ou non des difficultés à trouver un vétérinaire disponible quand ils en ont besoin (N=124)



Par ailleurs, nous avons voulu savoir s'il arrivait aux détenteurs d'animaux de rente en Ile-de-France de faire appel à l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort. En cas de réponse positive, il leur était demandé de préciser pourquoi ils y faisaient appel. Ainsi, 24% d'entre eux ont répondu qu'ils faisaient appel à l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort. Les différentes raisons qu'ils ont évoquées sont résumées dans le **Tableau n°5**.

Tableau n°5 : Résumé des raisons pour lesquelles les détenteurs d'animaux de rente font appel à l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort

Raisons pour lesquelles les détenteurs d'animaux de rente font appel à l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort	Nombre de détenteurs d'animaux de rente sur les 30 ayant répondu qu'ils faisaient appel à l'Ecole Nationale vétérinaire d'Alfort
Aucun autre vétérinaire de disponible au moment souhaité	9
Centre de référés, afin de pousser le diagnostic	11
Aucun autre vétérinaire acceptant de prendre en charge les animaux de rente	18
Vétérinaires les plus proches d'un point de vue géographique	8
Vétérinaires intervenant pour des services précis non assurés par le cabinet vétérinaire habituel (suivi de reproduction par exemple)	2
Prix du service moins élevé que dans les cabinets vétérinaires habituels	1
Ecole Nationale vétérinaire qui assure le rôle de vétérinaire sanitaire	2
Possibilité d'hospitaliser les animaux malades si besoin	1

Dans la même logique que la question précédente, nous avons également voulu savoir si les détenteurs d'animaux de rente en Ile-de-France faisaient appel à des cabinets vétérinaires provenant d'autres régions. En cas de réponse positive, il leur était demandé de préciser pourquoi ils faisaient appel à ces derniers. Ainsi, 40 détenteurs d'animaux de rente ont ainsi de façon affirmative à la question posée. Les réponses sont regroupées au niveau de la **Figure n°38** et du **Tableau n°6**.

Figure n°38 : Répartition des détenteurs d'animaux en fonction de la fréquence à laquelle ils font appel à un vétérinaire provenant d'une région autre que la région Ile-de-France (N=124)

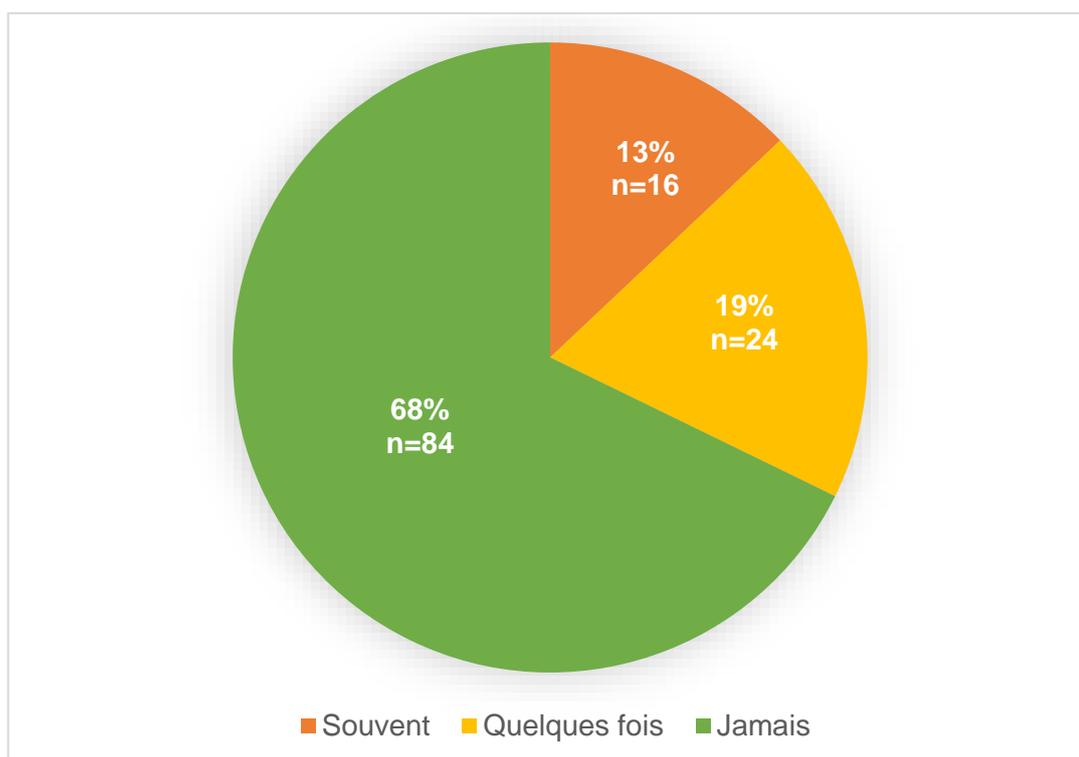


Tableau n°6 : Résumé des raisons pour lesquelles les détenteurs d'animaux de rente font appel à des vétérinaires provenant d'une région autre que la région Ile-de-France

Raisons pour lesquelles les détenteurs d'animaux de rente font appel à un vétérinaire d'une autre région	Nombre de détenteurs d'animaux de rente sur les 30 ayant répondu qu'ils faisaient appel à un vétérinaire d'une autre région
Aucun autre vétérinaire acceptant de prendre en charge les animaux de rente	17
Vétérinaires les plus proches d'un point de vue géographique	17
Vétérinaires intervenant pour des services précis non assurés par le cabinet vétérinaire habituel (suivi de reproduction par exemple)	3
Aucun autre vétérinaire de disponible au moment souhaité	8
Pas de satisfaction dans le service proposé en IDF	4

Dans un dernier temps, nous avons souhaité savoir si les détenteurs d'animaux de rente avaient arrêté de travailler avec certains cabinets vétérinaires au cours de ces dix dernières années : 40% ont répondu à cette question de façon positive. Nous avons alors souhaité connaître les raisons pour lesquelles ils avaient arrêté de travailler avec ces cabinets vétérinaires. Les réponses sont regroupées dans le **Tableau n°7**.

Tableau n°7 : Résumé des raisons pour lesquelles les détenteurs d'animaux de rente ont arrêté de travailler avec certains cabinets vétérinaires ces dix dernières années

Raisons pour lesquelles les détenteurs d'animaux de rente ont arrêté de travailler avec certains cabinets vétérinaires ces dix dernières années	Nombre de détenteurs d'animaux de rente sur les 50 ayant répondu positivement à la question
Arrêt de l'activité rurale par le cabinet vétérinaire	19
Mécontentement face au service proposé	27
Départ à la retraite des vétérinaires qui s'occupaient de la pratique rurale dans le cabinet	12

2.1.5. La question du maillage vétérinaire en Ile-de-France

Dans un cinquième et dernier temps, nous avons souhaité savoir si les détenteurs d'animaux de rente se sentaient concernés par la problématique du maillage vétérinaire en Ile-de-France.

Pour ce faire, nous leur avons d'abord demandé s'ils avaient déjà entendu parler du manque de vétérinaires ruraux en France. Ainsi, 90% d'entre eux ont répondu par l'affirmative à cette question. Nous avons ensuite demandé aux 111 détenteurs d'animaux de rente ayant répondu oui à la question précédente s'ils se sentaient concernés par cette problématique. Ce sont 86% d'entre eux qui ont répondu oui à la question. Enfin, dans une dernière question, nous avons souhaité laisser les détenteurs d'animaux de rente s'exprimer librement. Ils pouvaient ainsi donner leur point de vue concernant le maillage vétérinaire en Ile-de-France, proposer d'éventuelles solutions ou encore, nous faire part d'éventuelles remarques concernant leur situation actuelle. Les réponses sont résumées dans le **Tableau n°8** et le **Tableau n°9**.

Tableau n°8 : Résumé des remarques faites par les détenteurs d'animaux de rente

Remarques faites par les détenteurs d'animaux de rente	Nombre de détenteurs d'animaux de rente sur les 45 ayant répondu
Vétérinaires non compétents pour soigner les animaux de rente	6
Pas assez de vétérinaires acceptant de soigner les animaux de rente, ce qui implique une absence de suivi, une intervention que pour les urgences, des animaux pas soignés aussi fréquemment que souhaité et des détenteurs d'animaux de rente souvent obligés de se débrouiller tout seuls	9
Pas de repreneurs de l'activité rurale après le départ à la retraite du vétérinaire en charge	3
Cabinets vétérinaires acceptant de prendre en charge les animaux de rente situés trop loin, ce qui implique souvent un refus de prise en charge des animaux, un refus de prise en charge des animaux quand il n'y en a pas assez à voir en même temps, un délai d'intervention souvent trop long pour les urgences	13
Difficultés à trouver un vétérinaire sanitaire	1
Métier de vétérinaire pour les animaux de rente trop difficile et qui présente trop de contraintes : les jeunes ne sont plus motivés par cet aspect du métier	3
Obligation d'avoir recours au vétérinaire de la maison d'élevage qui ne peut pas toujours se déplacer	3

Tableau n°9 : Résumé des idées de solutions proposées par les détenteurs d'animaux de rente à la problématique du maillage vétérinaire en Ile-de-France

Solutions proposées par les détenteurs d'animaux de rente	Nombre de détenteurs d'animaux de rente sur les 45 ayant répondu
Mise en place de cabinets vétérinaires mobiles, qui permettraient de prendre en charge des élevages un peu partout en Ile-de-France	2
Mise en place d'aides financières de la part de la Région aux communes pour l'installation des vétérinaires ruraux (même modèle qu'en médecine humaine)	1
Intervention plus importante de l'Ecole vétérinaire d'Alfort auprès des élevages en Ile-de-France	3
Communiquer sur le métier de vétérinaire rural auprès du grand public	2
Faciliter l'accès au métier de vétérinaire pour les jeunes présentant un intérêt pour la branche rurale du métier	1
Renforcer le lien entre la chambre d'agriculture et les élevages	1
Assurer une meilleure assistance auprès des détenteurs d'animaux de rente non professionnels	3
Assurer des formations auprès des détenteurs d'animaux de rente non professionnels	3
Mise en place d'un site internet qui répertorie les structures vétérinaires acceptant d'intervenir auprès des animaux de rente	1

2.2. Résultats du questionnaire auprès des vétérinaires praticiens exerçant en Ile-de-France

2.2.1. Nombre et origine géographique des vétérinaires en fonction des populations enquêtées

2.2.1.1. Nombre de personnes ayant répondu

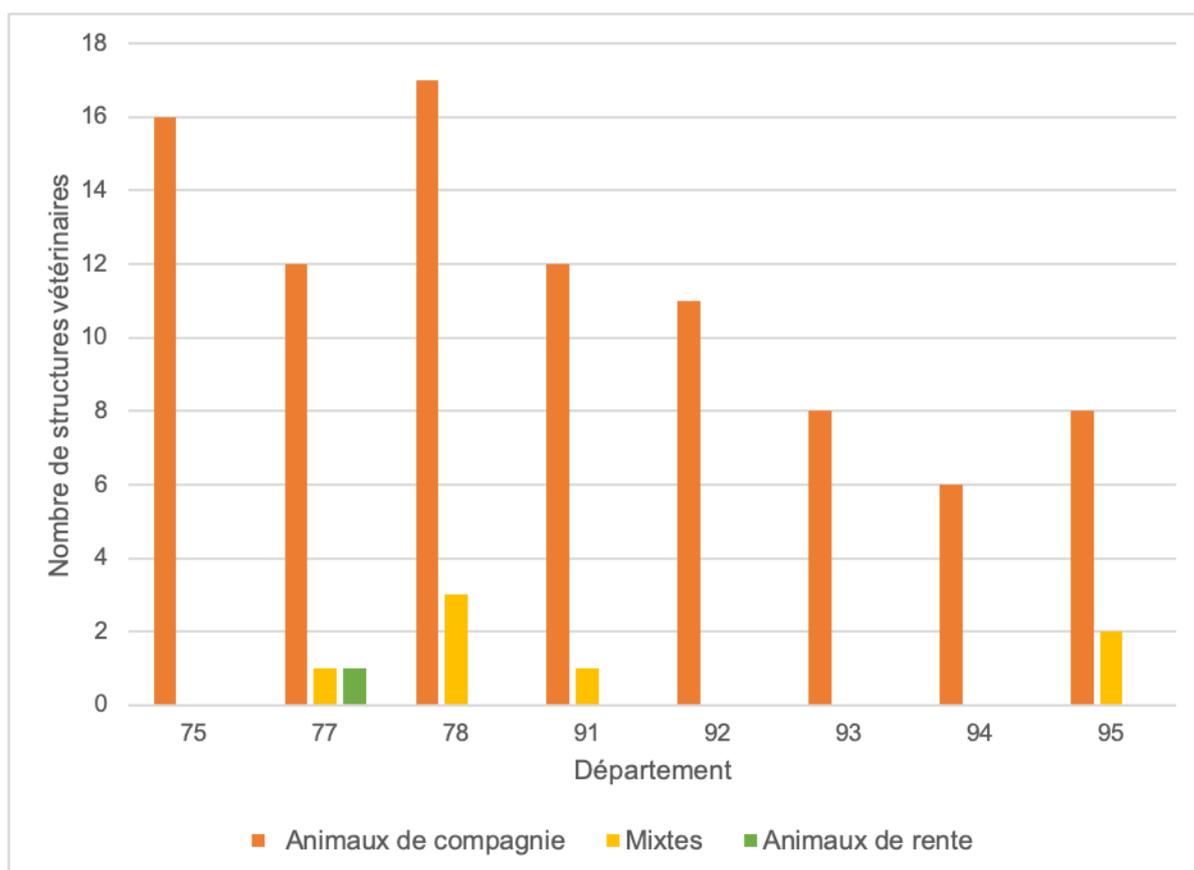
Nous avons reçu au total 117 réponses de vétérinaires pratiquant en Ile-de-France. Ces 117 vétérinaires se répartissaient parmi 98 cabinets vétérinaires. Le questionnaire a été envoyé à l'ensemble des vétérinaires praticiens d'Ile-de-France, ce qui nous fait un taux de réponse d'environ 5%. Ce taux nous semble assez raisonnable.

Au début de chaque questionnaire, nous avons demandé aux personnes enquêtées de préciser le type d'animaux qu'ils prenaient en charge dans leurs structures. Ainsi, parmi les 98 cabinets vétérinaires, 90 d'entre eux prennent en charge les animaux de compagnie, un prend en charge les animaux de rente et sept s'occupent à la fois des animaux de compagnie et des animaux de rente. Enfin, parmi les 90 cabinets vétérinaires qui prennent en charge les animaux de compagnie uniquement, neuf affirment avoir déjà eu une activité rurale par le passé.

2.2.1.2. Répartition géographique des populations enquêtées

Au début de chaque questionnaire, nous nous sommes également intéressés aux localisations géographiques des différents cabinets vétérinaires. Ces résultats sont résumés dans la **Figure n°39**. Ainsi, on observe une répartition plutôt homogène des cabinets vétérinaires en Ile-de-France. On remarque cependant que les cabinets vétérinaires présentant une activité mixte sont absents des départements composant Paris et sa petite couronne (départements 92, 93 et 94).

Figure n°39 : Répartition des cabinets vétérinaires d'Ile-de-France en fonction de leur localisation géographique (N=98)



Comme expliqué plus haut, nous avons décidé de scinder la suite du questionnaire destiné aux vétérinaires en deux sous-questionnaires : un premier sous-questionnaire à destination des vétérinaires ne prenant pas en charge les animaux de rente, et un deuxième sous-questionnaire à destination des vétérinaires prenant en charge les animaux de rente.

2.2.2. Enquête menée auprès des cabinets vétérinaires assurant une activité canine et ayant déjà eu une activité vétérinaire rurale par le passé

Nous avons souhaité savoir quand et pourquoi les cabinets vétérinaires canins ayant affirmé qu'ils avaient eu une activité rurale par le passé avaient cessé cette activité. Les résultats sont résumés dans la **Figure n°40** et dans le **Tableau n°10**.

Figure n°40 : Nombre de cabinets vétérinaires canins ayant arrêté leur activité rurale en fonction de l'année d'arrêt de l'activité rurale (N=10)

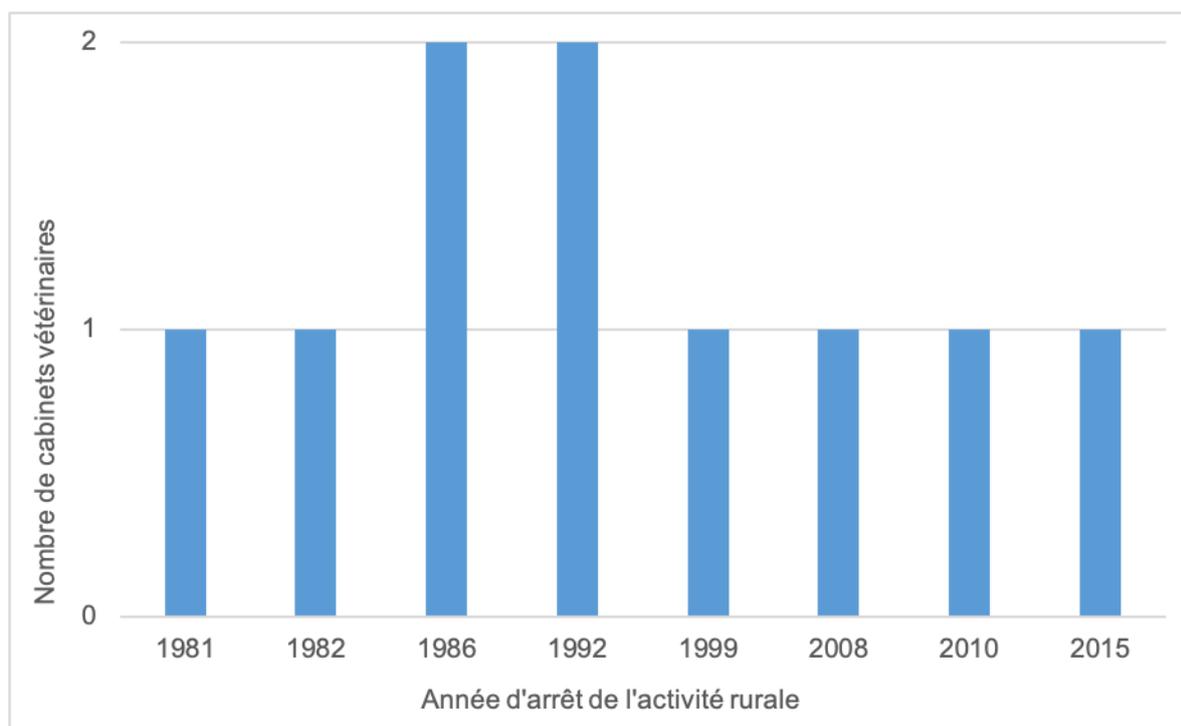


Tableau n°10 : Résumé des raisons pour lesquelles les cabinets vétérinaires canins ont arrêté leur activité rurale

Raisons avancées par les vétérinaires canins ayant arrêté leur activité rurale	Nombre de vétérinaires sur les neuf ayant répondu
Pas de reprise de l'activité rurale suite au départ des vétérinaires en charge de l'activité rurale (retraite, déménagement, etc.)	4
Activité rurale qui présente trop de contraintes pour être maintenue (trop de kilomètres entre les différents élevages, pas de service de garde permettant de gérer les urgences en rurale...)	3
Pas assez d'élevages autour pour continuer une vraie activité rurale	1
Mariage en zone urbaine	1

2.2.3. Enquête menée auprès des cabinets vétérinaires assurant une activité mixte ou rurale

2.2.3.1. Caractéristiques de la population vétérinaire mixte et rurale en Ile-de-France

Dans un premier temps, nous avons fait le choix d'étudier les caractéristiques des vétérinaires assurant une activité mixte ou rurale en Ile-de-France. Pour cela, nous avons souhaité savoir combien de vétérinaires assuraient l'activité mixte ou rurale au sein du cabinet, leur sexe et leur âge. Les résultats sont présentés au niveau du **Tableau n°11**, de la **Figure n°41** et de la **Figure n°42**. Il nous semble intéressant de mettre en lumière la valeur très faible de la majorité des Equivalents Temps Plein (ETP) que représente l'activité rurale de chaque cabinet. Les trois quarts d'entre eux estiment ainsi que leur activité rurale représente moins d'un ETP. Par ailleurs, il est intéressant de noter la concordance des données collectées dans ce questionnaire concernant l'âge et le sexe des vétérinaires ayant une activité rurale avec les données exposées dans notre partie bibliographique. Ainsi, la majorité des vétérinaires ayant une activité mixte ou rurale en Ile-de-France sont des individus de sexe masculin et ayant plus de 40 ans.

Tableau n°11 : Caractéristiques des vétérinaires assurant une activité mixte ou rurale en Ile-de-France

Nombre de vétérinaires exerçant au sein du cabinet vétérinaire	Nombre de vétérinaires assurant une activité rurale au sein du cabinet vétérinaire	Nombre d'Equivalent Temps Plein que représente l'activité rurale du cabinet
5	2	0,5
4	1	0,01
4	2	0,01
3	3	3
3	3	0,1
2	2	1
2	2	0,1
1	1	0,1

Figure n°41: Répartition des vétérinaires ayant une activité mixte ou rurale en fonction de leur sexe (N=16)

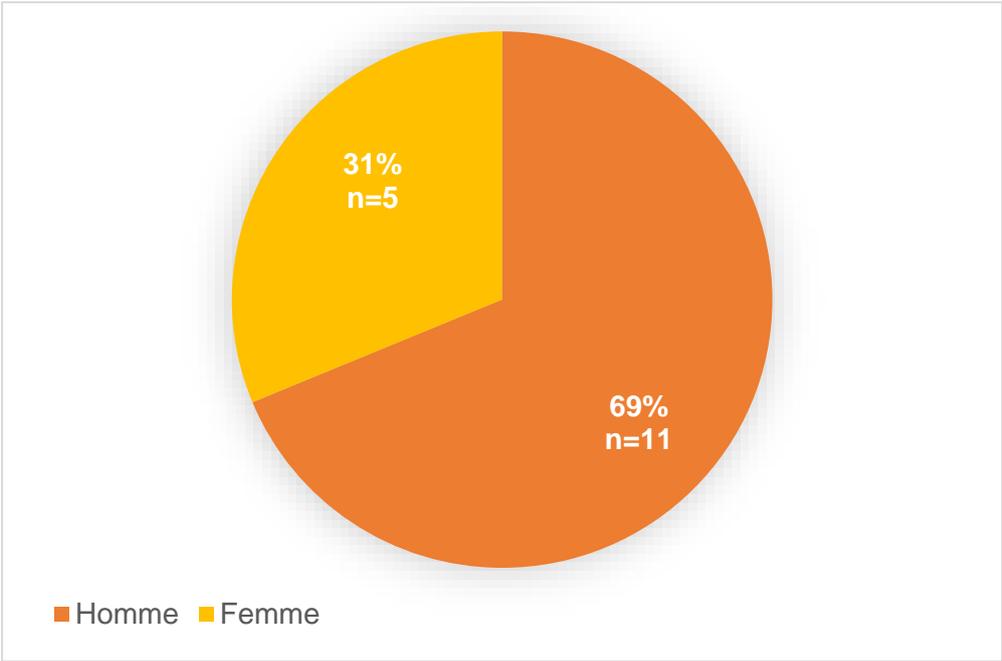
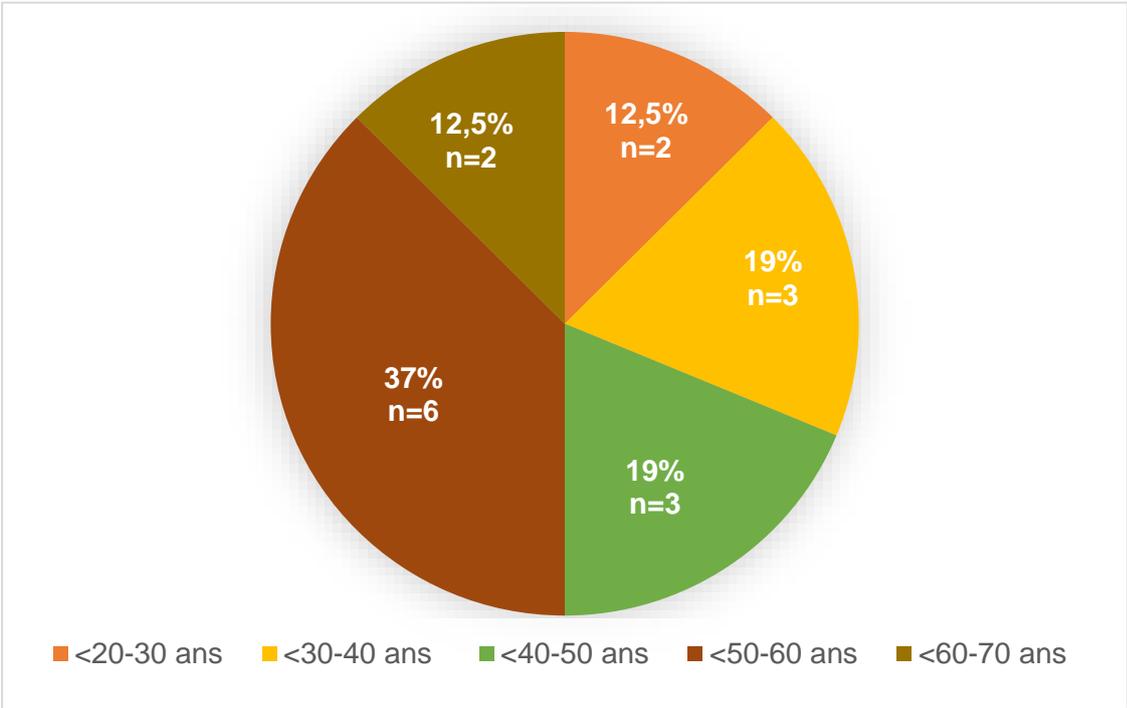


Figure n°42 : Répartition des vétérinaires ayant une activité mixte ou rurale en fonction de leur tranche d'âge (N=16)



2.2.3.2. Caractéristiques géographiques de la clientèle rurale des cabinets vétérinaires présentant une activité mixte ou rurale

Dans un second temps, nous avons souhaité connaître les caractéristiques géographiques de la clientèle rurale des cabinets vétérinaires présentant une activité mixte ou rurale. Nous avons ainsi voulu connaître la distance qui séparait les cabinets vétérinaires de leur client le plus proche, mais également de leur client le plus éloigné. Nous avons également souhaité connaître la répartition géographique globale des clients ruraux autour du cabinet vétérinaire. Les résultats sont regroupés au niveau de la **Figure n°43** et de la **Figure n°44**.

Nous pouvons ainsi observer que la majorité des clients ruraux les plus proches se trouvent à moins de 5 km de leur cabinet vétérinaire, alors que la majorité des clients ruraux les plus éloignés se trouvent au moins à plus de 40 km de leur cabinet vétérinaire, dont 40% se trouvent à plus de 50 km. Enfin, la totalité des vétérinaires mixtes ou ruraux ont affirmé que leurs clients ruraux se répartissent de façon éparpillée autour du cabinet vétérinaire, avec de nombreux kms les séparant les uns les autres.

Figure n°43 : Répartition des clients possédant des animaux de rente les plus proches des cabinets vétérinaires prenant en charge leurs animaux en fonction de la distance les séparant de ces derniers (N=8)

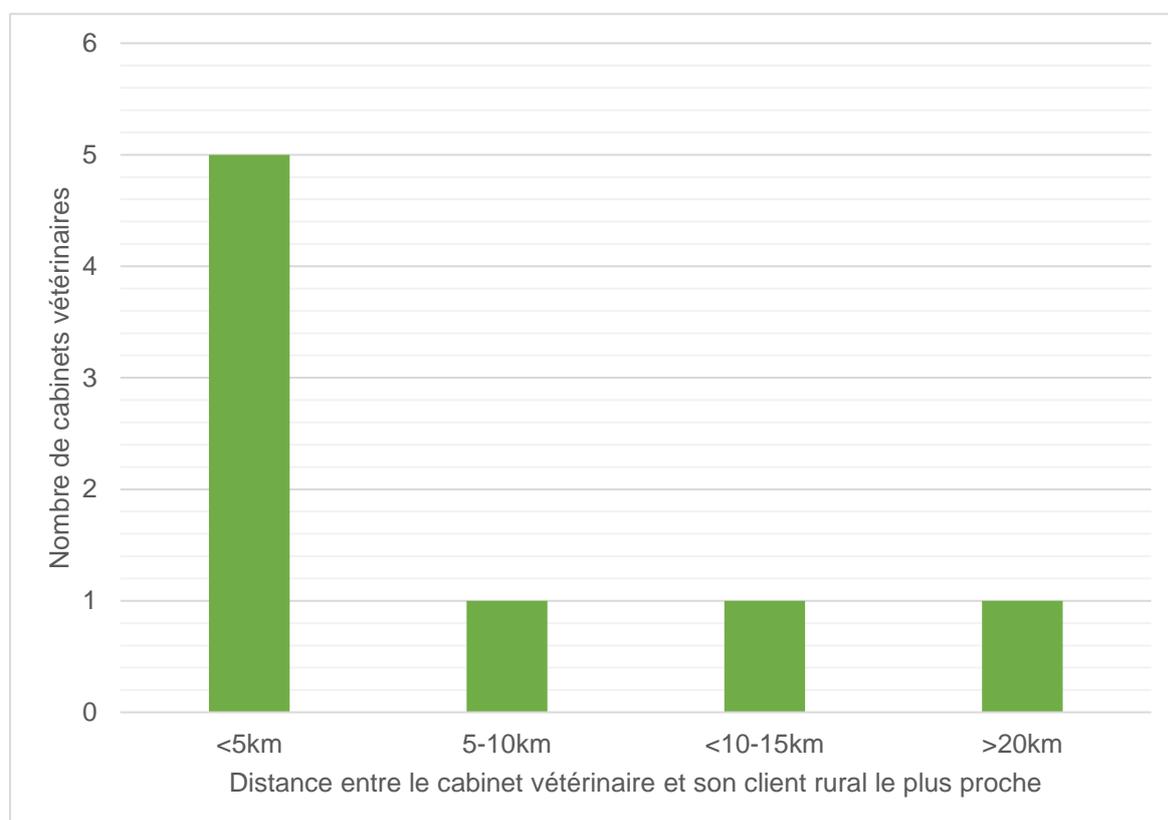
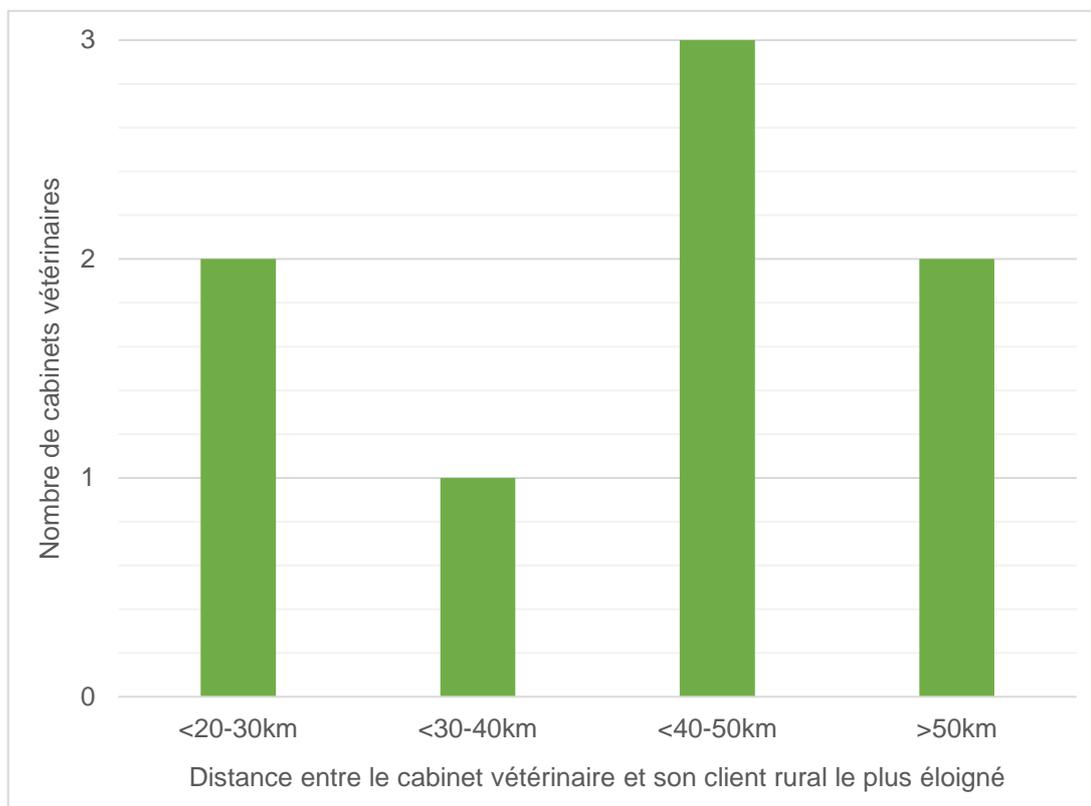


Figure n°44 : Répartition des clients possédant des animaux de rente les plus éloignés des cabinets vétérinaires prenant en charge leurs animaux en fonction de la distance les séparant de ces derniers (N=8)



2.2.3.3. *Evaluation du ressenti des vétérinaires mixtes ou ruraux concernant leur exercice rural*

Dans un dernier temps, nous avons souhaité évaluer le ressenti des vétérinaires ruraux ou mixtes concernant leur exercice vétérinaire rural. Pour ce faire, nous nous sommes intéressés au pourcentage de chiffre d'affaires que représente l'activité rurale du cabinet par rapport à l'activité canine. Les réponses sont regroupées au niveau du **Tableau n°12**. Nous avons également voulu savoir si les vétérinaires considéraient que leur activité rurale est suffisamment rentable comparée au temps et aux investissements qu'ils y consacrent : 88% d'entre eux soutiennent que non.

Tableau n°12: Pourcentage du chiffre d'affaire des cabinets vétérinaires que représente leur activité rurale par rapport à leur activité canine

Pourcentage du chiffre d'affaire du cabinet vétérinaire que représente la rurale	<1%	3%	5%	17%	95%	100%
Nombre de cabinets vétérinaires	2	2	1	1	1	1

Enfin, dans un dernier temps, nous avons souhaité savoir si les vétérinaires enquêtés comptaient poursuivre leur activité rurale dans les 10 prochaines années. En cas de réponse négative ou de doute, nous leur avons demandé de préciser leur pensée dans une deuxième question. Les résultats sont présentés au moyen de la **Figure n°45** et du **Tableau n°13**. Nous

pouvons ainsi observer que la pérennité de l'activité rurale est remise en question dans 75% des cabinets vétérinaires enquêtés. Par ailleurs, les raisons évoquées dans le **Tableau n°13** sont cohérentes avec les études faites plus haut.

Figure n°45: Représentation des réponses des vétérinaires concernant la question de savoir s'ils comptent ou non continuer leur activité rurale pour les dix prochaines années (N=8)

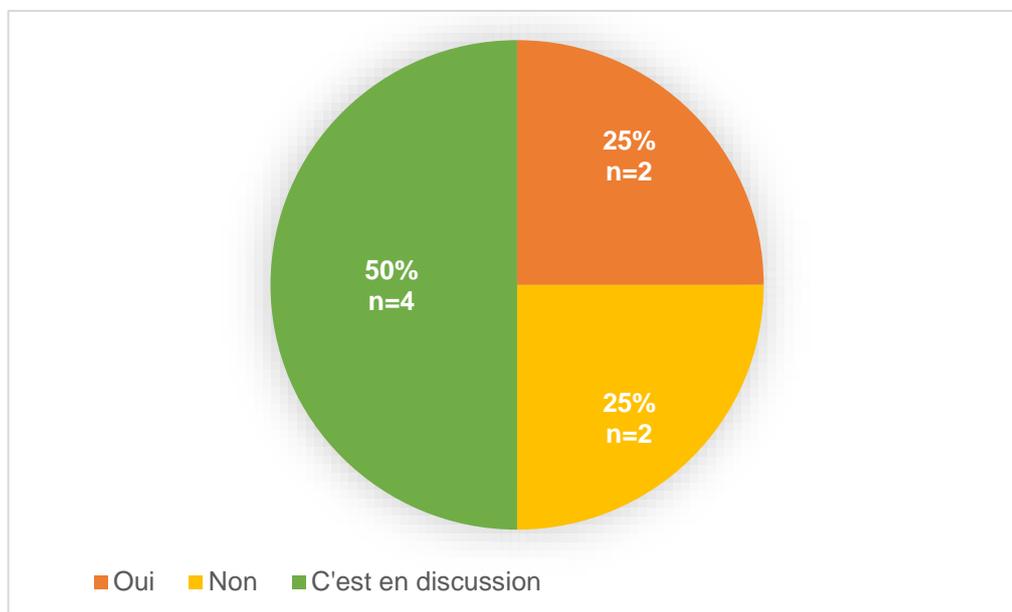


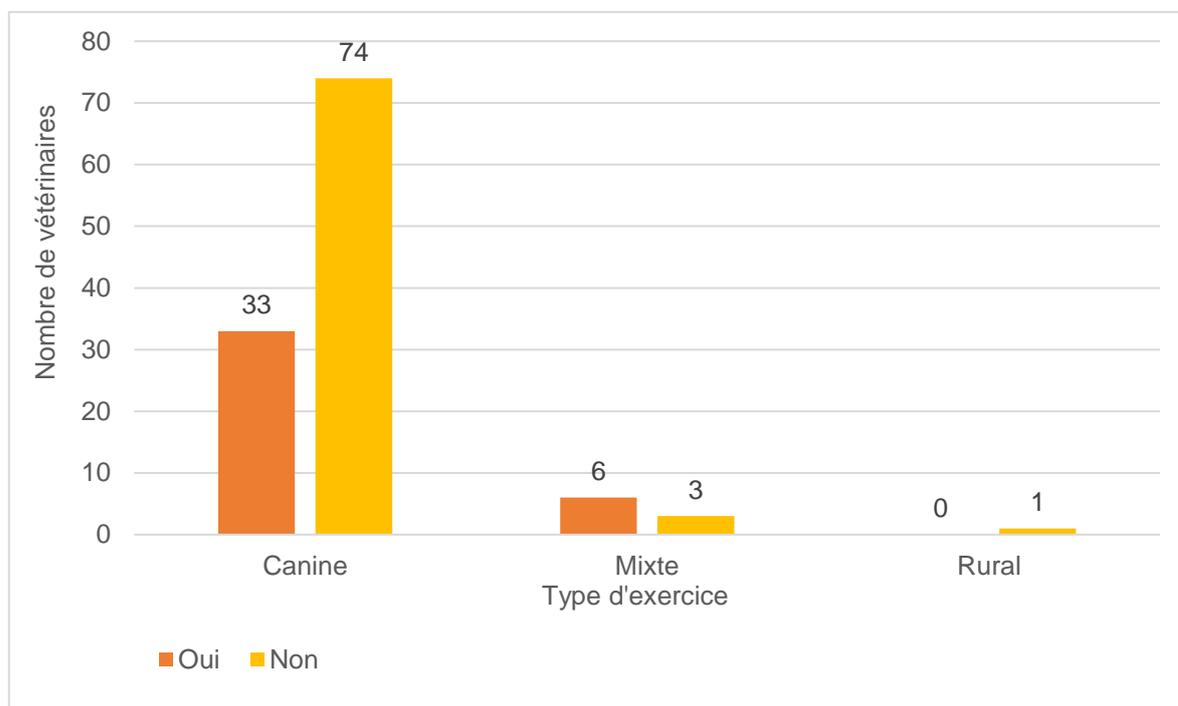
Tableau n°13 : Résumé des raisons pour lesquelles les vétérinaires enquêtés ont répondu « non » ou « c'est en discussion » à la question concernant la continuation de leur activité rurale (question à choix multiples)

Raisons données par les vétérinaires mixtes ou ruraux	Manque de renouvellement dû à une difficulté à trouver des vétérinaires acceptant de soigner des animaux de rente	Pas assez d'élevages autour pour continuer une vraie activité mixte ou rurale	Manque d'effectif: les vétérinaires qui assurent aujourd'hui une activité mixte ou rurale seront partis en retraite d'ici là	Raisons économiques (la rurale ne rapporte pas assez/ demande trop d'investissements)	L'activité rurale présente trop de contraintes pour continuer (trop de kilomètres entre les différents élevages, pas de service de garde permettant de gérer les urgences en rurale...)
Nombre de vétérinaires mixtes ou ruraux	3	3	3	4	3

2.2.4. La problématique du maillage vétérinaire en Ile-de-France

Comme demandé auparavant dans le questionnaire destiné aux détenteurs d'animaux de rente, nous avons souhaité savoir si les vétérinaires enquêtés se sentaient concernés par la problématique du maillage vétérinaire. Les résultats sont résumés au niveau de la **Figure n°46**.

Figure n°46 : Représentation des réponses des vétérinaires concernant la question de savoir si oui ou non ils se sentent concernés par la problématique du maillage vétérinaire en fonction de leur type d'exercice (N=117)



Comme précédemment également, nous avons souhaité laisser les vétérinaires enquêtés s'exprimer librement. Ils pouvaient ainsi donner leur point de vue concernant le maillage vétérinaire en Ile-de-France, proposer d'éventuelles solutions ou encore nous faire part d'éventuelles remarques concernant leur situation actuelle. Les réponses sont résumées dans le **Tableau n°14** et le **Tableau n°15**.

Tableau n°14 : Résumé des remarques faites par les vétérinaires enquêtés

Remarques faites par les vétérinaires se sentant concernés par la problématique du maillage vétérinaire	Nombre de vétérinaires sur les 22 ayant répondu en fonction de leur domaine d'exercice
Difficultés à répondre aux demandes des détenteurs d'animaux de rente, qui sont souvent désespérés	6 vétérinaires canins
Trop peu de vétérinaires mixtes ou ruraux	6 vétérinaires canins 1 vétérinaire mixte ou rural
Trop peu de jeunes vétérinaires intéressés par la pratique rurale	2 vétérinaires canins 1 vétérinaire mixte ou rural
Trop de contraintes dans la pratique rurale (distances trop élevées entre les élevages, formalités administratives trop importantes et inadaptées, impossibilité de prendre de vacances due à une impossibilité de remplacement pour assurer la continuité de soins)	2 vétérinaires canins 6 vétérinaires mixtes ou ruraux
Exercice rural trop peu rentable	1 vétérinaire canin 4 vétérinaires ruraux
Trop peu de reconnaissance de la part des éleveurs et de l'administration	1 vétérinaire rural

Tableau n°15 : Résumé des idées de solutions proposées par les vétérinaires enquêtés à la problématique du maillage vétérinaire en Ile-de-France

Suggestions faites par les vétérinaires se sentant concernés par la problématique du maillage vétérinaire	Nombre de vétérinaires sur les 9 ayant répondu en fonction de leur domaine d'exercice
Modifier la formation vétérinaire: stages en clientèle rurale à encourager au cours des années d'école	1 vétérinaire canin
Conférences et formations pratiques rurales à mettre en place auprès des praticiens canins notamment	1 vétérinaire canin
Subventions pour les vétérinaires ruraux, ou a minima suppression de certaines taxes (URSSAF, TVA...)	3 vétérinaires canins 3 vétérinaires ruraux
Mise en place de parrainage d'étudiant	1 vétérinaire rural
Mise en place d'un suivi rural itinérant fait par l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort pour assurer les gardes de nuit et le week-end	1 vétérinaire rural

3. Discussion

Avant de mettre un terme à notre travail, nous allons maintenant discuter différents points. Dans un premier temps, nous allons détailler l'ensemble des biais de notre enquête qui imposent une limite à l'interprétation que nous pouvons faire des résultats. Dans un second temps, nous reviendrons sur la façon dont nous avons réalisé notre enquête. Pour finir, nous étudierons les différentes conclusions que nous pouvons tirer de notre travail.

3.1. Existence de biais

Il nous semble primordial de rappeler le fait que, dans l'ensemble de l'interprétation de notre travail, seules des tendances générales ont pu être mises en lumière. De ce fait, aucune conclusion franche ou absolue n'a pu être émise. Nous pouvons expliquer cela par l'existence de plusieurs biais qui n'ont malheureusement pas pu être évités.

Dans un premier temps, nous avons relevé un biais d'échantillonnage des populations, notamment concernant la population des détenteurs d'animaux de rente. En effet, il nous a été impossible d'identifier et d'entrer en contact avec la totalité des détenteurs d'animaux de rente d'Ile-de-France. Les répondants ne sont donc pas entièrement représentatifs de la population que nous avons ciblée au départ, puisque toutes les personnes n'ont pas eu la même probabilité de faire partie de l'étude. Il en va de même pour la population des vétérinaires exerçant en Ile-de-France, dans une moindre mesure.

Ce biais d'échantillonnage est dû à un biais d'exposition des populations cibles au questionnaire. En effet, nous nous sommes trouvés dans l'impossibilité de contrôler la diffusion du questionnaire par les différents acteurs que nous avons sollicités pour chaque questionnaire.

3.2. Matériels et méthodes

Le premier point qui nous semble important de souligner concerne le nombre de résultats obtenus. En effet, le taux de réponse concernant les questionnaires destinés à la fois aux vétérinaires exerçant en Ile-de-France et aux détenteurs d'animaux de rente sont assez éloignés de ce à quoi nous nous attendions.

En effet, nous avons été agréablement surpris par le taux de réponse pour les détenteurs d'animaux de rente, qui s'élève à 15%. Nous avons rencontré beaucoup de difficultés à obtenir des réponses pour la diffusion de nos questionnaires et nous ne nous attendions pas à un tel taux de réponse. Par ailleurs, de nombreux répondants nous ont contacté en parallèle par mail afin de nous partager leur enthousiasme concernant la démarche de ce questionnaire, et ont demandé s'ils pouvaient avoir des retours sur l'enquête menée.

Le taux de réponse pour le questionnaire vétérinaires s'élève à 5%. A l'instar du questionnaire éleveurs, ce faible taux nous a également surpris. En effet, nous nous attendions à un taux beaucoup plus élevé compte tenu de l'actualité du sujet étudié dans notre questionnaire. Ce faible taux est peut-être dû à une mauvaise communication de notre part. Il existe déjà quelques pistes de solutions. En effet, l'Ordre National des Vétérinaires met à la disposition des vétérinaires une adresse mail professionnelle qui remplace automatiquement l'adresse mail étudiante fournie par les quatre écoles vétérinaires dès la première année d'école. Cependant, cette adresse mail n'est proposée aux étudiants que lors du début de leur première année d'école. Ainsi, la plupart de ces derniers finissent par oublier jusqu'à l'existence de cette adresse mail. Or, une adresse mail

professionnelle qui n'est pas utilisée finit par se désactiver. Il serait sûrement utile de rappeler l'existence de cette adresse mail au cours des années d'école des étudiants. Nous aurions ainsi pu entrer directement en contact avec les vétérinaires. Par ailleurs, avec la démocratisation des réseaux sociaux, il aurait été beaucoup plus simple de communiquer autour du questionnaire, à condition que l'Ordre se crée une visibilité sur ces mêmes réseaux.

3.3. Conclusions permises par cette étude

3.3.1. Questionnaire détenteurs d'animaux de rente

En Ile-de-France, l'activité rurale se divise entre plusieurs types d'activités : ainsi, les détenteurs d'animaux de rente ne sont plus représentés seulement pas les éleveurs, mais également par des propriétaires particuliers, par des fermes pédagogiques ou encore des entreprises d'éco-pâturage. Les espèces les plus représentées sont l'espèce ovine et l'espèce caprine, soit deux espèces d'animaux qui demandent en règle générale assez peu d'interventions du vétérinaire. Enfin, les détenteurs d'animaux de rente se répartissent essentiellement au niveau des départements de la grande couronne et se trouvent souvent à plusieurs kms du cabinet vétérinaire le plus proche ayant une activité rurale.

La majorité des détenteurs d'animaux de rente d'Ile-de-France confirment nécessiter l'intervention du vétérinaire plusieurs fois par an, et ce dès qu'une anomalie est détectée. Cependant, la plupart d'entre eux ne font pas appel au même cabinet vétérinaire pour les visites classiques et pour les urgences ; nous pouvons ainsi émettre l'hypothèse que certains cabinets vétérinaires n'assurent pas de service de garde pour les animaux de rente, obligeant les détenteurs d'animaux de rente à aller chercher ailleurs. Par ailleurs, certains détenteurs d'animaux de rente vont jusqu'à faire appel à des cabinets vétérinaires appartenant à d'autres régions pour trouver des vétérinaires acceptant de prendre en charge leurs animaux.

Enfin, les détenteurs d'animaux de rente confirment se sentir concernés par le manque de vétérinaires ruraux en Ile-de-France. Ils trouvent de moins en moins de vétérinaires disponibles quand ils en ont besoin ou acceptant de prendre en charge les animaux de rente et sont de plus en plus inquiets.

3.3.2. Questionnaires vétérinaires

Certains des cabinets présentant une activité canine affirment avoir cessé leur activité rurale au cours de ces dix dernières années, souvent par manque de main d'œuvre ou à cause d'une activité rurale jugée trop contraignante.

Les cabinets vétérinaires ayant une activité rurale présentent souvent un ou deux vétérinaires assurant une activité rurale, la plupart du temps des hommes et âgés de plus de 40 ans. Leur clientèle rurale est géographiquement éparpillée, avec de nombreux kilomètres entre les différentes structures souvent plus d'une heure de route pour les structures les plus éloignées. Le ressenti général concernant l'activité rurale est assez négatif, avec un sentiment de ras-le-bol. L'activité rurale est ainsi décrite comme une activité peu rentable, demandant beaucoup d'investissements personnels et présentant beaucoup trop de contraintes, notamment à cause de l'obligation de continuité de soins, imposant aux vétérinaires d'assurer des gardes. L'activité rurale dans ces cabinets est ainsi remise en question, notamment du fait d'un manque de jeunes vétérinaires

intéressés par une activité rurale au sein de l'Ile-de-France, ce qui pose un réel problème compte tenu de l'âge avancé de certains vétérinaires ayant une activité rurale.

Étonnement, la majorité des vétérinaires praticiens d'Ile-de-France ont répondu qu'ils ne se sentaient pas concernés par la problématique du maillage vétérinaire. Cependant, ceux ayant répondu par l'affirmative soulignent la difficulté de l'exercice rural, avec trop de contraintes, de formalités administratives et trop peu de rentabilité. Par ailleurs, plusieurs vétérinaires canins ont mis en avant leur désarroi face aux demandes des détenteurs d'animaux de rente.

3.4. Pistes de solutions à la problématique du maillage vétérinaire en Ile-de-France

Dans un premier temps, nous avons demandé aux principaux concernés par cette problématique de nous exposer leurs potentielles idées de solutions au maillage vétérinaire en Ile-de-France. Plusieurs points ont ainsi été abordés. Les détenteurs d'animaux de rente demandent surtout un accompagnement plus important, notamment pour les propriétaires particuliers, avec la mise en place de formations, par exemple. Par ailleurs, ils réclament une meilleure visibilité concernant les cabinets vétérinaires acceptant de faire de la rurale, avec pourquoi pas la mise en place d'une liste, régulièrement mise à jour et accessible sur le site de la chambre d'agriculture. Les vétérinaires demandent un soutien financier afin de pouvoir continuer cette activité rurale dans de bonnes conditions. Par ailleurs, à la fois les détenteurs d'animaux de rente et les vétérinaires mettent en lumière le problème de la formation vétérinaire, qui ne serait pas assez ouverte à tous et qui ne mettrait pas assez en valeur l'exercice rural. Ils proposent ainsi la mise en place de stages obligatoires à faire en clientèle rurale dès les premières années d'école et pourquoi pas la mise en place de parrainage entre étudiants vétérinaires et praticiens. Enfin, dans les deux enquêtes est évoquée la possibilité de faire intervenir l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort, notamment pour assurer le service de gardes au niveau de l'Ile-de-France. Cependant, les personnes ayant proposé cette solution n'ont pas approfondi cette idée.

3.5. Ouverture

Pour terminer, un aspect qui nous semble intéressant pourrait venir compléter ce travail : une étude concrète et poussée sur la possibilité pour l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort d'intervenir auprès des élevages d'Ile-de-France, avec notamment la mise en place d'un service de garde, pendant lequel certains étudiants, accompagnés d'un enseignant, par exemple, assureraient les interventions de nuit ou le week-end. Cela pourrait être mis en place en partenariat avec la Chambre d'Agriculture d'Ile-de-France et les GTV Ile-de-France afin que la communication entre les différents acteurs soit optimale. Une enquête pourrait être menée auprès des enseignants et des étudiants de l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort afin de savoir, avant toute chose, s'ils seraient intéressés par le projet, mais également à partir de quelle année d'étude ils souhaiteraient y prendre part.

Une autre piste pourrait être explorée, étroitement liée à la précédente : au cours de différentes discussions avec des vétérinaires rencontrés lors de stages ou de congrès, il est apparu que certains vétérinaires, notamment ceux en fin de carrière, seraient grandement intéressés par le fait de pouvoir transmettre un peu de leur expérience aux futures générations de vétérinaires. Ainsi, un autre projet serait de faire venir des vétérinaires praticiens provenant d'autres régions pendant quelques temps, afin qu'ils assurent un service de garde la nuit et les week-ends accompagnés de quelques étudiants. Il faudrait pour cela sonder la population de vétérinaires praticiens français afin d'avoir une idée du nombre de personnes potentiellement intéressées par le projet.

Enfin, ces deux projets pourraient être financièrement soutenus par exemple par la région Ile-de-France (à la fois afin de pouvoir verser un salaire aux vétérinaires qui viendraient travailler, mais également afin de pouvoir les loger et couvrir les frais de déplacement).

Conclusion

Depuis plus d'un siècle, la région Ile-de-France subit un exode rural impliquant de profonds changements, notamment dans l'organisation de ses espaces. L'Ile-de-France devient ainsi une région de grandes cultures et on assiste à une disparition drastique du nombre d'élevages. Par ailleurs, avec l'essor de la notion de développement rural, la ruralité en Ile-de-France revêt un nouveau visage, avec l'apparition de structures pratiquant l'éco-pâturage et de fermes pédagogiques.

Au cours de ce travail, nous avons constaté que le manque de vétérinaires ruraux en Ile-de-France est une réalité, avec une diminution de 5% sur la globalité de l'Ile-de-France entre 2015 et 2019, allant jusqu'à 50% dans certains départements.

Nous avons étudié les conséquences que cet affaiblissement du maillage vétérinaire entraîne en Ile-de-France. On constate ainsi des difficultés pour assurer les prophylaxies obligatoires ainsi qu'une surveillance amoindrie des différentes maladies réglementées. Différentes solutions sont mises en place par le gouvernement, les différentes instances vétérinaires ainsi que les écoles vétérinaires françaises afin de palier à ce manque croissant de vétérinaires ruraux. Ainsi, la formation vétérinaire est remise en question, avec par exemple, une augmentation du *numerus clausus*, une modification des modes de recrutement ou encore la mise en place de stages tutorés. D'autres aspects sont explorés, comme l'aspect financier avec la mise en place d'aides à l'installation.

Ce travail propose également une analyse de la situation actuelle en Ile-de-France concernant le maillage vétérinaire, avec une enquête menée à la fois auprès des détenteurs d'animaux de rente d'Ile-de-France et de l'ensemble des vétérinaires praticiens d'Ile-de-France. Ainsi, 74% des détenteurs d'animaux de rente qui affirment éprouver des difficultés à trouver un vétérinaire acceptant de soigner les animaux de rente. Par ailleurs, 86% se sent directement concerné par la problématique du maillage vétérinaire en Ile-de-France. Pour finir, 75% des vétérinaires praticiens ruraux interrogés envisagent de mettre fin à leur activité rurale dans les dix prochaines années, insistant sur les contraintes trop importantes que l'exercice rural en Ile-de-France implique et sur le manque de renouvellement de la main d'œuvre.

Il est important de garder en tête que tous ces chiffres sont à modérer. En effet, le faible taux de réponse et les différents biais d'échantillonnage impliquent un manque de précision de nos résultats. Il faudrait réaliser d'autres études afin de venir étayer notre propos.

Liste des références bibliographiques

- ABDOUTTALIB I., NDIAYE Y., FERCHIOU A., RABOISSON D., LHERMIE G. (2021) The Association Between French Veterinary Practice Characteristics and Their Revenues and Veterinarian's Time Use. *Front Vet Sci* 8, 675028
- AGROPARISTECH (2021) Service des Concours Agronomiques et Vétérinaires. *In concours-agro-veto.net*. [<https://www.concours-agro-veto.net/>] (consulté le 12/06/2021).
- BALLIN C. (2007) L'avenir de la profession est marqué par sa féminisation. *Sem Vet* n°1252, 29-31
- BORIES O. (2015) L'agriculture en ville. *In Mondes Sociaux*. [<https://sms.hypotheses.org/4539>] (consulté le 19/05/2021).
- BORIES O., EYCHENNE C., CHAYNES C. (2016) Des troupeaux dans la ville. Représentations et acceptations sociales d'une démarche d'éco-pâturage dans la première couronne toulousaine (Cugnaux). *Openfield* n°7, 14
- BRITISH VETERINARY ASSOCIATION (2016) Disillusionment among young vets: causes and potential solutions. *Vet Rec* 179(15), 375-376
- CONRAUX G., PIOVEZAN S., PANDOLFI C., SCHERER D. (2018a) Les écoles vétérinaires dans les politiques de site : faut-il aller vers une seule « École vétérinaire de France »? *AEF info* n°581208, 5
- CONRAUX G., PANDOLFI C., PIOVEZAN S., SCHERER D. (2018b) Comment la France en est-elle venue à sous-traiter la formation de près d'un vétérinaire sur deux au reste de l'Europe? *AEF info* n°580331, 8
- CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE DES VÉTÉRINAIRES (2016) Les stages vétérinaires en alternance. Paris, Conseil national de l'ordre des vétérinaires
- DE BIAISI L., STEPHAN J.-M. (2004) Atlas rural et agricole de l'Ile-de-France. Paris, IAURIF, DRIAF
- DELFOSE C. (1999) Interactions entre qualités et territoires : l'exemple des bries. *Sud Ouest Eur, La qualité agro-alimentaire et ses territoires* 6, 41-50
- DERNAT S., SIMÉONE A. (2014) Représentations socio-professionnelles et choix de la spécialisation: le cas de la filière vétérinaire rurale. *Rev Int Pédagog Enseign Sup* 30(2)
- DEVOS N. (2009) Les femmes ont mis 200 ans à s'imposer dans la profession. *Sem Vet* n°1371, 29-32
- DRAAF NOUVELLE AQUITAINE (2019) Mémento de la statistique agricole. *In draaf.nouvelle-aquitaine.agriculture.gouv.fr*. [https://draaf.nouvelle-aquitaine.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/AgresteNA_MementoAgricole2019_Correctif_cle83697f.pdf] (consulté le 10/04/2021).
- EDUCLEVER (2021) L'Ile-de-France. *In maxicours.com*. [<https://www.maxicours.com/se/cours/l-ile-de-france/>] (consulté le 21/12/2021).
- ELOIT-BOURGUET M.M. (2006) Les succès de la profession vétérinaire dans la maîtrise et l'éradication des zoonoses à réservoir animal. *Bull Acad Vét Fr* 159(5), 379-382
- ELTCHANINOFF M. (2019) De la nature en ville : conversation entre une philosophe et un architecte. *In La ville rêvée des philosophes*. Paris, Philosophie magazine, pp 192
- ENVA (2021) EVE, la plateforme pédagogique de l'EnvA. *In eve.vet-alfort.fr*. [<https://eve.vet-alfort.fr/>] (consulté le 19/07/2021).
- ENVN (2021) Accueil Ecole: Oniris Nantes. *In oniris-nantes.fr*. [<https://www.oniris-nantes.fr/>] (consulté le 31/07/2021).
- ENVT (2021) Bienvenue sur ENVT. *In envt.fr*. [<https://envt.fr/>] (consulté le 19/12/2021).
- HALFON T. (2018) ENV : 636 places ouvertes pour le concours 2019. *In lepointveterinaire.fr*. [<https://www.lepointveterinaire.fr/actualites/actualites-professionnelles/env-636-places-ouvertes-pour-le-concours-2019.html>] (consulté le 19/12/2021).
- LA DÉPÊCHE VÉTÉRINAIRE (2021) Le gouvernement veut étendre le dispositif d'aide des collectivités pour les vétérinaires. *In depecheveterinaire.com*. [https://www.depecheveterinaire.com/le-gouvernement-veut-etendre-le-dispositif-d-aide-des-collectivites-pour-les-veterinaires_679F51873869A667.html] (consulté le 21/12/2021).

- LABOULAIS A. (2020) Amendements autorisant des établissements d'enseignement supérieur agricole privés agréés à ouvrir un cursus de formation vétérinaire. *In veterinaire.fr*. [<https://www.veterinaire.fr/actualites/communique-du-21-octobre-2020.html>] (consulté le 22/09/2021).
- MINVIEL J.J., ABDOU TALIB I., SANS P., *et al.* (2019) Business models of the French veterinary offices in rural areas and regulation of veterinary drug delivery. *Prev Vet Med* 173, 104804
- OBSERVATOIRE NATIONAL DÉMOGRAPHIQUE DE LA PROFESSION VÉTÉRINAIRE (2019) Atlas démographique de la profession vétérinaire 2019. *In veterinaire.fr*. [<https://www.veterinaire.fr/actualites/atlas-veterinaire-2019.html>] (consulté le 12/09/2021).
- OBSERVATOIRE NATIONAL DÉMOGRAPHIQUE DE LA PROFESSION VÉTÉRINAIRE (2020) Atlas démographique de la profession vétérinaire 2020. [<https://www.veterinaire.fr/actualites/edition-2020-de-latlas-demographique-de-la-profession-veterinaire.html>] (consulté le 12/09/2021).
- ORDRE NATIONAL DES VÉTÉRINAIRES (2020a) Le recrutement post bac dans les ENV. *In veterinaire.fr*. [<https://www.veterinaire.fr/actualites/le-recrutement-post-bac-dans-les-env.html>] (consulté le 19/06/2021).
- ORDRE NATIONAL DES VÉTÉRINAIRES (2020b) Loi DDADUE : adoption des dispositions concernant les vétérinaires. *In veterinaire.fr*. [<https://www.veterinaire.fr/actualites/loi-ddadue-adoption-des-dispositions-concernant-les-veterinaires.html>] (consulté le 22/12/2021).
- PIOVEZAN S. (2018) Études véto : « Il faudrait réfléchir à la pertinence du recrutement sur prépa » (Jacques Guérin, Ordre des vétérinaires). *AEF info* n°581207
- RANNOU-HEIM C. (2020) Population légale de l'Île-de-France - Insee Flash Ile-de-France - 52. *In Insee.fr*. [<https://www.insee.fr/fr/statistiques/5002478>] (consulté le 16/06/2021).
- RONCIGLI G., MILLEMANN Y. (2020) Désertification rurale : la solution du tutorat. *Point Vet* n°407, 7-9
- RONDEAU C., BAUSSIÉ M. (2017) Adéquation de la réponse professionnelle à la commande sociétale faite à la profession vétérinaire. Ordre National des Vétérinaires. [<https://www.veterinaire.fr/actualites/rapport-adequation-de-la-reponse-professionnelle-a-la-commande-societale-faite-a-la-profession-veterinaire.html>] (consulté le 25/08/2021).
- ROUSSEL F. (2017) Géographie de la végétation aux environs de Paris : le cas de la Ceinture verte d'Île-de-France. Fragmentation paysagère, enjeux socio- environnementaux, (dé)constructions territoriales. Thèse de Doctorat en géographie. Université Paris 13 - Sorbonne Paris Cité
- TIRADO A., POISSON F., VANHOYE B. (2019) Installation et maintien de l'exercice vétérinaire dans les territoires ruraux. Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux. Paris, Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
- VETAGRO SUP (2021) VetAgro Sup, ensemble pour la santé globale. *In vetagro-sup.fr*. [<http://www.vetagro-sup.fr/>] (consulté le 18/07/2021).

Annexe 1 : Réponses des éleveurs d'Ile-de-France

	Vous travaillez:	Dans quel département se situe votre structure?	Combien d'animaux avez-vous dans votre structure ? (Vous pouvez donner une approximation à la dizaine près)	A quelle(s) espèce(s) appartient-ils ? (plusieurs réponses possibles)	A combien de kilomètres environ votre structure se trouve-t-elle du cabinet vétérinaire le plus proche auquel vous faites appel pour soigner vos animaux ?	Combien de fois faites-vous appel à un vétérinaire en une année? (Approximation, vous pouvez vous référer à votre registre d'élevage si vous êtes éleveur)
1	dans une ferme pédagogique	77		100 Caprins, Ovins, Volailles, Porcs, lapins	Entre 5 et 10 km	12 fois
2	dans une société d'éco-pâturage	77		100 Caprins, Ovins, Équins	Entre 35 et 40 km	25 fois par an (2 fois par mois en moyenne)
3	dans une société d'éco-pâturage	77		24 Bovins, Caprins, Ovins, deux anes	Entre 20 et 25 km	5 fois
4	dans une ferme pédagogique	77		40 Caprins, Ovins, Volailles, Porcs	Entre 40 et 45 km	6
5	dans une ferme pédagogique	77		10 Caprins, Volailles, Lapins	Entre 30 et 35 km	3
6	dans un élevage	77		150 Bovins, Ovins	Entre 25 et 30 km	3
7	vous êtes un propriétaire particulier	77		6 Bovins	Entre 15 et 20 km	1
8	dans un élevage	77		70 Ovins	Entre 20 et 25 km	2 fois
9	vous êtes un propriétaire particulier	77		3 Caprins	Entre 20 et 25 km	1
10	dans un élevage	77		50 Bovins, Ovins, Equins	Entre 5 et 10 km	2
11	dans une ferme pédagogique	77		120 Bovins	Entre 25 et 30 km	8
12	dans un élevage	77		27 Caprins	Plus de 50 km	3
13	vous êtes un propriétaire particulier	77		25 Caprins, Ovins, Volailles, Porcs	Entre 15 et 20 km	12
14	Association	77		20 Ovins	Entre 15 et 20 km	3,00
15	dans un élevage	77		400 Bovins, Ovins, Volailles, Porcs	Plus de 50 km	10
16	dans un élevage	77		500 Ovins, Volailles	Plus de 50 km	1
17	dans un élevage	77		100 Bovins	Entre 20 et 25 km	15
18	vous êtes un propriétaire particulier	77	3 moutons, 7 chèvres, 20 poules	Caprins, Ovins, Volailles	Entre 40 et 45 km	1
19	vous êtes un propriétaire particulier	77		80 Bovins	Entre 15 et 20 km	3
20	vous êtes un propriétaire particulier	77		10 Caprins, Volailles, chevaux	Entre 30 et 35 km	20
21	dans un élevage	77	400 brebis 3000 poulets/an	Ovins, Volailles	Entre 10 et 15 km	5
22	vous êtes un propriétaire particulier	77	12 brebis et un bélier	Ovins	Entre 10 et 15 km	2
23	vous êtes un propriétaire particulier	77		15 Caprins, Volailles	Entre 20 et 25 km	1
24	dans un élevage	77		100 Caprins, Ovins	Entre 35 et 40 km	2
25	dans un élevage	77	35 bovins + 15 poudeuses	Bovins, Volailles	Entre 5 et 10 km	1 praticien + 2 conseil
26	dans un élevage	77		60 Bovins	Entre 15 et 20 km	5
27	dans un élevage	77		800 Bovins, Ovins	Entre 30 et 35 km	50
28	vous êtes un propriétaire particulier	77		50 Bovins	Entre 10 et 15 km	20
29	dans une ferme pédagogique	77	Environ 200	Bovins, Caprins, Ovins, Volailles, Porcs	Entre 35 et 40 km	Une à deux fois par an
30	vous êtes un propriétaire particulier	77		10 Caprins, Volailles, Porcs	Entre 5 et 10 km	1
31	agriculteur éleveur	77	40 brebis	Ovins	Entre 5 et 10 km	deux fois
32	dans un élevage	77		70 Bovins	Entre 20 et 25 km	10
33	vous êtes un propriétaire particulier	77	20 poules.	volailles	Entre 20 et 25 km	10
34	vous êtes un propriétaire particulier	77		10 Ovins, Volailles	Moins de 5 km	3
35	dans un élevage	77		300 Caprins	Moins de 5 km	15
36	dans un élevage	77		60 Bovins	Entre 35 et 40 km	2
37	poney club	77		Caprins, Ovins, Volailles, Porcs, poney chevaux	Entre 10 et 15 km	15
38	dans un élevage	77		200 Ovins, chevaux chien	Entre 20 et 25 km	10
39	dans un élevage	77		250 Ovins	Entre 10 et 15 km	2
40	dans un élevage	77		5000 Bovins, Volailles, Porcs	Plus de 50 km	3
41	vous êtes un propriétaire particulier	77		4 Bovins	Entre 5 et 10 km	1
42	vous êtes un propriétaire particulier	77		2 Caprins	Entre 15 et 20 km	1
43	vous êtes un propriétaire particulier	77	14 moutons, 10 poules, chat, chien	Ovins, Volailles	Entre 15 et 20 km	1
44	dans une ferme pédagogique	77		Bovins, Caprins, Ovins, Volailles, Porcs, ANIMAUX NON DOMESTIQUES	Plus de 50 km	UNE DIZAINE
45	dans un élevage	77		200 Ovins	Entre 40 et 45 km	1
46	dans un élevage	77	9000 poules poudeuses, 25 Aubraos et 30 chevaux	Bovins, Volailles	Plus de 50 km	4 fois
47	vous êtes un propriétaire particulier	77		7 Caprins, Ovins, Volailles, Porcs, Cheval	Entre 15 et 20 km	5
48	dans un élevage	77		15 Bovins	Entre 15 et 20 km	2
49	dans une école primaire	77		19 Caprins, Volailles, Lapins	Entre 20 et 25 km	2
50	Association qui pratique de l'écopâturage. Les bénévoles sont les « bergers » de 27 moutons qui pâturent sur 6 hectares	78		27 Ovins	Entre 10 et 15 km	3
51	dans une ferme pédagogique	78		Bovins, Caprins, Ovins, Volailles, Porcs, Equidés	Entre 10 et 15 km	une trentaine de fois en moyenne
52	dans un élevage	78		300 Ovins, Volailles, Porcs	Entre 25 et 30 km	2
53	vous êtes un propriétaire particulier	78		2 Caprins	Entre 15 et 20 km	1
54	dans un élevage	78		70 Bovins	Entre 15 et 20 km	8
55	vous êtes un propriétaire particulier	78		2 Caprins	Entre 30 et 35 km	2
56	dans un élevage	78		40 Bovins	Entre 10 et 15 km	20

	Vous travaillez:	Dans quel département se situe votre structure?	Combien d'animaux avez-vous dans votre structure ? (Vous pouvez donner une approximation à la dizaine près)	A quelle(s) espèce(s) appartient-ils ? (plusieurs réponses possibles)	A combien de kilomètres environ votre structure se trouve-t-elle du cabinet vétérinaire le plus proche auquel vous faites appel pour soigner vos animaux ?	Combien de fois faites-vous appel à un vétérinaire en une année? (Approximation, vous pouvez vous référer à votre registre d'élevage si vous êtes éleveur)
87	Collectivité territoriale Essonne (mairie de Brétigny sur Orge)	91	2 à 18	Bovins, Caprins, Ovins	Moins de 5 km	1 intervention annuelle
88	dans un élevage	91	200 moutons et 17 porcs	Ovins, Porcs	Plus de 50 km	2 ou 3 fois
89	dans une ferme pédagogique	91		30 Caprins, Ovins, Volailles, Porcs, Anes	Entre 20 et 25 km	50
90	vous êtes un propriétaire particulier	91		10 Ovins	Entre 25 et 30 km	1
91	Je suis vétérinaire	91		5 Ovins	Entre 10 et 15 km	Je suis moi même vétérinaire...
92	dans un élevage	91		5000 Volailles	Plus de 50 km	1
93	dans une société d'éco-pâturage	91		400 Bovins, Caprins, Ovins	Entre 10 et 15 km	10
94	vous êtes un propriétaire particulier exploitation avec petit élevage et maraichage	91		20 Caprins, Volailles, psittacides + grandes perruches	Entre 15 et 20 km	1
95	établissement médico-social	91	250-2	Caprins, Volailles	Entre 25 et 30 km	2
96	dans un élevage	91		20 Caprins, Ovins, Volailles	Entre 15 et 20 km	5
97	vous êtes un propriétaire particulier	91		Bovins, Caprins, Ovins, Volailles, Porcs, Equidés	Moins de 5 km	8
98	dans une ferme pédagogique	92		2 Caprins	Entre 30 et 35 km	1
99	vous êtes un propriétaire particulier	91		Caprins, Ovins, Volailles, Porcs, Lapins, cobages	Entre 15 et 20 km	20
100	dans une société d'éco-pâturage	92		40 Caprins, Volailles	Entre 40 et 45 km	2
101	dans une ferme pédagogique	92		30 Caprins, Volailles	Entre 10 et 15 km	30
102	dans un élevage	93		157 Bovins, Caprins, Ovins, Volailles, Porcs, Lagomorphes + Rongeurs + Equin	Entre 15 et 20 km	3
103	membre d'une association de protection de la nature qui pratique l'écopâturage + potentielle propriétaire particulier si l'offre de vétérinaires animaux de rente se d'éveloppent sur le département/ région	93		50 Ovins, Volailles	Entre 15 et 20 km	VARIABLE. entre fin 2020 et ce mois d'avril 2021: 5 fois
104	dans une ferme pédagogique	94		10 Ovins	Entre 15 et 20 km	1 fois tous les 2 mois
105	Collectivité	94		50 Bovins, Caprins, Ovins, Volailles, Porcs	Moins de 5 km	2
106	vous êtes un propriétaire particulier Association d'activités d'agriculture urbaine	94		3 Caprins, Ovins	Entre 5 et 10 km	1
107	Nous sommes une association, nous sommes propriétaires de nos animaux, nous faisons de l'écopâturage, de la médiation par l'animal et nous avons eu des naissances	94		11 Caprins, Volailles	Entre 30 et 35 km	4
108	dans une ferme pédagogique	95		Caprins, Ovins, Volailles, Porcs, Chevaux, ânes, oies	Entre 10 et 15 km	
109	dans une société d'éco-pâturage	95		Bovins, Ovins, Volailles, ânes, oies, poissons, chiens, abeilles	Moins de 5 km	3 à 4 fois
110	Parc d'attraction avec présentation d'animaux	95		Bovins, Caprins, Ovins, Volailles, Porcs, Equin	Entre 5 et 10 km	15
111	vous êtes un propriétaire particulier	95		80 Caprins, Ovins	Moins de 5 km	6
112	vous êtes un propriétaire particulier	95		300 Caprins, Ovins, Volailles, Porcs, Oiseaux	Entre 10 et 15 km	52
113	vous êtes un propriétaire particulier	95		11 Caprins, Volailles	Entre 5 et 10 km	2
114	vous êtes un propriétaire particulier	95	Une dizaine	6 Ovins	Entre 25 et 30 km	0
115	dans un élevage	95		Bovins, Caprins, Ovins, Volailles	Entre 5 et 10 km	4
116	vous êtes un propriétaire particulier	95		30 Bovins	Entre 10 et 15 km	4
117	dans une ferme pédagogique	77		4 Caprins	Entre 20 et 25 km	2
118	dans un élevage	91		Bovins, Caprins, Ovins, Volailles, Porcs, équins + lapins + rongeurs	Entre 5 et 10 km	15
119	dans un élevage	77		2500 poulets 249 poules pondeuses	Plus de 50 km	1
120	dans un élevage	77		80 Volailles	Entre 10 et 15 km	5
121	Vous travaillez:					
122	dans un élevage	95		26 Bovins	Plus de 50 km	Prophylaxie (4 fois)
123	agriculteur éleveur	95		50 Bovins	Entre 15 et 20 km	16
124	dans un élevage	95		130 Bovins, Caprins, Ovins	Entre 5 et 10 km	16
		77		90 Ovins	Entre 35 et 40 km	20
		95		210 Bovins	Entre 45 et 50 km	10

	Pour quelles interventions faites-vous appel à un vétérinaire ? (Plusieurs réponses possibles)	Faites-vous appel au même cabinet vétérinaire pour les visites classiques et pour les urgences ?	Avez-vous des difficultés à trouver des vétérinaires acceptant de prendre en charge les animaux d'élevage (vache chèvre, mouton, poule...)?	Avez-vous des difficultés à trouver des vétérinaires disponibles quand vous en avez besoin ?	Vous arrive-t-il de faire appel à l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort?	Pour quelles raisons? (plusieurs réponses possibles)	Vous arrive-t-il de faire appel à des cabinets vétérinaires provenant de régions voisines?
1	Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie, accident et maladie sortant de l'ordinaire courant, pour les urgences	Ca dépend	Non	Non	Oui	Ils sont plus spécialisés élevage que notre vétérinaire de référence / nous les contactons lorsque notre vétérinaire est en doute sur ses préconisations	Jamais
2	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le suivi d'élevage (mise en place de rations, audit bâtiments, suivi de reproduction, etc.), Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie, pour les urgences	Ca dépend	Oui	Oui	Oui	Aucun autre vétérinaire de disponible quand j'en ai eu besoin, Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ ma demande, Conseil de mon vétérinaire traitant (car vétérinaires spécialistes présents à l'Ecole)	Jamais
3	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour la prophylaxie, pour les urgences	Oui	Oui	De plus en plus	Oui	Ce sont les vétérinaires les plus proches de votre structure	Quelques fois
4	Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie, pour les urgences	Ca dépend	Oui	Oui	Non		Quelques fois
5	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le protocole de soin, pour les urgences	Oui	Oui	Non	Non		Jamais
6	Seulement pour les urgences, Pour la prophylaxie	Non	Oui	De plus en plus	Non		Quelques fois
7	Seulement pour les urgences, Pour la prophylaxie	Oui	De plus en plus	Non	Non		Jamais
8	Seulement pour les urgences	Oui	Non	Non	Non		Jamais
9	dès que je repère une anomalie, pour les urgences	Oui	Oui	Oui	Non		Jamais
10	Seulement pour les urgences, Pour la prophylaxie	Oui	Oui	Oui	Non		Jamais
11	Seulement pour les urgences	Oui	De plus en plus	Non	Non		Jamais
12	Seulement pour les urgences, quand une maladie ou blessure ne guérit pas malgré des soins "maison"	Oui	Oui	Oui	Oui	bilan complet du troupeau	Quelques fois
13	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), pour les urgences	Ca dépend	De plus en plus	De plus en plus	Non		Jamais
14	Seulement pour les urgences, Pour la prophylaxie	Non	Oui	Oui	Non		Jamais
15	Seulement pour les urgences, Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.). Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie	Oui	Oui	Oui	Non		Souvent
16	Seulement pour les urgences, Pour le suivi d'élevage (mise en place de rations, audit bâtiments, suivi de reproduction, etc.)	Non	Oui	Oui	Non		Jamais
17	Seulement pour les urgences, Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie	Oui	Non	Non	Non		Jamais
18	Seulement pour les urgences, Pour la prophylaxie	Oui	Oui	Oui	Non		Quelques fois
19	Seulement pour les urgences, Pour la prophylaxie	Oui	Oui	De plus en plus	Non		Jamais
20	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), pour les urgences	Oui	Oui	De plus en plus	Non		Jamais
21	Pour le suivi d'élevage (mise en place de rations, audit bâtiments, suivi de reproduction, etc.), Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie, pour les urgences	Non	Oui	Oui	Non		Souvent
22	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour la prophylaxie, pour les urgences	Oui	Oui	Oui	Non		Jamais
23	Seulement pour les urgences	Ca dépend	Oui	Oui	Non		Quelques fois
24	Seulement pour les urgences, Pour le suivi d'élevage (mise en place de rations, audit bâtiments, suivi de reproduction, etc.)	Oui	Oui	Oui	Non		Jamais
25	Seulement pour les urgences, Pour le suivi d'élevage (mise en place de rations, audit bâtiments, suivi de reproduction, etc.), Pour la prophylaxie	Ca dépend	Oui	Oui	Non		Jamais
26	Seulement pour les urgences, Pour la prophylaxie	Oui	Oui	Non	Non		Jamais
27	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), pour les urgences	Oui	Non	Non	Non		Jamais
28	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie, pour les urgences	Oui	Non	Non	Non		Jamais
29	Pour la prophylaxie, pour les urgences	Non	Non	Non	Oui	Ce sont les vétérinaires les plus proches de votre structure, Aucun autre vétérinaire de disponible quand j'en ai eu besoin, Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ ma demande	Jamais
30	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), pour les urgences	Oui	Oui	Non	Non		Jamais
31	Pour la prophylaxie, pour les urgences	Non	Oui	Oui	Non		Souvent
32	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie, pour les urgences	Oui	Non	Non	Oui	Intervention chirurgicale sur un veau pour la formation des vétérinaires	Jamais
33	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour la prophylaxie, pour les urgences	Non	Oui	Non	Non		Quelques fois
34	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), pour les urgences	Oui	Non	Non	Non		Jamais
35	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour la prophylaxie, pour les urgences	Oui	Non	Non	Non		Jamais
36	Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie, pour les urgences	Oui	Oui	Oui	Non		Jamais
37	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le suivi d'élevage (mise en place de rations, audit bâtiments, suivi de reproduction, etc.), Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie, pour les urgences	Ca dépend	Oui	De plus en plus	Oui	Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ ma demande	Jamais
38	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le suivi d'élevage (mise en place de rations, audit bâtiments, suivi de reproduction, etc.), Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie, pour les urgences	Oui	Non	Non	Non		Jamais
39	Pour la prophylaxie, pour les urgences	Oui	Oui	Oui	Non		Quelques fois
40	Pour le suivi d'élevage (mise en place de rations, audit bâtiments, suivi de reproduction, etc.), Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie, pour les urgences	Ca dépend	Oui	Oui	Non		Souvent
41	Pour la prophylaxie, pour les urgences	Oui	Non	Non	Non		Jamais
42	Seulement pour les urgences	Oui	Oui	Non	Non		Jamais
43	Seulement pour les urgences, Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour la prophylaxie	Oui	Oui	Non	Non		Jamais

	Pour quelles interventions faites-vous appel à un vétérinaire ? (Plusieurs réponses possibles)	Faites-vous appel au même cabinet vétérinaire pour les visites classiques et pour les urgences ?	Avez-vous des difficultés à trouver des vétérinaires acceptant de prendre en charge les animaux d'élevage (vache chèvre, mouton, poule...)?	Avez-vous des difficultés à trouver des vétérinaires disponibles quand vous en avez besoin ?	Vous arrive-t'il de faire appel à l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort?	Pour quelles raisons? (plusieurs réponses possibles)	Vous arrive-t'il de faire appel à des cabinets vétérinaires provenant de régions voisines?
44	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le suivi d'élevage (mise en place de rations, audit bâtiments, suivi de reproduction, etc.), Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie, pour les urgences	Ca dépend	Non	Oui	Non		Souvent
45	Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie, pour les urgences	Non	Non	Non	Non		Jamais
46	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), pour les urgences	Ca dépend	Non	Oui	Non		Souvent
47	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour la prophylaxie, pour les urgences	Oui	Oui	Oui	Non		Quelques fois
48	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour la prophylaxie, pour les urgences	Oui	De plus en plus	De plus en plus	Non		Jamais
49	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le protocole de soin, pour les urgences	Oui	Oui	Non	Oui	Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ ma demande, Très bon accueil et très bon accompagnement	Jamais
50	Seulement pour les urgences, Pour la prophylaxie	Non	Oui	Oui	Oui	Aucun autre vétérinaire de disponible quand j'en ai eu besoin, Particularité d'une association, les frais vétérinaires sont exorbitants et l'école fournit un service de qualité et très abordable	Jamais
51	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie, pour les urgences	Ca dépend	Oui	Oui	Oui	Car vétérinaires spécialistes présents à l'école et l'un d'eux est notre vétérinaire sanitaire	Jamais
52	Seulement pour les urgences, Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie	Oui	Oui	Oui	Non		Jamais
53	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), pour les urgences	Oui	Oui	Oui	Oui	Aucun autre vétérinaire de disponible quand j'en ai eu besoin, Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ ma demande, Conseil de mon vétérinaire traitant (car vétérinaires spécialistes présents à l'Ecole)	Jamais
54	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie, pour les urgences	Oui	De plus en plus	Non	Non		Jamais
55	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour la prophylaxie, pour les urgences	Oui	Oui	Non	Non		Jamais
56	Seulement pour les urgences, Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie	Oui	De plus en plus	Oui	Non		Souvent
57	Seulement pour les urgences	Ca dépend	Oui	Oui	Non		Jamais
58	Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie, pour les urgences	Oui	Non	Non	Non		Jamais
59	Seulement pour les urgences, Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie	Oui	Oui	De plus en plus	Non		Jamais
60	Seulement pour les urgences, Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour la prophylaxie, mise bas difficile	Oui	Oui	Non	Non		Jamais
61	Pour la prophylaxie, protocole vermifuge, pour les urgences	Oui	De plus en plus	De plus en plus	Non		Quelques fois
62	Prophylaxie, pour les urgences	Ca dépend	Oui	Oui	Non		Quelques fois
63	Seulement pour les urgences, Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie	Oui	Oui	Oui	Non		Jamais
64	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour la prophylaxie, pour les urgences	Oui	Non	Non	Non		Souvent
65	Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie, pour les urgences	Oui	Non	Non	Non		Jamais
66	Seulement pour les urgences, Pour la prophylaxie	Oui	Oui	Oui	Non		Jamais
67	Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie, pour les urgences	Oui	Oui	Oui	Non		Jamais
68	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), pour les urgences	Ca dépend	Non	Non	Non		Jamais
69	Seulement pour les urgences, Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.)	Ca dépend	Oui	De plus en plus	Non		Souvent
70	Seulement pour les urgences, Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie	Oui	Non	Non	Non		Souvent
71	Seulement pour les urgences, Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie	Oui	Oui	Oui	Non		Souvent
72	Pour le suivi d'élevage (mise en place de rations, audit bâtiments, suivi de reproduction, etc.), Pour la prophylaxie, pour les urgences	Oui	De plus en plus	Non	Non		Jamais
73	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie, pour les urgences	Ca dépend	Oui	Oui	Non		Jamais
74	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le suivi d'élevage (mise en place de rations, audit bâtiments, suivi de reproduction, etc.), Pour la prophylaxie, pour les urgences	Oui	Oui	Non	Oui	Ce sont les vétérinaires les plus proches de votre structure, Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ ma demande, Vétérinaire réérent pour les petits ruminants prof. ENVA	Quelques fois
75	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), les urgences	Oui	Oui	Non	Non		Quelques fois
76	Seulement pour les urgences, Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie	Oui	Oui	Oui	Non		Quelques fois
77	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour la prophylaxie, pour les urgences	Oui	Oui	De plus en plus	Non		Quelques fois
78	Seulement pour les urgences, Pour le suivi d'élevage (mise en place de rations, audit bâtiments, suivi de reproduction, etc.), Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie	Non	Oui	Oui	Non		Jamais
79	Seulement pour les urgences, Pour le protocole de soin	Ca dépend	Oui	Oui	Non		Jamais
80	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour la prophylaxie, pour les urgences	Oui	Oui	Oui	Oui	Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ ma demande, Conseil de mon vétérinaire traitant (car vétérinaires spécialistes présents à l'Ecole), Seul à connaître l'alpaga	Quelques fois
81	Pour la prophylaxie, pour les urgences	Non	Oui	Oui	Non		Jamais
82	Seulement pour les urgences, Pour la prophylaxie	Ca dépend	Oui	Oui	Oui	Aucun autre vétérinaire de disponible quand j'en ai eu besoin, Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ ma demande	Quelques fois
83	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), pour les urgences	Ca dépend	Oui	Oui	Oui	Conseil de mon vétérinaire traitant (car vétérinaires spécialistes présents à l'Ecole)	Jamais

	Faites-vous appel au même cabinet vétérinaire pour les visites classiques et pour les urgences ?	Avez-vous des difficultés à trouver des vétérinaires acceptant de prendre en charge les animaux d'élevage (vache chèvre, mouton, poule...)?	Avez-vous des difficultés à trouver des vétérinaires disponibles quand vous en avez besoin ?	Vous arrive-t'il de faire appel à l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort?	Pour quelles raisons? (plusieurs réponses possibles)	Vous arrive-t'il de faire appel à des cabinets vétérinaires provenant de régions voisines?	
84	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), pour les urgences	Oui	Oui	De plus en plus	Oui	Conseil de mon vétérinaire traitant (car vétérinaires spécialistes présents à l'Ecole)	Jamais
85	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le suivi d'élevage (mise en place de rations, audit bâtiments, suivi de reproduction, etc.), Pour la prophylaxie, pour les urgences	Ca dépend	Oui	Oui	Oui	Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ma demande	Jamais
86	Seulement pour les urgences, Pour la prophylaxie	Oui	Oui	Oui	Non		Jamais
87	Seulement pour les urgences, Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le protocole de soin	Ca dépend	Non	Oui	Non		Jamais
88	Pour le suivi d'élevage (mise en place de rations, audit bâtiments, suivi de reproduction, etc.), Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie, pour les urgences	Oui	Oui	Oui	Non		Jamais
89	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie, pour les urgences	Non	Oui	Oui	Non		Quelques fois
90	Seulement pour les urgences, Pour la prophylaxie	Ca dépend	Oui	Oui	Non		Jamais
91	Pour tout!	Ca dépend	Non	Non	Non		Jamais
92	Seulement pour les urgences, Pour le protocole de soin	Oui	Oui	Oui	Non		Souvent
93	Seulement pour les urgences, Pour la prophylaxie	Oui	Non	Non	Non		Jamais
94	Seulement pour les urgences, Pour le protocole de soin	Ca dépend	Non	Non	Oui	Conseil de mon vétérinaire traitant (car vétérinaires spécialistes présents à l'Ecole)	Jamais
95	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie, pour les urgences	Ca dépend	Oui	Non	Non		Souvent
96	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie, pour les urgences	Oui	Oui	De plus en plus	Non		Jamais
97	Seulement pour les urgences, Pour le suivi d'élevage (mise en place de rations, audit bâtiments, suivi de reproduction, etc.)	Ca dépend	De plus en plus	De plus en plus	Non		Jamais
98	Seulement pour les urgences, Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.)	Oui	Oui	Oui	Non		Jamais
99	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le suivi d'élevage (mise en place de rations, audit bâtiments, suivi de reproduction, etc.), Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie, pour les urgences	Oui	Oui	Oui	Oui	Conseil de mon vétérinaire traitant (car vétérinaires spécialistes présents à l'Ecole), Ce sont les vétérinaires les plus compétents d'ile de France en ovins/caprins	Jamais
100	Seulement pour les urgences, Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le protocole de soin	Oui	Oui	Oui	Oui	Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ma demande, l'équipe de maison allfort est au top	Jamais
101	Seulement pour les urgences, Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour la prophylaxie	Ca dépend	Oui	Oui	Oui	vétérinaire sanitaire de la ferme présent à Alfort	Jamais
102	Seulement pour les urgences, Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour la prophylaxie	Oui	Oui	Non	Oui	Ce sont les vétérinaires les plus proches de votre structure, Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ma demande, la présence des élèves fait que l'école accepte des hospitalisations et c'est tellement bien pour les animaux!	Jamais
103	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le protocole de soin, et conseils. « Prophylaxien qui nous est imposé (pas le choix mais a été très difficile de trouver un vétérinaire sanitaire), pour les urgences	Ca dépend	Oui	Oui	Oui	Ce sont les vétérinaires les plus proches de votre structure, Aucun autre vétérinaire de disponible quand j'en ai eu besoin, Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ma demande	Jamais
104	Seulement pour les urgences, Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le suivi d'élevage (mise en place de rations, audit bâtiments, suivi de reproduction, etc.), Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie	Oui	Non	Non	Oui	Ce sont les vétérinaires les plus proches de votre structure, Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ma demande	Quelques fois
105	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le protocole de soin, pour les urgences	Oui	Oui	Oui	Oui	Ce sont les vétérinaires les plus proches de votre structure, Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ma demande	Jamais
106	Pour la prophylaxie, pour les urgences	Oui	Oui	De plus en plus	Oui	Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ma demande	Souvent
107	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour la prophylaxie, pour les urgences	Ca dépend	Oui	Oui	Non		Jamais
108	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le protocole de soin, pour les urgences	Ca dépend	Non	Non	Oui	Ce sont les vétérinaires les plus proches de votre structure	Jamais
109	Seulement pour les urgences, Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour la prophylaxie	Non	Oui	Oui	Oui	Aucun autre vétérinaire de disponible quand j'en ai eu besoin, Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ma demande, Urgence	Quelques fois
110	Seulement pour les urgences, Pour la prophylaxie, suivi du chien de troupeau	Oui	Non	Non	Non		Jamais
111	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le suivi d'élevage (mise en place de rations, audit bâtiments, suivi de reproduction, etc.), Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie, pour les urgences	Ca dépend	Oui	Oui	Oui	Aucun autre vétérinaire de disponible quand j'en ai eu besoin, Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ma demande	Quelques fois
112	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le protocole de soin, pour les urgences	Oui	Oui	Non	Non		Jamais
113	Seulement pour les urgences	Ca dépend	Oui	Oui	Non		Jamais
114	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le protocole de soin, pour les urgences	Oui	De plus en plus	De plus en plus	Non		Jamais
115	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour la prophylaxie, pour les urgences	Oui	Non	Non	Non		Jamais
116	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour la prophylaxie, pour les urgences	Non	Oui	Oui	Non		Souvent
117	Seulement pour les urgences	Ca dépend	Non	Non	Non		Jamais
118	PROPHYLAXIE, pour les urgences	Non	Oui	Non	Non		Quelques fois
119	Seulement pour les urgences, Pour la prophylaxie	Oui	De plus en plus	Oui	Non		Souvent
120	Pour la prophylaxie, pour les urgences	Oui	Oui	Oui	Oui	Aucun autre vétérinaire de disponible quand j'en ai eu besoin	Jamais

	Pour quelles interventions faites-vous appel à un vétérinaire ? (Plusieurs réponses possibles)	Faites-vous appel au même cabinet vétérinaire pour les visites classiques et pour les urgences ?	Avez-vous des difficultés à trouver des vétérinaires acceptant de prendre en charge les animaux d'élevage (vache chèvre, mouton, poule...) ?	Avez-vous des difficultés à trouver des vétérinaires disponibles quand vous en avez besoin ?	Vous arrive-t'il de faire appel à l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort ?	Pour quelles raisons ? (plusieurs réponses possibles)	Vous arrive-t'il de faire appel à des cabinets vétérinaires provenant de régions voisines ?
121	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le suivi d'élevage (mise en place de rations, audit bâtiments, suivi de reproduction, etc.), Pour la prophylaxie, pour les urgences	Ca dépend	Non	Non	Non		Quelques fois
122	Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour la prophylaxie, pour les urgences	Oui	Non	Non	Non		Quelques fois
123	Seulement pour les urgences, Dès que je repère une anomalie, même si ce n'est pas une urgence (animal malade/baisse de production, etc.), Pour le suivi d'élevage (mise en place de rations, audit bâtiments, suivi de reproduction, etc.), Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie	Oui	Oui	Oui	Non		Jamais
124	Pour le protocole de soin, Pour la prophylaxie, pour les urgences	Non	Oui	Oui	Non		Jamais

	Pour quelles raisons ? (Plusieurs réponses possibles)	Avez-vous arrêté de travailler avec certains cabinets vétérinaires ces dix dernières années ?	Pour quelles raisons avez-vous arrêté de travailler avec ces cabinets vétérinaires ? (Plusieurs réponses possibles)	Avez-vous déjà entendu parler du manque de vétérinaires ruraux en France ?	Vous sentez-vous concerné par cette problématique ?	Avez-vous des suggestions à me faire parvenir ? (idées de solutions, remarques concernant votre situation actuelle, etc.). Si vous n'avez pas de remarques particulières, vous pouvez juste passer à la question suivante.
1		Non		Oui	Oui	
2		Oui	pratique rurale dans le cabinet, Mécontentement face au service proposé	Oui	Oui	
3	Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ ma demande	Non		Oui	Oui	
4	Même si ces cabinets sont dans une autre région, ils sont les cabinets les plus proches de ma structure	Oui	Mécontentement face au service proposé	Oui	Oui	
5		Non		Oui	Oui	
6	Je n'y fais appel que pour certaines interventions (suivi de reproduction, etc.)	Non		Oui	Oui	
7		Non		Oui	Non	
8		Non		Oui	Non	
9		Non		Oui	Oui	vétérinaire ne se déplaçant pas et des chèvres ne se déplaçant pas !! pas facile d'avoir un suivi
10		Non		Oui	Oui	Mon vétérinaire assurant la prophylaxie a plus de 60 ans et difficile de trouver un remplaçant.
11		Oui	Mécontentement face au service proposé	Oui	Oui	
12	Même si ces cabinets sont dans une autre région, ils sont les cabinets les plus proches de ma structure, Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ ma demande	Oui	Mécontentement face au service proposé	Oui	Oui	idées de solution : cabinets vétérinaires mobiles / incitations à l'installation de vétérinaires ruraux par la Région, les communes, etc. comme on le fait pour les médecins généralistes
13		Non		Oui	Non	
14		Oui	Mécontentement face au service proposé	Oui	Oui	
15	Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ ma demande	Non		Oui	Oui	Besoin cruel pour les ruminants. Trop de véto de ville
16		Non		Oui	Oui	
17		Oui	Départ à la retraite des vétérinaires qui s'occupaient de la pratique rurale dans le cabinet	Oui	Non	
18	Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ ma demande	Non		Oui	Oui	Je confirme qu'avec le nombre de cabinets, cliniques vétérinaires qu'il y'a tout autour de moi, aucun n'est formé ou ne souhaite s'occuper de mes animaux, c'est pourquoi je ne fais intervenir un vétérinaire qui est beaucoup plus loin que pour les urgences, ça qui est bien dommage car je pourrais soigner mes animaux beaucoup mieux et plus souvent s'il y en avait un plus proche de chez moi.
19		Oui	Arrêt de l'activité rurale par les vétérinaires	Oui	Oui	
20		Non		Oui	Oui	
21	Aucun autre vétérinaire de disponible quand j'en ai eu besoin	Non		Oui	Oui	Les vétérinaires sont souvent spécialisés chien/chat/chevaux dans notre région, on a donc appris à se débrouiller seuls. Ils sont souvent très occupés, et ne prennent pas le temps de faire les visites annuelles obligatoires, les véto de la chambre d'agriculture substituent les véto de campagne pour "les papiers obligatoires"
22		Non		Oui	Oui	J'ai sept chiens, un excellent vétérinaire qui depuis quelques années n'assurent plus les urgences de la nuit et des week-end. Pour mes brebis je demande au vétérinaire de la maison de l'élevage de se déplacer, ce qui parfois ne lui est pas possible.
23	Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ ma demande	Non		Oui	Oui	il existe de plus en plus de particuliers qui ont au moins des poules mais aussi des ovins ou caprins, dans le cadre de la recrudescence de préoccupations environnementales. Trouver un vétérinaire référent qui se déplace est un vrai problème. En effet, il faut avoir un utilitaire pour transporter une chèvre ou un mouton ! Ce qui est rarement le cas. C'est également un problème pour s'approvisionner de médicaments lorsqu'il n'y a pas de vétérinaire proche de notre domicile, surtout en urgence. Du coup, faire une centaine de km est courant
24		Oui	Arrêt de l'activité rurale par les vétérinaires	Oui	Oui	
25		Non		Oui	Oui	
26		Oui	Départ à la retraite des vétérinaires qui s'occupaient de la pratique rurale dans le cabinet	Oui	Non	
27		Non		Oui	Non	
28		Oui	Départ à la retraite des vétérinaires qui s'occupaient de la pratique rurale dans le cabinet	Oui	Oui	Il faut des vétérinaires avec plusieurs docteurs.
29		Non		Oui	Oui	
30		Non		Oui	Oui	
31	Même si ces cabinets sont dans une autre région, ils sont les cabinets les plus proches de ma structure	Non		Oui	Oui	trop de veto pour les chiens et les chats et pas assez pour les autres animaux
32		Oui	Arrêt de l'activité rurale par les vétérinaires	Oui	Oui	
33	quand je suis en vacances dans une autre région	Non		Non		
34		Non		Oui	Non	
35		Non		Oui	Non	
36		Oui	Arrêt de l'activité rurale par les vétérinaires	Oui	Oui	Au delà de la rémunération la complexité et lourdeur du suivi administratif demandé aux vétérinaire est dissuasive
37		Non		Non		
38		Non		Oui	Oui	
39	Même si ces cabinets sont dans une autre région, ils sont les cabinets les plus proches de ma structure	Non		Oui	Oui	

	Avez-vous arrêté de travailler avec certains cabinets vétérinaires ces dix dernières années ?	Pour quelles raisons avez-vous arrêté de travailler avec ces cabinets vétérinaires? (Plusieurs réponses possibles)	Avez-vous déjà entendu parler du manque de vétérinaires ruraux en France ?	Vous sentez-vous concerné par cette problématique?	Avez-vous des suggestions à me faire parvenir? (idées de solutions, remarques concernant votre situation actuelle, etc.). Si vous n'avez pas de remarques particulières, vous pouvez juste passer à la question suivante.
	Pour quelles raisons? (Plusieurs réponses possibles)				
40	Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ma demande	Oui	Mécontentement face au service proposé	Oui	Oui
41		Non		Oui	Non
42		Non		Oui	Oui
43		Non		Oui	Oui
44	Même si ces cabinets sont dans une autre région, ils sont les cabinets les plus proches de ma structure	Non		Oui	Oui
45		Non		Oui	Non
46	Aucun autre vétérinaire de disponible quand j'en ai eu besoin	Non		Oui	Oui
47	déplacer facilement car faut aussi chiens chats au cabinet	Non		Oui	Oui
48		Non		Oui	Oui
49		Oui	Départ à la retraite des vétérinaires qui s'occupaient de la pratique rurale dans le cabinet. Les nouveaux ont refusé de prendre en charge même nos lapins de ferme	Oui	Oui
50		Oui	Vétérinaire équin sans aucune compétence en matière ovine y compris pour les traitements	Oui	Oui
51		Oui	Mécontentement face au service proposé	Oui	Oui
52		Oui	des vétérinaires qui s'occupaient de la pratique rurale dans le cabinet	Oui	Oui
53		Non		Oui	Oui
54		Non		Oui	Oui
55		Oui	Arrêt de l'activité rurale par les vétérinaires	Non	Oui
56	Même si ces cabinets sont dans une autre région, ils sont les cabinets les plus proches de ma structure	Oui	Arrêt de l'activité rurale par les vétérinaires	Oui	Oui
57		Non		Oui	Oui
58		Non		Non	Oui
59		Oui	Mécontentement face au service proposé. CHANGEMENT DE PRATIQUE PASSAGE AUX EQUINS PLUTOT QUE BOVINS	Oui	Oui
60		Oui	ne voulant pas ce déplacer, trop loin	Oui	Oui
61	Même si ces cabinets sont dans une autre région, ils sont les cabinets les plus proches de ma structure. Aucun autre vétérinaire de disponible quand j'en ai eu besoin. Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ma demande	Non		Oui	Oui
62	Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ma demande	Oui	Mécontentement face au service proposé	Oui	Oui
63		Non		Oui	Oui
64	Même si ces cabinets sont dans une autre région, ils sont les cabinets les plus proches de ma structure	Non		Non	Oui
65		Non		Oui	Oui
66		Oui	Arrêt de l'activité rurale par les vétérinaires	Oui	Oui
67		Oui	Arrêt de l'activité rurale par les vétérinaires	Oui	Oui
68		Non		Oui	Non
69	Même si ces cabinets sont dans une autre région, ils sont les cabinets les plus proches de ma structure. Aucun autre vétérinaire de disponible quand j'en ai eu besoin. Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ma demande	Oui	Arrêt de l'activité rurale par les vétérinaires. Départ à la retraite des vétérinaires qui s'occupaient de la pratique rurale dans le cabinet	Oui	Oui
70	Même si ces cabinets sont dans une autre région, ils sont les cabinets les plus proches de ma structure	Oui	Arrêt de l'activité rurale par les vétérinaires	Oui	Oui
71	Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ma demande	Oui	Arrêt de l'activité rurale par les vétérinaires	Oui	Oui
72		Non		Non	Oui
73		Non		Oui	Oui
74	Vétérinaire référent lapins = spécialiste Labovet Conseil	Non		Oui	Oui
75	Même si ces cabinets sont dans une autre région, ils sont les cabinets les plus proches de ma structure. Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ma demande	Oui	Mécontentement face au service proposé	Non	Oui
76	Aucun autre vétérinaire de disponible quand j'en ai eu besoin	Oui	Arrêt de l'activité rurale par les vétérinaires	Oui	Oui
77	Aucun autre vétérinaire de disponible quand j'en ai eu besoin. Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ma demande	Non		Oui	Oui
78		Oui	Ne peuvent jamais se déplacer	Oui	Oui
79		Oui	Mécontentement face au service proposé	Oui	Oui
80	Même si ces cabinets sont dans une autre région, ils sont les cabinets les plus proches de ma structure	Oui	Mécontentement face au service proposé. Pas assez disponible	Oui	Oui
81		Non		Oui	Oui
82	Même si ces cabinets sont dans une autre région, ils sont les cabinets les plus proches de ma structure	Oui	Mécontentement face au service proposé	Oui	Oui
83		Oui	Mécontentement face au service proposé. Méconnaissances	Oui	Oui
84		Oui	Mécontentement face au service proposé	Oui	Non
85		Oui	Les tarifs étaient de plus en plus élevés	Oui	Oui
86		Non		Oui	Oui
87		Non		Oui	Oui
88		Oui	Arrêt de l'activité rurale par les vétérinaires	Oui	Oui

	Avez-vous arrêté de travailler avec certains cabinets vétérinaires ces dix dernières années ?	Pour quelles raisons avez-vous arrêté de travailler avec ces cabinets vétérinaires? (Plusieurs réponses possibles)	Avez-vous déjà entendu parler du manque de vétérinaires ruraux en France ?	Vous sentez-vous concerné par cette problématique?	Avez-vous des suggestions à me faire parvenir? (idées de solutions, remarques concernant votre situation actuelle, etc.). Si vous n'avez pas de remarques particulières, vous pouvez juste passer à la question suivante.
	Pour quelles raisons? (Plusieurs réponses possibles)				
89	Aucun autre vétérinaire de disponible quand j'en ai eu besoin, Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ ma demande, Je n'y fais appel que pour certaines interventions (suivi de reproduction, etc.)	Oui	Mécontentement face au service proposé	Oui	Oui
90		Non		Oui	Oui
91	Je cherche les compétences ou elles sont!	Oui	Mécontentement face au service proposé	Oui	Oui
92		Non		Oui	Oui
93		Non		Oui	Non
94		Non		Oui	Non
95	Pas de vétérinaires spécialisées en petit élevage de poules dans mon secteur	Non		Oui	Oui
96		Non		Oui	Oui
97		Non		Oui	Oui
98		Non		Oui	Oui
99		Oui	pratique rurale dans le cabinet, Mécontentement face au service proposé	Oui	Oui
100		Oui	Mécontentement face au service proposé	Non	
101		Oui	Mécontentement face au service proposé, Refus de paiement après service (ferme départementale)	Oui	Oui
102		Non		Oui	Oui
103		Oui	Arrêt de l'activité rurale par les vétérinaires, Départ à la retraite des vétérinaires qui s'occupaient de la pratique rurale dans le cabinet	Oui	Oui
104	Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ ma demande	Non		Oui	Oui
105		Non		Oui	Oui
106	Même si ces cabinets sont dans une autre région, ils sont les cabinets les plus proches de ma structure	Non		Non	
107		Non		Oui	Oui
108	Aucun autre vétérinaire de disponible quand j'en ai eu besoin, Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ ma demande	Non		Oui	Oui
109		Oui	Mécontentement face au service proposé	Oui	Oui
110		Non		Oui	Oui
111	Même si ces cabinets sont dans une autre région, ils sont les cabinets les plus proches de ma structure, Je n'y fais appel que pour certaines interventions (suivi de reproduction, etc.)	Non		Oui	Oui
112		Non		Oui	Oui
113		Oui	des vétérinaires qui s'occupaient de la pratique rurale dans le cabinet	Oui	Oui
114		Non		Oui	Non
115		Non		Oui	Oui
116	Aucun autre vétérinaire ne voulait prendre en charge mon animal/ ma demande	Non		Non	
117		Oui	Mécontentement face au service proposé	Non	
118	pour la recherche de compétence vétérinaire en volaille bio	Oui	Mécontentement face au service proposé	Non	
119	Même si ces cabinets sont dans une autre région, ils sont les cabinets les plus proches de ma structure	Oui	Arrêt de l'activité rurale par les vétérinaires, Départ à la retraite des vétérinaires qui s'occupaient de la pratique rurale dans le cabinet	Oui	Oui
120		Oui	Départ à la retraite des vétérinaires qui s'occupaient de la pratique rurale dans le cabinet	Oui	Oui
121	Même si ces cabinets sont dans une autre région, ils sont les cabinets les plus proches de ma structure	Non		Oui	Non
122	Je n'y fais appel que pour certaines interventions (suivi de reproduction, etc.)	Non		Oui	Oui
123		Non		Oui	Oui
124		Oui	Arrêt de l'activité rurale par les vétérinaires	Oui	Oui

	Question supplémentaire: Seriez-vous intéressé(e) par des formations diverses organisées en partenariat avec des vétérinaires provenant de cabinets voisins de votre structure?
1	Oui
2	Oui
3	Oui
4	Oui
5	Oui
6	Oui
7	Oui
8	Non
9	Oui
10	Oui
11	Non
12	Oui
13	Oui
14	Oui
15	Oui
16	Oui
17	Oui
18	Oui
19	Non
20	Oui
21	Oui
22	Oui
23	Oui
24	Oui
25	Non
26	Non
27	Oui
28	Non
29	Non
30	Oui
31	Oui
32	Non
33	Non
34	Oui
35	Non
36	Non
37	Oui
38	Non
39	Oui

	Question supplémentaire: Seriez-vous intéressé(e) par des formations diverses organisées en partenariat avec des vétérinaires provenant de cabinets voisins de votre structure?
40	Oui
41	Non
42	Non
43	Oui
44	Oui
45	Oui
46	Oui
47	Oui
48	Non
49	Oui
50	Oui
51	Oui
52	Non
53	Oui
54	Oui
55	Oui
56	Oui
57	Oui
58	Non
59	Oui
60	Oui
61	Oui
62	Non
63	Oui
64	Non
65	Oui
66	Oui
67	Oui
68	Oui
69	Oui
70	Non
71	Oui
72	Oui
73	Oui
74	Oui
75	Oui
76	Oui
77	Oui

	Question supplémentaire: Seriez-vous intéressé(e) par des formations diverses organisées en partenariat avec des vétérinaire provenant de cabinets voisins de votre structure?
78	Oui
79	Oui
80	Non
81	Oui
82	Oui
83	Oui
84	Oui
85	Oui
86	Oui
87	Oui
88	Oui
89	Oui
90	Oui
91	Non
92	Non
93	Non
94	Non
95	Oui
96	Oui
97	Oui
98	Oui
99	Oui
100	Non
101	Oui
102	Oui
103	Oui
104	Non
105	Non
106	Oui
107	Oui
108	Oui
109	Oui
110	Oui
111	Non
112	Non
113	Non
114	Oui
115	Non
116	Oui
117	Non
118	Oui
119	Non
120	Non
121	Oui
122	Oui
123	Oui
124	Oui

Annexe 3 : Réponses des vétérinaires canins ayant déjà eu une activité rurale

Dans quel département se situe votre cabinet?	Quels animaux votre cabinet prend-il en charge	Avez-vous déjà eu une activité rurale par le passé ?	En quelle année a-t-elle cessé?	Pourquoi a-t-elle cessé ? (Cause principale)
1	77 Animaux de compagnie (chien, chat, cheval, chèvre de compagnie, lapin, etc.) uniquement	Oui	2010	J'ai commencé comme salariée dans une structure qui ne faisait pas de rurale et ne pouvait pas développer cette activité seule en assurant toutes les gardes
2	77 Animaux de compagnie (chien, chat, cheval, chèvre de compagnie, lapin, etc.) uniquement	Oui	1982	Pas assez d'élevages autour pour continuer une vraie activité rurale
3	78 Animaux de compagnie (chien, chat, cheval, chèvre de compagnie, lapin, etc.) uniquement	Oui	1986	L'activité rurale présentait trop de contraintes pour continuer (trop de kilomètres entre les différents élevages, pas de service de garde permettant de gérer les urgences en rurale...)
4	78 Animaux de compagnie (chien, chat, cheval, chèvre de compagnie, lapin, etc.) uniquement	Oui	1999	Les vétérinaires qui assuraient une activité rurale ont quitté le cabinet (retraite, changement de secteur, etc.)
5	78 Animaux de compagnie (chien, chat, cheval, chèvre de compagnie, lapin, etc.) uniquement	Oui	1992	J'ai changé de région (du 41 vers le 78)
6	92 Animaux de compagnie (chien, chat, cheval, chèvre de compagnie, lapin, etc.) uniquement	Oui	2015	L'activité rurale présentait trop de contraintes pour continuer (trop de kilomètres entre les différents élevages, pas de service de garde permettant de gérer les urgences en rurale...)
7	92 Animaux de compagnie (chien, chat, cheval, chèvre de compagnie, lapin, etc.) uniquement	Oui	1986	Arrêt de l'activité rurale pour cause d'allergie aux poils de vache (squames plus exactement)
8	94 Animaux de compagnie (chien, chat, cheval, chèvre de compagnie, lapin, etc.) uniquement	Oui	1981	Mariage en zone urbaine
9	94 Animaux de compagnie (chien, chat, cheval, chèvre de compagnie, lapin, etc.) uniquement	Oui	2008	J'exerçais en rurale dans une autre région, j'ai fait ça quelques mois seulement, par curiosité et pour l'expérience
10	95 Animaux de compagnie (chien, chat, cheval, chèvre de compagnie, lapin, etc.) uniquement	Oui	1992	situation géographique

Pensez-vous que la problématique du maillage vétérinaire vous concerne directement ?	En quoi la problématique du maillage vétérinaire vous concerne-t-elle ? (Pouvez-vous l'expliquer en quelques phrases, même courtes)	Quels éléments proposeriez-vous pour vous aider dans la continuation de votre pratique rurale/ pour vous inciter à reprendre votre pratique rurale ?
1/ Oui	Elle concerne toute la profession	
2/ Oui		
3/ Oui	Raréfaction considérable des demandeurs d'emplois, de jeunes vétérinaires en phase de construction de carrière, souhaitant s'investir dans une activité entrepreneuriale de médecine et chirurgie vétérinaire	1/ stages annuels en clientèle canine, rurale, de durée croissante avec les années 2/ renforcement de la maîtrise des éléments de gestion pendant le cursus: gestion financière/ gestion des relations humaines/ gestion des conflits/ gestion du rapport au décès.
4/ Oui	Moins en moins de véto en Ile de France pour assurer les soins en rurale...mais aussi les urgences en canine.	
5/ Oui	Je ne trouve plus de remplaçant j'ai donc réduit mes horaires d'ouverture	Filien (pas assez d'élevage, impossibilité de mener une activité canine et rurale de front, problèmes de tendinites dans les bras)
6/ Oui	trop de travail à effectuer seule sans possibilité de déléguer	augmentation des salaires des vétérinaires ruraux, possibilité d'organiser des rotations pour les gardes ou système d'urgences comme en canine
7/ Non		
8/ Non		
9/ Oui	Je ne souhaite pas qu'il y ait dans l'avenir une surpopulation de vétérinaires urbains	
10/ Non		

Annexe 4 : Réponses des vétérinaires mixtes et ruraux

Dans quel département se situe votre cabinet?	Quels animaux votre cabinet prend-il en charge ?	Combien de vétérinaires exercent au sein de votre cabinet ?	Combien de vétérinaires assurent une activité rurale au sein de votre cabinet ?	A quelle tranche d'âge appartient-il ?	Est-ce un homme ou une femme?	A quelle tranche d'âge appartient-il ?
1	77 Animaux de production uniquement		2 Plusieurs			40-50 ans 50-60 ans
2	77 Animaux de production + Animaux de compagnie (chien, chat, cheval, chèvre de compagnie, lapin, etc.)		3 Plusieurs			20-30 ans 30-40 ans 30-40 ans
3	78 Animaux de production + Animaux de compagnie (chien, chat, cheval, chèvre de compagnie, lapin, etc.)		3 Plusieurs			20-30 ans 50-60 ans 60-70 ans
4	78 Animaux de production + Animaux de compagnie (chien, chat, cheval, chèvre de compagnie, lapin, etc.)		2 Plusieurs			50-60 ans 50-60 ans
5	78 Animaux de production + Animaux de compagnie (chien, chat, cheval, chèvre de compagnie, lapin, etc.)		1 Un seul	50-60 ans	Un homme	
6	91 Animaux de production + Animaux de compagnie (chien, chat, cheval, chèvre de compagnie, lapin, etc.)		5 Plusieurs			30-40 ans 40-50 ans
7	91 Animaux de production + Animaux de compagnie (chien, chat, cheval, chèvre de compagnie, lapin, etc.)		5 Plusieurs			30-40 ans 40-50 ans
8	95 Animaux de production + Animaux de compagnie (chien, chat, cheval, chèvre de compagnie, lapin, etc.)		4 Un seul	40-50 ans	Un homme	
9	95 Animaux de production + Animaux de compagnie (chien, chat, cheval, chèvre de compagnie, lapin, etc.)		4 Plusieurs			50-60 ans 60-70 ans
10	95 Animaux de production + Animaux de compagnie (chien, chat, cheval, chèvre de compagnie, lapin, etc.)		4 Plusieurs			50-60 ans 60-70 ans

Quel est le nombre d'homme(s) qui assure(nt) cette activité rurale?	Quel est le nombre de femme(s) qui assure(nt) cette activité rurale?	Combien d'ETP (Equivalent Temps Plein) représente votre activité rurale?	Quel pourcentage du chiffre d'affaire représente votre activité rurale par rapport à votre activité canine? (Approximativement)	Aujourd'hui et d'après vous, votre activité rurale vous rapporte-t-elle assez comparée au temps et aux investissements que vous y consacrez?	A combien de kilomètres de votre cabinet se trouve votre client rural le plus proche ?	A combien de kilomètres de votre cabinet se trouve votre client rural le plus éloigné ?
1	2	0	1	100 Non	Plus de 20 km	Plus de 50 km
2	1	2	3	95 Oui	Moins de 5 km	Plus de 50 km
3	2	1	0,1	3% Non	Moins de 5 km	Entre 40 et 50 km
4	1	1	0,1	0,1 Non	Entre 5 et 10 km	Entre 40 et 50 km
5			0,1	5 pourcent Non	Moins de 5 km	Entre 20 et 30 km
6	1	1	0,5	17 Non	Moins de 5 km	Entre 40 et 50 km
7	1	1	0,5	17 Non	Moins de 5 km	Entre 40 et 50 km
8		0,01	<1	Non	Moins de 5 km	Entre 20 et 30 km
9	2	0	0,01	3	Entre 10 et 15 km	Entre 30 et 40 km
10	2	0	0,01	3 Non	Entre 10 et 15 km	Entre 30 et 40 km

	Comment sont répartis les élevages autour de votre cabinet?	Pensez-vous continuer votre activité rurale dans les 10 prochaines années ?	Pour quelles raisons? (Plusieurs réponses possibles)
1	Eparpillés, il faut souvent faire beaucoup de route pour passer d'un élevage à un autre	Oui	
2	Eparpillés, il faut souvent faire beaucoup de route pour passer d'un élevage à un autre	Oui	
3	Eparpillés, il faut souvent faire beaucoup de route pour passer d'un élevage à un autre	Non	Manque de renouvellement: difficultés à recruter des vétérinaires ruraux, Pas assez d'élevages autour pour continuer une vraie activité rurale
4	Eparpillés, il faut souvent faire beaucoup de route pour passer d'un élevage à un autre	C'est en discussion	Manque d'effectif: les vétérinaires qui s'occupent aujourd'hui de la rurale seront partis en retraite d'ici là/auront changé de secteur, etc., Raisons économiques (la rurale ne rapporte pas assez/ demande trop d'investissements), L'activité rurale présente trop de contraintes pour continuer (trop de kilomètres entre les différents élevages, pas de service de garde permettant de gérer les urgences en rurale...), Contraintes administratives +++++ exponentielles beaucoup paperasses inadaptées + obligation continuité soins inadaptée. On a arrêté suivi bobine en 2017 car impossible de prendre 4 nuits par an et qq's jours congés refus ordre car continuité soins considérée comme non assurée dans ce cas même si éleveurs étaient prévenus. Au regard contraintes administratives, rentabilité, disponibilité H24 après 20
5	Eparpillés, il faut souvent faire beaucoup de route pour passer d'un élevage à un autre	C'est en discussion	Manque de renouvellement: difficultés à recruter des vétérinaires ruraux, Raisons économiques (la rurale ne rapporte pas assez/ demande trop d'investissements), L'activité rurale présente trop de contraintes pour continuer (trop de kilomètres entre les différents élevages, pas de service de garde permettant de gérer les urgences en rurale...)
6	Eparpillés, il faut souvent faire beaucoup de route pour passer d'un élevage à un autre	C'est en discussion	
7	Eparpillés, il faut souvent faire beaucoup de route pour passer d'un élevage à un autre	C'est en discussion	Manque de renouvellement: difficultés à recruter des vétérinaires ruraux, Raisons économiques (la rurale ne rapporte pas assez/ demande trop d'investissements), Pas assez d'élevages autour pour continuer une vraie activité rurale, L'activité rurale présente trop de contraintes pour continuer (trop de kilomètres entre les différents élevages, pas de service de garde permettant de gérer les urgences en rurale...), Payer un veto rural en astreinte pour des gardes
8	Eparpillés, il faut souvent faire beaucoup de route pour passer d'un élevage à un autre	C'est en discussion	Manque d'effectif: les vétérinaires qui s'occupent aujourd'hui de la rurale seront partis en retraite d'ici là/auront changé de secteur, etc., Raisons économiques (la rurale ne rapporte pas assez/ demande trop d'investissements), Pas assez d'élevages autour pour continuer une vraie activité rurale
9	Eparpillés, il faut souvent faire beaucoup de route pour passer d'un élevage à un autre	Non	Manque d'effectif: les vétérinaires qui s'occupent aujourd'hui de la rurale seront partis en retraite d'ici là/auront changé de secteur, etc.
10	Eparpillés, il faut souvent faire beaucoup de route pour passer d'un élevage à un autre	Non	Manque d'effectif: les vétérinaires qui s'occupent aujourd'hui de la rurale seront partis en retraite d'ici là/auront changé de secteur, etc.

	Pensez-vous que la problématique du maillage vétérinaire vous concerne directement ?	En quoi la problématique du maillage vétérinaire vous concerne-t-elle ? (Pouvez-vous l'expliquer en quelques phrases, même courtes)
1	Non	
2	Oui	Problème de distances à parcourir
3	Oui	La rurale fait partie de notre mission de vétérinaire sanitaire mais les difficultés pour l'assurer deviennent insurmontables, sans parler de la rentabilité quasi inexistante, si ce n'est travail à perte sans reconnaissance des éleveurs et de l'administration.
4	Oui	Déjà explique: instances professionnelles n'adaptent pas les conditions exercice à la réalité du terrain. Contraintes administratives sont exponentielles et inapplicables, surtout en effectif réduit.
5	Oui	si je ne trouve pas un successeur intéressé par un minimum de rurale, l'activité rurale cessera
6	Oui	le service de garde est trop astreignant et absolument pas rentable: je suis le seul vétérinaire libéral de ma structure à les assurer pour les animaux de rente et ma salariée qui me seconde n'a légalement pas le droit de me remplacer pour la durée de mes vacances !!! je suis donc dans l'illégalité si je lui demande s'assurer la continuité de soins !!! Ma seule "roue de secours" reste la présence de 2 autres structures très éloignées et en voie de disparition sous brève à moyenne échéance (Dr Dal Corso et Drs Le Fol/Coudrec) qui me secondent lors de mes vacances
7	Oui	Plus de véto ruraux; trop de Km; pb de rentabilité
8	Non	
9	Non	
10	Non	

	Quels éléments proposeriez-vous pour vous aider dans la continuation de votre pratique rurale? pour vous inciter à reprendre votre pratique rurale ?
1	
2	Je pense que nous sommes le seul cabinet à assurer les urgences rurales en Seine et Marne
3	S'inspirer de la région PACA qui « subventionne » les vétérinaires ruraux pour assurer le maillage
4	Déjà tout dit à l'ordre Ile de France en 2016, rien n'a changé ...
5	parrainage d'un étudiant
6	supprimer mes impôts sur le revenu et/ou toutes autres taxes sur mon entreprise (URSSAF , TVA , IS, taxes locales, etc...) pour rendre rentable cette activité et inciter les jeunes à s'investir dans ce domaine (et moi à pouvoir y rester) • aménager le convention collective des salariés vétérinaires afin que les gardes de rurale soit possibles dans les zones de désertification comme la mienne : ou bien , encore une fois , supprimer les taxes sur ces revenus pour les rendre moins déficitaires (je n'ose parler de subventions ...mais ce serait une dernière solution)
7	Aide financière pour payer les véto d'astreinte (ou un service itinérant rural en région parisienne fait par l'ENVA pour assurer les gardes de rurale de nuit et week-end).
8	
9	
10	

ANALYSE DES BESOINS EN MÉDECINE VÉTÉRINAIRE RURALE EN ÎLE-DE-FRANCE ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

AUTEUR : Emma GOUMILLOUX

RÉSUMÉ :

Depuis plus d'un siècle, la France subit un exode rural qui a entraîné de nombreuses modifications dans l'organisation de ses espaces. En Ile-de-France, malgré la diminution drastique du nombre d'élevages observée au cours de ces 50 dernières années, certains demeurent toujours. Avec cette urbanisation de la population française, certains métiers font face à un problème de renouvellement. C'est le cas du métier de vétérinaire praticien rural.

Ce manuscrit présente dans un premier temps le nouveau visage de la ruralité en Ile-de-France, avec l'apparition notamment de structures pratiquant l'éco-pâturage et de fermes pédagogiques, en accord avec de nouvelles tendances sociétales. Ce manuscrit décrit également le déficit de vétérinaires ruraux exerçant en Ile-de-France et les conséquences que cet affaiblissement du maillage vétérinaire entraîne. De ce fait, les prophylaxies obligatoires sont de plus en plus difficiles à assurer ainsi que la lutte contre l'émergence des différentes maladies réglementées. Enfin, ce manuscrit fait état des solutions mises en place par le gouvernement, les différentes instances vétérinaires ainsi que les écoles vétérinaires françaises afin d'assurer le renouvellement des vétérinaires praticiens ruraux. Ces solutions concernent principalement la formation vétérinaire de manière générale, les voies d'entrée au concours vétérinaire ainsi que l'aide à l'installation des jeunes vétérinaires.

La seconde partie correspond à un travail personnel comprenant deux enquêtes menées à la fois auprès des vétérinaires praticiens d'Ile-de-France mais aussi auprès des détenteurs d'animaux de rente d'Ile-de-France, afin de rendre compte de la situation actuelle concernant le maillage vétérinaire en Ile-de-France. Ainsi, on note que près de 90% des détenteurs d'animaux de rente se sentent directement concernés par le manque de vétérinaire ruraux. De plus, 74% affirment éprouver déjà des difficultés à trouver un vétérinaire acceptant de soigner les animaux de rente. Enfin 75% des vétérinaires praticiens ruraux interrogés affirment souhaiter arrêter leur activité rurale dans les dix prochaines années, dénonçant des contraintes d'exercice trop importantes ainsi qu'un manque de renouvellement de la main d'œuvre.

Cependant, il semble important de préciser l'existence de biais d'échantillonnage et un taux de réponse qui n'est pas très élevé. Il faudrait réaliser d'autres études afin de venir étayer notre propos.

MOTS CLÉS : MAILLAGE VETERINAIRE, PROFESSION VETERINAIRE, MILIEU RURAL, ILE-DE-FRANCE, VETERINAIRE RURAL, ANIMAUX DE RENTE

JURY :

Président : Pr Karim Adjou

Directeur de thèse : Pr Yves Millemann

Examinatrice : Dr Aline De Paula Reis

ANALYSIS OF RURAL VETERINARY MEDICINE NEEDS IN ILE-DE-FRANCE AND PROPOSED SOLUTIONS

AUTHOR: Emma GOU MILLOUX

SUMMARY:

For more than a century, France has undergone a rural exodus that has led to many changes in the organization of its spaces. In Ile-de-France, despite the drastic decrease in the number of farms observed over the last 50 years, some still remain. With the urbanization of the French population, some professions are facing a renewal problem. This is the case for the profession of rural veterinary practitioner.

This manuscript first presents the new face of rurality in Ile-de-France, with the appearance in particular of structures practicing eco-pasture and educational farms, in accordance with the new societal trends. This manuscript also describes the lack of rural veterinarians practicing in Ile-de-France and the consequences of this weakening of the veterinary network. As a result, compulsory prophylaxis is increasingly difficult to ensure as well as the fight against the emergence of various regulated diseases. Finally, this manuscript reports on the solutions put in place by the government, the different veterinary authorities and the French veterinary schools in order to ensure the renewal of rural veterinary practitioners. These solutions mainly concern veterinary training in general, the pathways for entry to the veterinary competition, and assistance for the installation of young veterinarians.

The second part corresponds to a personal work including two surveys carried out both with practicing veterinarians in Ile-de-France and with livestock owners in Ile-de-France, in order to give an account of the current situation concerning the veterinary network in Ile-de-France. Thus, we note that nearly 90% of livestock owners feel directly concerned by the lack of rural veterinarians. Moreover, 74% of them say they already have difficulties in finding a veterinarian willing to treat their livestock. Finally, 75% of the rural veterinarians surveyed said that they would like to stop working in the countryside within the next ten years, citing the constraints of the practice as well as a lack of renewal of the workforce.

However, it seems important to point out the existence of sampling bias and a response rate that is not very high. Further studies are needed to support our point.

KEYWORDS: VETERINARY NETWORK, VETERINARY PROFESSION, RURAL ENVIRONMENT, ILE-DE-FRANCE, RURAL VETERINARIAN, PRODUCTION ANIMAL

JURY:

Chairperson: Pr Karim Adjou

Thesis Director: Pr Yves Millemann

Reviewer: Dr Alline De Paula Reis